

Collectif Junius

AU-DELÀ DU PARTI



SPARTACUS

AU-DELA DU PARTI

(Evolution du concept de parti depuis Marx)

Dans le vieux mouvement ouvrier, le concept de parti était théorisé comme l'élément-clé qui devait permettre pratiquement de passer du capitalisme au communisme : organisation du prolétariat en parti, prise du pouvoir par le parti, dictature du parti pendant la période de transition, etc.

Depuis le 19^e siècle, révolution politique n'a pas cessé de privilégier et de rendre tabou ce concept et ses différentes incarnations institutionnalisés comme « modèles » : le parti social-démocrate allemand et la II^e Internationale, le parti bolchevik russe et la III^e Internationale. Marx lui-même, malgré un certain nombre de contradictions intéressantes dans ses thèses, a été à l'origine de ce type d'évolution.

Le texte du Collectif Junius est une analyse historique du concept de parti et des principales étapes de son évolution. Montrant le caractère anti-prolétarien chaque fois plus accentué de ce concept, il expose aussi les critiques les plus pertinentes qui en ont déjà été réalisées : celles des différentes tendances de la gauche allemande. Face à la crise du capitalisme et aux forces contre-révolutionnaires qui ne visent qu'à l'aménagement et à la conservation de ce système barbare (l'instauration de capitalismes d'Etat fausement appelés « communistes »), le texte prend position clairement pour l'organisation autonome du prolétariat (Conseils Ouvriers) et pour une contribution organisée des minorités révolutionnaires à ce processus de lutte radicale contre le capital (abolition du salariat, de la production marchande et destruction de tous les Etats), seule possibilité pour instaurer un communisme véritable.

SPARTACUS

Cahiers mensuels
édités par les
Amis de Spartacus

Avril 1982
Série B n° 116
35 F

Directeur : René Lefeuvre

**AU-DELÀ
DU PARTI**

AVERTISSEMENT AUX LECTEURS

Le texte publié dans ce numéro est le produit d'un travail collectif qui fut mené pendant trois ans au sein du groupe « Pour une Intervention Communiste » (revue « Jeune Taupe »). Prévû à l'origine pour être la 1^{re} partie d'un ouvrage plus vaste sur le thème de l'organisation des révolutionnaires, il n'en constitue pas moins un Tout qui se lit pour lui-même, indépendamment de la suite qui reste pour le moment inachevée.

Du fait de la dissolution du P.I.C. (novembre 1981), les membres qui avaient quitté ce groupe six mois auparavant et qui publient depuis le journal « Révolution Sociale », assument la continuité politique de ce texte et ils remercient vivement les Cahiers Spartacus de lui assurer une parution. Cependant, pour respecter le caractère collectif de l'élaboration du texte, nous avons décidé en accord avec René Lefevre de lui apposer un pseudonyme en guise de signature.

Révolution Sociale (mars 1982).

B.P. 30316

75767 Paris Cedex 16

Collectif Junius

AU-DELÀ DU PARTI

Evolution du concept de
« parti » depuis Marx

SPARTACUS

René Lefeuve

SOMMAIRE

Introduction

Concept « marxiste ».....	7
Concept « social-démocrate ».....	24
1. La Social-Démocratie du vivant de Marx ou... « les coulisses du Parti prolétarien en Allemagne »	26
2. La Social-Démocratie après Marx ou... « la grande force tranquille du Parti prolétarien »	46
Note sur l'anarchisme (annexe au concept « social-démocrate »).....	52
Concept « léniniste » et apparentés : « trotskyste », « bordiguiste »	56
1. De Kautsky à Lénine : une continuité social-démocrate	56
2. Le « renégat » Kautsky et son disciple Lénine	57
3. La continuité social-démocrate « revue et corrigée » par Lénine ou... la conception « marxiste-léniniste » du Parti.....	62
4. Trotsky : de la critique du parti Bolchevik à son apologie.....	67
5. Bordiga et la « Gauche italienne » : de l'abstentionnisme au léninisme de gauche, puis à l'ultra-léninisme	77
Concept « ultra-gauche »	
1. Aux origines du concept « ultra-gauche » (Rosa Luxembourg).....	91
2. Le développement du concept « ultra-gauche »	104
3. Du concept « ultra-gauche » au conseillisme : l'évolution d'Anton Pannekoek	123

**Il n'est pas de sauveurs suprêmes :
NI Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes ! Décrétons le
salut commun !**

L'internationale (paroles d'E. Pottier, musique de P. Degeyter)

INTRODUCTION

La critique du concept de Parti, y compris par les conseillistes et par les diverses variantes de modernistes (situationnistes, associationnistes, autonomes de tous poils, ...), évite de situer clairement les origines du caractère erroné de ce concept **dans les thèses de Marx lui-même**. Pire, elle croit pouvoir opposer la théorie du «Parti prolétarien» chez celui-ci à toutes celles qui, à partir de la Social-Démocratie et du léninisme, ont assimilé le Parti à la représentation du prolétariat, à l'incarnation de sa conscience de classe, à la garantie de sa réalisation du communisme compris comme un «Programme Historique» et donc, lorsqu'il a «conquis le pouvoir politique», à un Etat «transitoire» chargé d'assurer les conditions de cette réalisation (Dictature du Parti)!

Sur la question nationale et sur l'analyse du processus révolutionnaire en Russie, Rosa Luxembourg n'hésita pas à abandonner ce qu'elle appelait les «vieilles idées» de Marx et d'Engels. Pour nous, révolutionnaires tirant les leçons de la contre-révolution mondiale qui s'est développée à partir d'Octobre 1917, il s'agit d'en faire de même à propos des conceptions des «pères fondateurs» sur le Parti. Notre méthode critique n'a rien à voir avec un soi-disant «anti-autoritarisme» ou autre «apolitisme» que mettent en avant les anarchistes pour condamner Marx, alors que leurs propres théoriciens, à l'image de Bakounine, ont développé et mis en pratique des conceptions de l'organisation révolutionnaire et de ses rapports avec l'ensemble du prolétariat qui préfigurent en bien des points le léninisme!

Notre méthode c'est celle de Marx, le matérialisme historique et dialectique, que nous appliquons aux propres thèses de lui-même et/ou d'Engels **émises à une période bien précise** (après le Manifeste du Parti Communiste de 1848, deuxième moitié du XIXe siècle) **et qui par là, en portent les limites**. En quelque sorte, Marx ne doit plus être simplement un «critique du marxisme» mais aussi un critique... de Marx!

« ... La «conquête du pouvoir politique», c'est le piège absolu, le suicide du mouvement ouvrier. Pour ambigu qu'ait été l'héritage de Marx, il en reste pourtant un acquis: l'auto-émancipation ouvrière ne peut être que sociale et le moyen n'en est pas la conquête et la transformation de l'Etat, mais l'abandon et la destruction de tout pouvoir politique. Seule la conquête du pouvoir social, dont les rares expériences du socialisme des Conseils ont ouvert la voie, peut redonner un sens et une âme au mouvement ouvrier. »

(Maximilien Rubel — «De Marx au bolchévisme: partis et conseils»
Arguments, VI, n° 25-26, 1962)

CONCEPT «MARXISTE»

Même si ses formulations sur le problème de l'organisation du prolétariat ne sont pas nombreuses, Marx énoncera toujours clairement, y compris après l'expérience de la Commune de Paris, une conception bien précise à ce sujet. En effet, pour lui, la constitution du prolétariat comme classe révolutionnaire ne peut que passer **par la formation d'un Parti politique**:

«Cette organisation des prolétaires en une classe, et donc en Parti politique, est à tout moment détruite par la concurrence des ouvriers entre eux. Mais elle renaît sans cesse, toujours plus forte, plus solide, plus puissante.»

(Le Manifeste du Parti Communiste — 1848)

«Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. Cette constitution du Parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême: l'abolition des classes.»

(Article 7-a, incorporé aux statuts de la 1^{ère} Internationale par décision du Congrès de la Haye, 1872) (Souligné par nous)

Dans cette conception de Marx, il faut distinguer ce qui est juste de ce qui est faux par rapport au but réel du mouvement prolétarien formulé par lui-même ci-dessus: l'abolition des classes.

a) Nécessité d'une phase politique Critique des utopistes, des économistes, des anarchistes

Chez Marx, ce qui est profondément juste c'est la vision d'une phase politique par laquelle doit passer le mouvement social de la classe ouvrière. Cette phase se caractérise par la lutte du prolétariat contre l'Etat capitaliste devant aboutir à la destruction complète de celui-ci et à l'instauration d'une «dictature du prolétariat» pour empêcher toute tentative de reprise du pouvoir par la bourgeoisie. De classe économique définie sociologiquement

par et pour le capital, le prolétariat devient ainsi une classe politique capable d'agir par et pour elle-même. De classe qui ne possédait rien dans le capitalisme et qui était dépourvue de son «être» propre (aliénation totale car «l'idéologie dominante c'est l'idéologie de la classe dominante») le prolétariat se transforme en une classe consciente et armée d'un projet révolutionnaire grâce à son mouvement d'affrontement violent avec le système capitaliste. L'on comprend mieux par là même une des formules-clés de Marx: «*Le prolétariat est révolutionnaire ou il n'est rien*»\ A l'inverse des anciennes classes exploitées (par exemple la bourgeoisie sous le féodalisme», la classe ouvrière ne peut pas faire dépendre son action politique d'un pouvoir économique déjà installé au cœur du vieux système, elle ne peut que s'affirmer d'abord politiquement, de façon autonome, pour pouvoir non pas aménager mais détruire l'ordre social existant: abolition du salariat et de la production marchande, donc des classes.

Il y a contenue dans cette vision une critique de différents courants s'exprimant au XIXe siècle à l'intérieur du mouvement ouvrier et théorisant à leur manière les objectifs et les moyens de celui-ci pour parvenir à s'émanciper. En effet, Marx dirige ses attaques aussi bien contre les utopistes qui «*n'aperçoivent du côté du prolétariat aucune spontanéité historique, aucun mouvement politique qui lui soit propre*», car «*c'est uniquement sous l'aspect de **classe la plus souffrante** que le prolétariat existe pour eux*», que contre les économistes du type Proudhon qui «*veulent que les ouvriers restent dans la société telle qu'elle est formée et telle qu'ils l'ont consignée et scellée dans leurs manuels*» car «*... ils ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne.*»

(Misère de la Philosophie, 1847)

La critique de Marx vise également les anarchistes qui, comme ces autres courants, refusent la phase politique et réduisent le prolétariat en une **simple classe pour le capital** c'est-à-dire ne cherchant à améliorer son sort que dans le cadre du système existant (thème de l'autogestion). Elle les qualifie d'«apôtres de l'abstentionnisme politique» car pour eux, la classe ouvrière «*sous aucun prétexte (...) ne doit entreprendre une action politique parce que mener la lutte contre l'Etat, c'est reconnaître l'Etat et c'est contraire aux éternels principes!*»

(De l'indifférentisme en matière politique, 1873)

C'est essentiellement dans sa critique fondamentale de Proudhon, *Misère de la Philosophie*, que Marx développe la dialectique du passage pour le prolétariat d'une classe économique à une classe politique, donc révolutionnaire:

«*Les conditions économiques avaient d'abord transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe vis-à-vis du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, dont nous n'avons signalé que quelques phases, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. Les intérêts qu'elle défend deviennent des intérêts de classe. Mais la lutte de classe à classe est une lutte politique*»;

«*Est-ce à dire qu'après la chute de l'ancienne société, il y aura une nouvelle domination de classe, se résumant dans un nouveau pouvoir politique? Non. La condition d'affranchissement de la classe laborieuse c'est l'abolition de toute classe... La classe laborieuse substituera, dans le cours de son développement, à l'ancienne société civile une association qui exclura les classes*

et leur antagonisme, et il n'y aura plus de pouvoir politique proprement dit, puisque le pouvoir politique est précisément le résumé officiel de l'antagonisme dans la société civile. En attendant, l'antagonisme entre le prolétariat et la bourgeoisie est une lutte de classe à classe, lutte qui, portée à sa plus haute expression, est une révolution totale. D'ailleurs, faut-il s'étonner qu'une société, fondée sur l'**opposition** des classes, aboutisse à la **contradiction** brutale, à un choc de corps à corps comme dernier dénouement? Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps. Ce n'est que dans un ordre de choses où il n'y aura plus de classes et d'antagonisme de classes, que les **évolutions sociales** cesseront d'être des **révolutions politiques**».

Marx avait esquissé auparavant cette dialectique de la transformation du prolétariat et sa vision du processus révolutionnaire lors de sa critique **contre l'idéalisme hégélien** de son collaborateur Arnold Ruge à l'unique numéro des «Annales franco-allemandes» (février 1844):

«Autant c'est une paraphrase et une absurdité de parler d'une révolution sociale à âme politique, autant il est juste de parler d'une révolution politique ayant une âme sociale. La révolution elle-même —c'est-à-dire le renversement du pouvoir existant et la dissolution des rapports sociaux anciens- est un acte politique: le socialisme ne peut se réaliser sans révolution. Il a besoin de cet acte politique dans la mesure où il doit détruire et dissoudre. Cependant le socialisme repousse l'enveloppe politique là où commence son activité organisatrice, là où il poursuit son but propre, là où il manifeste son âme.»

(Notes critiques relatives à l'article «Le roi de Prusse et la réforme sociale, par un prussien» parues en août 1844 dans le «Vorwärts - En Avant! - de Paris; «un prussien» était le pseudonyme sous lequel écrivait A. Ruge dans ce journal)

b) Limites de cette phase politique dues aux conditions économique-politiques du XIXe siècle

Concept du «Parti prolétarien» dans le processus démocratique

L'on peut juger de toutes les limites de cette phase politique conçue par Marx lorsque par exemple il définit le moment où la lutte ouvrière devient politique de la façon suivante:

*«Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une **pression de l'extérieur**. Ainsi, l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent par le moyen de grèves, etc..., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail; en revanche elle est politique lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc... De tous les mouvements économiques isolés des ouvriers qui sont donc nécessaires, étant le prélude et la condition du mouvement plus général, se développe partout un mouvement politique autrement dit un mouvement de classe, **en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale qui ait force de contrainte pour la société entière**. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en*

même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation.»

(Lettre à Boite, 23 novembre 1871)

Ainsi, pour Marx, le dépassement de la lutte purement économique (formation de syndicats) en lutte politique se traduit avant tout par la constitution d'un **Parti du prolétariat**, distinct et indépendant des autres partis formés par les classes possédantes. Les tâches politiques de ce Parti visent à aménager le système capitaliste dans un sens favorable aux intérêts des ouvriers, puis à «conquérir le pouvoir». Ce Parti correspond donc au jeu politique du XIXe siècle qui est favorable à une certaine extension du processus démocratique propre au capital dans sa phase ascendante. Par là même, il situe entièrement la phase politique du prolétariat s'organisant en classe à l'intérieur du cadre du système. Cela signifie **la séparation totale** de cette phase vis-à-vis du but social (abolition des classes) contenu dans le processus révolutionnaire propre au prolétariat, but dont la réalisation est rejetée dans l'avenir!

C'est à la socialiste utopique Flora Tristan qu'Engels défend contre les attaques d'Edgar Bauer dans *La Sainte Famille* ou Critique de la critique critique, 1845 («L'Union ouvrière de Flora Tristan»), que Marx avait repris la formule selon laquelle le prolétariat s'organise en classe en constituant un Parti. Et c'est dans le dernier chapitre («Les grèves et les coalitions des ouvriers») de *Misère de la Philosophie*, qu'il la précise:

«En Angleterre, on ne s'en est pas tenu à des coalitions partielles, qui n'avaient pas d'autre but qu'une grève passagère, et qui disparaissaient avec elle. On a formé des coalitions permanentes, des trades-unions qui servent de rempart aux ouvriers dans leurs luttes avec les entrepreneurs. Et à l'heure qu'il est, toutes ces trades-unions locales trouvent un point d'union dans la National Association of United Trades, dont le comité central est à Londres, et qui compte déjà 80 000 membres. La formation de ces grèves, coalitions, trades-unions marcha simultanément avec les luttes politiques des ouvriers qui constituent maintenant un grand parti politique sous le nom de Chartistes.»

Il est à noter qu'Engels fait l'historique de ce passage au Parti politique dans son ouvrage *«La situation de la classe laborieuse en Angleterre»*.

Ce qui est faux dans la conception de Marx se révèle donc être **son assimilation du mouvement politique de la classe ouvrière à la formation et à l'action d'un Parti prolétarien**.

Quelles sont les causes de son erreur?

Marx a théorisé les conditions économique-politiques du XIXe siècle **comme étant favorables à la révolution prolétarienne** car sur la base de l'achèvement du processus démocratique bourgeois et en rendant cette révolution «permanente», il était possible à ses yeux d'aller à la société sans classes, au communisme.

Son concept de «Parti prolétarien» est **le produit de sa séparation entre phase politique et but social**.

Les conditions économique-politiques du XIXe siècle se caractérisaient par:

— Le développement économique du capitalisme entre ses crises cycliques (période ascendante), ce qui entraîna la croissance des syndicats permettant à la classe ouvrière de bénéficier des avantages que le système pouvait concéder (réformisme);

— Le développement de l'Etat démocratique répondant aux nécessités du Libre-échange et du «boom» économique, ce qui aboutit à la constitution des «Partis ouvriers» pour faire pression sur la législation capitaliste en vue d'améliorer le sort de la classe ouvrière (revendications démocratiques, parlementarisme).

Cette séparation Syndicats/Partis sanctionnait les difficultés du prolétariat à se concevoir comme autre chose qu'une classe-en-soi, c'est-à-dire qu'une classe économique/politique à l'intérieur du système.

Le projet de Marx de faire passer le prolétariat d'une classe pour le capital à une classe pour elle-même reposait **sur l'existence d'une fraction communiste au sein des partis ouvriers** : « *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers* » («Le Manifeste du Parti communiste»). Pour lui, le processus révolutionnaire consistait d'abord en une extension de la démocratie économique et politique : «*Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires de classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat*» (*idem*). Au-delà d'une domination politique des syndicats (courroies de transmission) et de la pratique parlementariste (aménagement de la législation), il s'agissait donc pour le Parti prolétarien (Partis ouvriers plus fraction communiste) de s'emparer du pouvoir politique de la société capitaliste telle qu'elle était **pour ensuite la transformer**. La phase politique était séparée du but social car elle se situait sur un autre terrain, le terrain capitaliste. Pour Marx, il n'y avait pas rupture entre la démocratie bourgeoise et la réalisation du communisme mais une certaine continuité : la phase politique représentait en quelque sorte la charnière entre les deux car une fois le pouvoir conquis, **la garantie de la transformation sociale ultérieure était l'existence d'une fraction communiste dans le Parti Prolétarien** : «*Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres*» (*idem*).

Ainsi, cette Fraction détenait entre ses mains la possibilité de réaliser le communisme grâce à l'instauration de l'Etat de la Dictature du Parti prolétarien et à **l'application de son programme maximum** par rapport aux programmes minimums des partis ouvriers (transformation du Parti prolétarien en Parti communiste!). C'est en tirant les leçons des événements révolutionnaires de France et d'Allemagne en 1848-49, que Marx et Engels théorisent ce qu'ils appellent «la révolution en permanence» :

«Plus certains individus ou certaines fractions vont loin, et plus ils feront leur une grande partie de ces revendications ; et les rares personnes qui voient, dans ce qui précède, leur propre programme, se figureraient avoir ainsi établi le maximum de ce qu'on peut réclamer de la révolution. Mais ces revendications ne sauraient nullement suffire au parti du prolétariat. Tandis que les petits-bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et après avoir tout au plus obtenu la réalisation des revendications ci-dessus, // est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été chassées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir public et que, non seulement dans un pays, mais dans tous les pays principaux du monde, l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour supprimer dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans les mains des prolétaires du moins les forces productives décisives. Pour nous, il ne saurait être question de la transformation de la propriété privée, mais uniquement de son anéantissement; il ne saurait être question de masquer les antagonismes de

classes, mais de supprimer les classes; non pas d'améliorer la société existante, mais d'en fonder une nouvelle.»

(«Adresse du Conseil central à la Ligue, mars 1850)

En dépit du «credo final» de ce passage sur le communisme et malgré l'insistance de Marx à propos du caractère indépendant du Parti prolétarien, l'action politique de celui-ci **s'ancre au départ dans le processus démocratique bourgeois**. Il y a nécessité d'achever la dynamique des révolutions capitalistes en Europe contre les restes de féodalisme et une continuité s'établit donc avec le jusqu'au-boutisme jacobin incarné par Babeuf et les Egaux en 1796: *«La révolution française n'est que l'avant-courrière d'une autre révolution bien plus grande, bien plus solennelle, et qui sera la dernière.»* (Le Manifeste des Egaux, Sylvain Maréchal). Les positions de Marx et d'Engels vis-à-vis de la Russie (liquidation du tsarisme grâce à une révolution bourgeoise) et des luttes de libération nationale (par exemple le soutien à l'indépendance de la Pologne) se comprennent ainsi parfaitement en liaison avec leur vision générale sur le processus révolutionnaire au cours du XIXe siècle: enchevêtrement des phases démocratique et prolétarienne!

«Comme en France en 1793, la réalisation de la centralisation la plus rigoureuse est aujourd'hui, en Allemagne, la tâche du parti vraiment révolutionnaire»;

«Forcer les démocrates à intervenir, sur autant de points que possible, dans l'organisation sociale existante, à en troubler la marche régulière, à se compromettre eux-mêmes, à concentrer entre les mains de l'Etat le plus possible de forces productives, de moyens de transport, d'usines, de chemins de fer, etc...»

(«Adresse du Conseil central à la Ligue»)

Engels avait déjà formulé cet enchevêtrement (appui à la bourgeoisie révolutionnaire ou réalisation des tâches démocratiques en se substituant à elle) dans des articles sur «Les mouvements de 1847»:

«Le mouvement démocratique tend, en dernier ressort, dans tous les pays civilisés à la domination politique du prolétariat. Il présuppose donc qu'il existe déjà un prolétariat, une bourgeoisie au pouvoir, une industrie qui a engendré le prolétariat et a porté la bourgeoisie au pouvoir.»

(14 novembre 1847)

Encore une fois, au-delà du mûrissement des conditions objectives (déterminisme économique et social), la garantie du passage à une révolution sociale après la phase politique reposait uniquement sur l'application du «credo communiste» existant comme théorie radicale dans le Parti prolétarien.

Loin d'assumer ce passage, le Parti prolétarien au pouvoir (social-démocratie puis bolchévisme) sera le principal obstacle à toute révolution communiste. En effet, s'identifiant à l'Etat et favorisant la concentration du capital, il apparaîtra comme un instrument de rationalisation du système et donc de surexploitation du prolétariat. Engels avait pressenti le danger de l'intégration éventuelle du Parti mais par le biais des revendications salariales et **non par celui des tâches démocratiques**:

«Si l'on compte comme parti ouvrier les Chambres syndicales (en français dans le texte) et les associations de grève qui luttent exclusivement, comme les syndicats anglais, pour un haut salaire et une réduction du temps de travail, mais par ailleurs se moquent du mouvement, on forme en réalité un parti pour la conservation du salaire, et non pour son abolition. »

(Lettre à Bernstein, 28 novembre 1882)

Sur la base du processus démocratique bourgeois, contrairement à la vision de Marx et d'Engels, la seule permanence ce n'est pas celle d'une révolution prolétarienne qui aboutirait au communisme, mais celle d'un aménagement du capital par l'intégration de gré (illusions) ou de force (répressions) du mouvement prolétarien. La dualité Partis/Syndicats fut (et demeure toujours!) un des véhicules essentiels pour répandre les illusions et donc maintenir le prolétariat comme classe économique/politique à l'intérieur du système (revendications salariales et démocratiques). La répression de juin 1848 en France (massacre des ouvriers par les troupes de Cavaignac) fut le symbole **de l'antagonisme fondamental entre démocratie bourgeoise et communisme**. Marx et Engels n'en tirèrent comme leçons que la nécessité de l'existence et de l'indépendance politique du Parti prolétarien pour rendre la révolution permanente et vaincre la bourgeoisie en conquérant le pouvoir. L'expérience de la Commune de Paris allait les amener à tirer d'autres leçons et à modifier quelque peu leurs positions antérieures.

Après le coup d'Etat de 1851 en France (cf. le dix-huit brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte), Marx et Engels avaient théorisé le déplacement en Allemagne du centre vital de la lutte des classes, en liaison avec l'Angleterre considérée comme l'épicentre de la révolution mondiale malgré l'entrave de la question irlandaise (le siège de l'AIT se trouvait à Londres depuis 1864). Malgré le danger des prétentions hégémoniques du chancelier de Prusse, Bismarck, ils tablaient sur la poussée des idées démocratiques et républicaines à travers les tentatives de réaliser l'unité allemande. Au même titre que l'autocratie russe et que l'empire autrichien, le Second Empire leur apparaissait en Europe comme un verrou supplémentaire empêchant le développement du processus révolutionnaire. Contre les guerres qu'ils appelaient «dynastiques» (par exemple. Napoléon III essayant d'étendre les frontières de l'empire français en écrasant les mouvements démocratiques), ils soutenaient donc au nom du prolétariat les guerres nommées «défensives» car elles se plaçaient dans la perspective de l'indépendance nationale. C'est ce qu'ils firent en septembre 1870 lorsque Napoléon III déclara la guerre à l'Allemagne :

« La classe ouvrière allemande a résolument donné son appui à la guerre, qu'il n'était pas en son pouvoir d'empêcher, comme étant une guerre pour l'indépendance allemande et la libération de l'Allemagne et de l'Europe du cauchemar oppressant du Second Empire. Ce sont les ouvriers allemands unis aux travailleurs ruraux, qui, laissant derrière eux leurs familles à demi-mortes de faim, ont fourni les nerfs et les muscles d'armées héroïques. Décimés par les batailles au-dehors, ils seront décimés à nouveau chez eux par la misère. »

(Seconde Adresse du Conseil Général de FAIT sur la guerre franco-allemande, Londres, le 9 septembre 1870)

Aussi, dans un premier temps, comme cette guerre avait abouti au rétablissement de la République en France malgré l'impossibilité pour la classe ouvrière allemande d'entraver les buts annexionnistes de sa bourgeoisie (Alsace-Lorraine), Marx et Engels recommandent au prolétariat français **de ne pas se lancer dans l'insurrection et d'attendre que la république se consolide en profitant du temps pour construire leur organisation de classe**:

«La classe ouvrière française se trouve donc placée dans des circonstances extrêmement difficiles. Toute tentative de renverser le nouveau gouvernement, quand l'ennemi frappe presque aux portes de Paris, serait une folie désespérée. Les ouvriers français doivent remplir leur devoir de citoyens; mais en même temps, ils ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792, comme les paysans français se sont laissés duper par les souvenirs

nationaux du premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que calmement et résolument ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe. Cela les dotera d'une vigueur nouvelle, de forces herculéennes pour la régénération de la France et pour notre tâche commune, l'émancipation du travail. De leur énergie et de leur sagesse dépend le sort de la république. »

(idem)

Après le siège et la capitulation de Paris, l'insurrection des ouvriers refusant de se laisser désarmer (18 mars 1871) et proclamant la Commune dix jours après, **allait donner tort** aux analyses précédentes de Marx et d'Engels sur la priorité absolue du processus démocratique. Ce mouvement éminemment social **allait balayer** toutes leurs prévisions d'indépendance nationale progressiste sur l'échiquier des Etats et Empires européens. Le développement économique du capital ferait le reste d'où l'abandon de leur thèse sur la Pologne par Rosa Luxembourg (cf. «Le développement industriel de la Pologne», 1898). En 1891, pour le 20^e anniversaire de la Commune, malgré ses tentatives pour justifier la justesse des analyses du Conseil général de l'AIT dans les deux premières Adresses (23 juillet et 9 septembre 1870), Engels mit l'accent sur le caractère social de la Commune:

«Ainsi, à partir du 18 mars, apparut, très net et pur, le caractère de classe du mouvement parisien qu'avait jusqu'alors relégué à l'arrière-plan la lutte contre l'invasion étrangère. Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers; ses décisions avaient de même un caractère nettement prolétarien.»

(Introduction à la Guerre civile en France)

Le 30 mai 1871, deux jours après que les ultimes combattants de la Commune aient été massacrés sur les pentes de Belleville par les troupes versaillaises, Marx avait quant à lui tiré la leçon principale et fondamentale de ce mouvement social :

«... La classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'Etat et de le faire fonctionner pour son propre compte.»

(Adresse du Conseil général de l'AIT, intitulée
«La Guerre civile en France», 1871)

Marx passait donc d'une vision de «conquête du pouvoir politique» par le prolétariat à celle d'une nécessaire «destruction de la machine bureaucratique et militaire» («Lettre à Kugelmann», 12 avril 1871). Il accordait tellement d'importance à cette modification de sa conception antérieure, qu'il précisa cela dans la *Préface à une réédition du Manifeste du Parti communiste* 24 juin 1872:

«... A bien des égards, il faudrait aujourd'hui remanier ces passages. En face des immenses progrès de la grande industrie au cours de ces vingt-cinq dernières années, et du développement parallèle de l'organisation du Parti de la classe ouvrière; en face des expériences pratiques, d'abord de la révolution de février, ensuite et surtout de la Commune de Paris, où, pour la première fois, le prolétariat a pu tenir entre ses mains le pouvoir politique pendant deux mois, ce programme a perdu, par endroits, son actualité. La Commune notamment a démontré que la classe ouvrière ne pouvait pas simplement prendre possession de la machine d'Etat telle quelle et l'utiliser pour ses propres fins.»

Cependant la réaffirmation du besoin pour le prolétariat de constituer un Parti afin d'agir comme une classe est faite malgré l'expérience de la Commune de Paris (cf. l'article 7-a, incorporé aux statuts de la 1^{ère} Internationale

par décision du Congrès de La Haye, 1872, citation en début de chapitre). Marx et Engels persistent dans cette conception car leur analyse de la transition politique du capitalisme au communisme, donc de la dictature du prolétariat, demeure entachée d'une certaine idée de la **coexistence entre un Etat et la domination de classe du prolétariat**, ou dans d'autres cas de la pure et simple **identification entre les deux**:

«... En réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'Etat.»

(Engels, «Introduction à la Guerre civile en France», 1891)

« Vient ensuite cette question: quelle transformation subira l'Etat dans une société communiste? Autrement dit: quelles fonctions sociales s'y maintiendront-elles qui soient analogues aux fonctions actuelles de l'Etat? Cette question ne peut avoir de réponse que par la science, et ce n'est pas en accouplant de mille manières le mot Peuple avec le mot Etat qu'on fera avancer le problème d'un saut de puce. Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat?»

(Marx, «Critique du projet de programme de Gotha», 1875)

Encore une fois, c'est la théorisation d'une séparation entre la phase politique et le but social, donc de la continuité de certaines fonctions de la société de classes et du capitalisme à travers la phase politique (= l'Etat), même si Engels proposait «de remplacer partout l'expression Etat par «Gemeinwesen», un bon vieux mot allemand, dont le sens équivaut à celui de commune en français» (Lettre à Bebel, 18-28 mars 1875), qui fait découler pour Marx et Engels la nécessité d'un Parti prolétarien capable d'assumer ces fonctions (= Etat de la Dictature du Parti) pour **ensuite** appliquer son programme historique (réalisation du communisme entraînant le dépérissement de l'Etat).

L'affirmation de la nécessité d'une phase politique conduire Marx et Engels à rompre totalement avec les anarchistes que l'apolitisme entraînera pour leur part vers le syndicalisme «révolutionnaire» ou anarcho-syndicalisme (Congrès de La Haye, 1872). Mais les limites de leur conception de cette phase politique les amèneront, après ce Congrès et après la dissolution de l'AIT (transfert de son siège à New-York!), **à faire le lit de la social-démocratie allemande et des consœurs** (Ile Internationale), non seulement *par* compromis avec le lassalléanisme (insuffisances des critiques du programme de Gotha, fusion des «marxistes» d'Eisenach 1869 avec les lasaléens) mais aussi par incapacité des successeurs immédiats à ne pas être autre chose que des «disciples», en premier lieu Engels qui, au lieu d'exercer la méthode-critique, la transforma en une idéologie sous le nom de «marxisme» (cf. «La Légende de Marx ou Engels fondateur», Maximilien Rubel, Etudes de marxologie. Cahiers de l'ISEA, série S n.15, déc. 1972). Ces limites expliquent également la façon bureaucratique (mesures administratives, récits anecdotiques...) dont furent exclus Bakounine et les autres membres de l'Alliance de la Démocratie Socialiste au Congrès de La Haye. L'absence de tout débat réel qu'aurait pu

susciter le Conseil général à propos des divergences, en particulier du problème de la phase politique, indique en effet l'influence des dites limites sur la formation, puis l'évolution entre 1864 et 1872 de l'AIT que certains aujourd'hui essayent de présenter **comme différente de ce que furent les partis politiques par la suite** (nos critiques de Marx, répétons-le, ne sont pas une défense voilée des bakouninistes qui utilisèrent également de leur côté toute une série de «procédures organisationnelles» pour tenter de s'emparer du pouvoir dans l'AIT!) (1).

Défendant le principe de l'Association comme étant différent chez Marx de celui de la constitution du prolétariat en Parti politique, C. Berger écrit en critiquant Glucksmann: *«Les faiblesses de Marx ne sont d'ailleurs pas là où il les cherche. On peut lui reprocher d'avoir fui devant les difficultés du mouvement associationniste — ce que voulut être l'Association Internationale des Travailleurs — et par compensation d'avoir penché vers la forme «parti de masse». Ce qui favorisait la social-démocratie dont il était cependant très critique et excluait les anarchistes pourtant plus proches.»* (cf. «Autopsie de la «Nouvelle philosophie», revue Spartacus n. 10, juillet- août 1978). En réalité, malgré une différence essentielle tenant à la non- hégémonie du Parti communiste (les «marxistes» du Conseil général) vis-à-vis des autres Partis ouvriers (proudhoniens, blanquistes, bakouninistes...) jusqu'à la Commune de Paris, l'AIT fut bien le prototype du Parti prolétarien de masse tel que le concevait Marx depuis la dissolution de la Ligue des Communistes. Dans la IIe Internationale, les idées de Marx furent dominantes sous la forme social-démocrate, en particulier allemande:

«La Commune a été le tombeau du vieux socialisme spécifiquement français. Mais elle a été en même temps le berceau du communisme international, nouveau pour la France.» (Engels, octobre 1884). De plus, l'AIT visait à être une organisation de masse **préalable** à la lutte générale du prolétariat pour réaliser la constitution de celui-ci en classe, c'est d'ailleurs ce que reconnaît C. Berger dans son langage ésotérique:

«Le Parti des «Communistes» se donne pour tâche de favoriser ce mouvement pour l'association, c'est-à-dire d'organiser le mouvement réel contre tous les partis de l'apparence et du salariat. Ces partis de l'apparence, défendant exclusivement les intérêts les plus immédiats (globaux et hiérarchisés) de la classe ouvrière en général, ou bien les intérêts particuliers et souvent divergents des différentes couches ouvrières hiérarchisées, œuvrent donc en fin de compte pour l'ordre du salariat, qu'il soit bourgeois ou ouvrier (sous le vocable de «démocratique»). La perspective tracée par Marx exige de maintenir les associations ouvrières au-delà de la lutte, de réunir ces associations entre elles et d'extérioriser leur contenu inconscient mais réel de révolte contre l'oppression salariale et de recomposition de l'existence. Et dans les faits, la

(1) (Révélation sur les objectifs anarchistes dans l'AIT... par un anarchiste!):

«Nous voulions, par une action consciente, imprimer au mouvement ouvrier la direction qui nous semble la meilleure, contre ceux qui croient au miracle de l'automatisme et aux vertus de la masse travailleuse... Nous qui, dans l'Internationale, étions désignés sous le nom de Bakouninistes, et étions membres de l'Alliance, nous criions très fort contre Marx et les marxistes parce qu'ils tentaient de faire triompher dans l'Internationale leur programme particulier; mais, mis à part la loyauté des moyens employés et sur lesquels il est maintenant inutile d'insister, nous faisons comme eux, c'est-à-dire que nous cherchions à nous servir de l'Internationale pour atteindre nos buts de parti» (cf. Malatesta, «Volonta», 1914)

grande activité de Marx et d'Engels consiste à créer ce «mouvement ouvrier réel» de l'association.»

(«Marx, l'Association, l'Anti-Lénine, vers l'abolition du salariat», Ed. Payot, 1974)

Association et Parti politique, deux formules qui désignent en fait chez Marx le même projet d'organisation du prolétariat!

c) Contradiction entre la conception du Parti comme organisation préalable au mouvement prolétarien et celle du Parti en tant qu'organisation produite par ce mouvement

Au-delà de la nécessité du Parti, il y a chez Marx une contradiction sur la façon dont se constituera ce Parti en liaison avec le mouvement du prolétariat.

Tantôt est affirmé le fait que le Parti doit être **une organisation construite préalablement au mouvement**, celui-ci n'étant alors que le moyen pour la développer. C'est par exemple ce qui était affirmé dans la lettre de Marx à Boite: *«Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation.»* (cf. l'extrait cité précédemment). Et le plus souvent dans la pratique, Marx en tant que militant, s'est efforcé d'impulser une organisation-Parti **avant** le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière. Cela fut le cas, comme nous l'avons vu plus haut, de la Ligue des Communistes (1847-1852) et surtout de l'Association Internationale des Travailleurs (1864-1872). Ainsi la nécessité politique pour le prolétariat de constituer un Parti pourrait se résumer à la formule «le Parti c'est la classe» puisque, pour Marx, l'organisation préalable doit en se développant représenter les travailleurs dans leur ensemble (Parti de masse).

Mais tantôt est affirmé le contraire, à savoir que le Parti est **une organisation produite par le mouvement**:

«Le Parti n'est donc pas une organisation créée artificiellement et arbitrairement. Il naît spontanément du sol de la société moderne.» (Lettre de Marx à Freiligrath, 29 février 1860)

«L'AIT n'est fille ni d'une secte, ni d'une théorie. Elle est le produit spontané du mouvement prolétaire, engendré lui-même par les tendances naturelles et irrépressibles de la société moderne.» (Rapport du Conseil Général au Congrès de Bruxelles, 1868)

Il y a donc prééminence du mouvement réel, pratique, sur toute organisation préalable qui, soit s'avère dépassée et doit se remettre en cause, soit est devenue une véritable entrave et doit donc se dissoudre:

«L'action internationale des classes ouvrières ne dépend en aucune façon de l'existence de l'Association Internationale des Travailleurs. Celle-ci fut seulement la première tentative pour doter cette action d'un organe central, tentative qui, par l'impulsion qu'elle a donnée, a eu des suites durables, mais qui, sous sa première forme historique, ne pouvait survivre longtemps à la chute de la Commune de Paris.» (Marx, Critique du projet de Programme de Gotha)

«Le mouvement international du prolétariat américain et européen est à cette heure devenu tellement puissant que non seulement sa forme première et étroite — La Ligue Secrète — mais encore sa seconde forme, infiniment plus vaste — l'Association publique internationale des Travailleurs — lui est devenue

une entrave, et que le simple sentiment de solidarité, fondé sur l'intelligence d'une même situation de classe, suffit à créer et à maintenir, parmi les travailleurs de tous pays et de toute langue, un seul et même grand parti du prolétariat.» (Engels, «Quelques mots sur l'histoire des Communistes», 1885)

Le prolétariat ne crée le Parti en tant qu'organe politique que dans sa lutte générale et en conséquence il n'a pas pour vocation de venir rejoindre en masse une quelconque organisation préalable. Ici, la formule est l'inverse de la précédente: «La classe c'est le Parti»!

Une composante du courant léniniste, la gauche italienne (bordiguisme) a essayé de théoriser cette contradiction de Marx pour harmoniser la «dialectique du Parti». Ainsi, l'organisation préalable serait une sorte de Parti **formel** tandis que la tendance du mouvement de la classe à se constituer en organisation politique au cours de la lutte représenterait le Parti **historique**. Le résultat de cette théorisation est que le Parti formel peut se tromper et être une entrave au développement du Parti historique, ce qui aboutit alors au dégagement d'une Fraction communiste étant la seule à interpréter valablement la tendance historique contre la sclérose du Parti formel. Le tour est joué: le Parti prolétarien (mouvement de la classe et Fraction) est remis sur les rails et il pourra remplir son rôle! Notons qu'il y a également dans le courant conseilliste, en la personne de Maximilien Rubel, une tentative avoisinante pour résoudre la contradiction de Marx: d'un côté, l'organisation préalable se définit comme le Parti **ouvrier** c'est-à-dire de façon **sociologique**, de l'autre celle qui est produite par le mouvement historique réalise le Parti **prolétarien**, «transcendant en quelque sorte les conditions de la société établie» c'est-à-dire ne pouvant pas «s'identifier à une organisation réelle soumise aux servitudes de l'aliénation politique». Mais ce concept **éthique** (magie des mots!) du Parti prolétarien fait intervenir, comme pour les bordiguistes, une Fraction communiste qui saura faire de ce Parti un «excitateur et instrument de la spontanéité prolétarienne» et non pas un «organe de la collaboration des classes» (Remarques sur le concept de Parti prolétarien chez Marx», Revue française de sociologie. II, n.3, juillet-septembre 1961).

Dans les situations où le mouvement historique de la classe ouvrière ne fut plus à l'ordre du jour, Marx agira toujours pour «mettre en sommeil» les organisations ayant existé préalablement et n'ayant pas eu d'influence déterminante sur les mouvements révolutionnaires (1848, La Commune):

- Après 1852, développement du capitalisme et intégration du prolétariat d'où dissolution de la Ligue des Communistes;
- Après 1872, contre-révolution en Europe à la suite de la défaite des communards donc transfert du siège de l'AIT à New-York, préfigurant son extinction en 1876.

A ces mêmes époques, Marx critiquera d'ailleurs toutes les tentatives de maintien d'organisations officielles ou institutionnalisées et il refusera de se soumettre à de quelconques directives de Partis ouvriers existants en ces termes:

«Notre mandat de représentation du parti prolétarien, nous ne le tenons que de nous-mêmes, mais il est contresigné par la haine exclusive et générale que nous ont vouée toutes les fractions du vieux monde et tous les partis.»

(Lettre de Marx à Engels, 18 mai 1859) De plus, dans certains cas, Marx préférera également se consacrer à un travail de réflexion et d'élaboration théorique plutôt que de participer à des délibérations organisationnelles. Ainsi, en 1866, alors qu'il est en train de continuer et d'approfondir ses recherches pour faire l'analyse économique la

plus complète possible du système capitaliste (travaux sur «Le Capital»), il refusera, malgré les injonctions de ses proches, de se rendre au congrès de l'AIT qui se tenait à Genève. Il s'en explique en ces termes: *«Je pense que par mon œuvre, je fais beaucoup plus pour la classe ouvrière que tout ce que je pourrais faire personnellement à un congrès quelconque.»* (Lettre de Marx à Kugelmann, 23 août 1866).

Pour ne rien laisser dans l'ombre, il faut noter que ce choix de Marx, outre le fait de privilégier la théorie par rapport aux problèmes d'organisation à ce moment donné, se plaçait aussi dans le cadre de la polémique avec les proudhoniens dont l'ouvriérisme dominait l'AIT et leur faisait mépriser l'apport des non-manuels à la lutte du prolétariat.

Souvent donc, Marx adopta la ligne de conduite qui consistait à rester à l'écart soit d'une agitation substitutiste de type blanquiste lorsque le mouvement d'ensemble de la classe ouvrière ne se manifestait pas et restait intégré au capitalisme, soit même des débats réformistes du Parti de masse lorsque les conditions de reprise de la lutte des classes avaient pourtant permis la formation de celui-ci. Comme le dit M. Rubel (cf. «Le Parti prolétarien» dans «Marx critique du marxisme», éd. Payot, p. 190):

«Dès lors, on comprend que Marx ait pu, dans sa correspondance et dans certaines proclamations publiques, parler de «notre parti», alors qu'aucune organisation officielle ne Hait les amis groupés dans le «parti Marx». Ce groupe politique n'avait pas de statut mais il avait un credo, le communisme, et Marx était appelé à lui donner des assises théoriques.»

d) Le «Parti Marx» ou la conception élitiste du Parti Communiste

Chez Marx, s'il y a une idée positive, c'est bien celle qui, de façon contradictoire avec d'autres affirmations, l'amène à formuler l'impossibilité d'une organisation révolutionnaire de masse en-dehors des périodes d'affrontement ouvert de l'ensemble du prolétariat avec le système. Cela sera repris plus tard par Rosa Luxembourg dans ses critiques de la social-démocratie et de la IIe Internationale à la lumière de l'expérience russe de 1905. Le Parti historique est donc conçu comme un produit spontané des luttes ouvrières au cours du processus révolutionnaire (en fait, ce seront les Conseils ouvriers qui apparaîtront en tant qu'**expression politique et unitaire** du prolétariat, abolissant par là même la division entre partis et syndicats correspondant aux conditions antérieures!). Mais dans l'attente des périodes-clés où peut se former ce Parti, la conscience de ce que sera le Parti Historique en quelque sorte **pratique** s'incarne dans une «secte-laboratoire» qui conserve (thème bordiguiste de l'Invariance) ou qui réadapte (enrichit), — cela dépend des textes auxquels on se réfère — le Programme communiste. En effet, Marx et son «groupe» (Engels...) se posent en élite détentrice de la théorie que le mouvement pratique réalisera: ils sont le Parti Historique sur le plan **théorique!** Quand Marx dit: «Lorsque la théorie s'empare des masses, elle devient force matérielle», cela n'est somme toute pas très éloigné de la formule de Lasalle sur «l'alliance entre la science et le prolétariat»... ni même de ce qu'écriront par la suite Kautsky et Lénine sur «la conscience introduite de l'extérieur de la lutte des classes dans le prolétariat». Ainsi, M. Rubel constate à la fin de son texte «Le Parti prolétarien» (déjà cité):

«Il reste à l'analyse sociologique à montrer en quoi une telle conception de l'élection charismatique se distingue ou non de l'idée que Marx se faisait des sectes politiques.»

Il y a effectivement des différences importantes entre ce qu'ont pu dire Marx-Engels et par exemple Kautsky avec sa vision **idéologique**, donc bourgeoise, de la théorie:

«L'Angleterre leur donna la plus grande partie de la documentation économique qu'ils utilisèrent et la philosophie allemande la meilleure méthode pour en déduire l'objectif de l'évolution sociale contemporaine; la Révolution française leur démontra de la manière la plus claire la nécessité de conquérir la puissance et notamment le pouvoir politique pour arriver au but. C'est ainsi qu'ils créèrent le socialisme scientifique moderne par la fusion de tout ce que la pensée anglaise, la pensée française et la pensée allemande avaient de grand et de fertile.»

(cf. «Les Trois sources du marxisme»
éd. Spartacus, série B, n. 78, p.21) (2)

Ces différences reposent essentiellement sur le déterminisme que reconnaissent Marx-Engels au **mouvement réel** du prolétariat par rapport aux productions intellectuelles. Les luttes de classe des années 1840 les avaient aidés à se débarrasser non seulement de l'idéalisme hégélien mais aussi du matérialisme bourgeois qui maintenait le dualisme entre pensée et action (cf. «Les Thèses sur Feuerbach», 1845):

«Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classe existante, d'un mouvement historique qui se déroule sous nos yeux» (Le Manifeste du Parti communiste, 1848)

«Ils dégagent l'idée par des «études suivies» qui ne laissent pas la moindre trace. Ils la «font ensuite pénétrer au sein de nos organisations ouvrières». Pour eux, la classe ouvrière est une matière brute, un chaos, qui pour prendre forme a besoin du souffle de leur Esprit-Saint.»

(cf. «Les prétendues scissions dans l'Internationale», 1872
éd. Spartacus: «Textes sur l'Organisation», série B n. 36, p. 89)

Avant cette critique des agissements de l'Alliance bakouniniste, Marx-Engels s'étaient différenciés **dans le même texte** des positions des sectes utopistes en montrant la distinction entre l'AIT et ces dernières:

«Aussi les statuts de l'Internationale ne connaissent-ils que de simples sociétés «ouvrières» poursuivant toutes le même but et acceptant toutes le même programme, qui se limite à tracer les grands traits du mouvement prolétaire et en laisse l'élaboration théorique à l'impulsion donnée par les nécessités de la lutte pratique, et à l'échange des idées qui se fait dans les sections admettant indistinctement toutes les convictions socialistes dans leurs organes et leurs congrès» (souligné par nous).

Comme dernier exemple de ces différences, on peut citer ce passage de la «Lettre Circulaire de Marx-Engels à Bebel, Liebknecht, Bracke et autres dirigeants du Parti social-démocrate allemand» en septembre 1879, à propos de l'abandon des principes révolutionnaires du prolétariat par des exilés de ce Parti (dont Edouard Bernstein) à la suite d'une «loi d'exception» de Bismarck contre les socialistes:

«Quant à nous, d'après tout notre passé, une seule voie nous reste ouverte. Nous avons, depuis près de quarante ans signalé la lutte des classes

(2) Se rapporter aux deux textes-critiques qui suivent cet écrit: «Idéologie et lutte de classes» de P. Guillaume et «Le «renégat» Kautsky et son disciple Lénine» de J. Barrot

comme le moteur de l'histoire le plus décisif et nous avons notamment désigné la lutte sociale entre la bourgeoisie et le prolétariat comme le grand levier de la révolution sociale moderne . Nous ne pouvons donc en aucune manière nous associer à des gens qui voudraient retrancher du mouvement cette lutte de classes. Nous avons formulé, lors de la création de l'Internationale, la devise de notre combat : l'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même. Nous ne pouvons donc, par conséquent, faire route commune avec des gens qui déclarent ouvertement que les ouvriers sont trop incultes pour se libérer eux-mêmes, et qu'ils doivent être libérés par en haut, c'est-à-dire par des grands et petits-bourgeois philanthropes. Si le nouvel organe du Parti prend une attitude qui correspond à l'opinion de ces messieurs (C.H. Schramm, C. Höcchberg et E. Bernstein), devient bourgeois et non prolétarien, il nous reste, aussi pénible que cela puisse nous être, qu'à nous déclarer publiquement contre et rompre avec la solidarité grâce à laquelle nous avons représenté le Parti allemand face à l'étranger» (!)

Cependant, malgré ces différences qui font que pour Marx-Engels au contraire de Kautsky-Lénine, le socialisme ne naît pas dans le cerveau des intellectuels mais provient des nécessités pratiques de la lutte ouvrière face à la crise du capitalisme, **une séparation est établie dans leur conception entre l'interprétation théorique (conscience) du mouvement réel et la pratique de ce mouvement.** Cela se vérifie parfaitement quand sur le plan organisationnel Marx-Engels posent la question à propos de ce qui distingue le rôle des communistes de celui des autres partis ouvriers dans l'ensemble du Parti prolétarien (la classe ouvrière en mouvement). En effet, ils répondent ainsi à cette question:

« Théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien »

(cf. «Le Manifeste du Parti Communiste»)

Les conditions, la marche, les fins,... Tout est tracé, ce «reste du prolétariat» qui n'a pas «l'avantage d'une intelligence claire» n'a donc aucun apport théorique, du moins fondamental! C'est en quelque sorte un aveugle qui doit se laisser guider par ceux, les communistes, qui possèdent le programme de A à Z:

« Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres »

(idem)

Le processus révolutionnaire ne serait en fait pas autre chose que la réalisation pratique d'une théorie détenue par une fraction particulière, celle des communistes, car:

«//s représentent toujours les intérêts du mouvement dans son ensemble. »

Par là même, il n'y a pas de **mouvement communiste** proprement dit. Pour Marx-Engels, le communisme est un programme dont le Parti est le porteur, ce «Parti communiste» qui apporte la lumière au Parti prolétarien c'est- à-dire au mouvement historique de la classe ouvrière.

Ainsi, chez Marx-Engels, existait la conception de n'être **que** les interprètes de la réalité, mais d'en être des interprètes **privilegiés** à l'image de savants observant les phénomènes et en tirant les lois générales :

«De même que les économistes sont les représentants scientifiques de la classe bourgeoise, de même les socialistes et les communistes sont les théoriciens de la classe prolétaire . Tant que le prolétariat n'est pas encore assez développé pour se constituer en classe, que, par conséquent, la lutte même du

*prolétariat avec la bourgeoisie n'a pas encore un caractère politique, et que les forces productives ne se sont pas encore assez développées dans le sein de la bourgeoisie elle-même, pour laisser entrevoir les conditions matérielles nécessaires à l'affranchissement du prolétariat et à la formation d'une société nouvelle, ces théoriciens ne sont que des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice . Mais à mesure que l'histoire marche et qu'avec elle la lutte du prolétariat se dessine plus nettement, Us n'ont plus besoin de chercher de la science dans leur esprit, ils n'ont qu'à se rendre compte de ce qui se passe devant leurs yeux **et de s'en faire l'organe**. Tant qu'ils cherchent la science et ne font que des systèmes, tant qu'ils sont aux débuts de la lutte, Us ne voient dans la misère que la misère, sans y voir le côté révolutionnaire, subversif, qui renversera la société ancienne. Dès ce moment, la science produite par le mouvement historique, **et s'y associant en pleine connaissance de cause**, a cessé d'être doctrinaire, elle est devenue révolutionnaire.»*

(Marx, «Misère de la Philosophie», 1847)

(souligné par nous)

C'est Engels d'ailleurs qui institutionnalisera la formule du «socialisme scientifique» en opposition au «socialisme utopique». Avec ce genre de prétentions théoriques et leur assimilation à une véritable «science du prolétariat», d'une part la valeur des expériences sociales successives elles-mêmes qui permettent le dépassement et l'enrichissement constant des positions théoriques précédentes (pas d'acquis définitifs, ni de «fil historique» ou de «continuité organique»!), d'autre part la relativisation nécessaire de tout apport théorique d'une fraction particulière en fonction justement des expériences du mouvement dans son ensemble face à des conditions objectives changeantes, allaient peu à peu s'effacer devant le **dogme** et l'**élitisme** qui lui est inhérent. Comme la Métaphysique dans le christianisme ou la Raison chez les philosophes du XVIIIe siècle, le «socialisme scientifique» allait devenir la clé de voûte d'une nouvelle religion appelée «marxisme» et de son église: les partis politiques baptisés «socialistes» ou «communistes»!

En conséquence, on peut constater une nouvelle fois le poids négatif de la révolution française sur la conscience de Marx-Engels. Derrière la séparation entre théorie et pratique qui aboutira à l'idéologisation, il y a la séparation entre tâches politiques et tâches sociales pour le processus prolétarien qui est calqué dans sa première phase (politique) sur le processus bourgeois en fonction des conditions objectives du XIXe siècle:

« Leur propre lutte contre la bourgeoisie ne pourra commencer que le jour du triomphe de la bourgeoisie.» (Marx à Kugelmann, Lettre du 23.2. 1865);

«Dans tous les pays civilisés, la démocratie a pour résultat nécessaire la domination politique du prolétariat, condition de toutes les mesures communistes.» (Engels).

Malgré les leçons tirées de l'expérience de la Commune de Paris, la formule-clé du «Manifeste du Parti communiste»: conquête du pouvoir politique à travers le processus démocratique, s'épanouira avec le Parti social-démocrate allemand qui, à noter au passage, avait toujours refusé de s'intégrer à l'AIT en dépit des injonctions de Marx-Engels. La séparation phase politique/phase sociale fera apparaître complètement la conception et la mise en pratique du Parti Communiste-Jacobin, un parti de spécialistes de la politique, de révolutionnaires professionnels, de théoriciens du prolétariat. Pour Marx-Engels, le parti porteur de la théorie élaborée par les communistes, donc médiateur

(Luckacs) entre celle-ci et la pratique, était un interprète, certes privilégié, et un révélateur du mouvement prolétarien mais il apparaissait également comme un **produit de la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière.**

Pour la social-démocratie et le bolchévisme, le Parti construit préalablement au mouvement révolutionnaire deviendra l'introducteur d'une conscience idéologique dans le prolétariat considéré uniquement comme trade-unioniste! Par la suite, les thèmes bordiguistes d'invariance de la théorie, de continuité organique comme de centralisme organique sur le plan du fonctionnement organisationnel, achèveront de momifier toute interprétation de la réalité par leur délire élitiste, programmiste, en un mot messianique sur le communisme conçu entièrement comme une idéologie à appliquer:

«Faisant un bond par dessus tout le cycle, le communisme est la connaissance d'un plan de vie pour l'espèce. C'est-à-dire pour l'espèce humaine.» (Cf. «Propriété et capital», dans «Prometeo», série II, p. 125).

Pour terminer cette analyse du concept «marxiste», nous donnons une citation d'Engels qui confirmera encore une fois que malgré beaucoup d'erreurs dues aux conditions de leur époque, celui-ci comme Marx n'est pas tombé complètement dans l'idéologie en utilisant la méthode matérialiste, historique et dialectique. La contradiction est source de toute vie sociale et continuera de l'être, **même dans le communisme:**

«M. Heinzen s'imagine que le communisme est une certaine doctrine qui partirait d'un principe théorique déterminé — le noyau — dont on tirerait d'ultérieures conséquences. M. Heinzen se trompe fort. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement; il ne part pas de principes, mais de faits. Les communistes ont pour présupposition non telle ou telle philosophie, mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est le produit de la grande industrie et de ses conséquences, de l'édification du marché mondial, de la concurrence sans entraves qui lui correspond, des crises commerciales toujours plus puissantes et universelles et qui sont déjà devenues de parfaites crises du marché mondial, de la création du prolétariat et de la concentration du capital de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui en découle. Le communisme, dans la mesure où il est théorique est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat.»

CONCEPT «SOCIAL-DÉMOCRATE»

Dans tout son développement historique, la Social-Démocratie allait **abandonner** les aspects positifs que Marx avait pu dégager grâce à l'application de sa méthode: principalement la conception d'une organisation révolutionnaire de masse naissant comme **produit** du mouvement spontané du prolétariat lors des périodes de crise du capitalisme et d'affrontement ouvert des travailleurs avec ce système d'exploitation; mais aussi celle d'une organisation jouant un **rôle actif** dans la destruction de l'Etat et par là même s'inscrivant dans un processus de non-séparation entre les tâches politiques et directement sociales de la révolution prolétarienne (cf. les leçons de la Commune de Paris).

Seules les fractions de gauche de la S-D, déjà en profonde rupture théorique avec celle-ci avant 1914 (Rosa Luxembourg, Anton Pannekoek...), puis l'ensemble du courant dit «ultra-gauche» (à part la gauche italienne ou bordiguisme), rétabliront **la prééminence du mouvement réel** sur le plan de la formation de l'organisation révolutionnaire de masse, mais maintiendront — avec des nuances (voir l'analyse dans les chapitres ci-après) — la notion du «Parti», de son rôle privilégié et donc de la séparation entre phase politique et mouvement social. C'est le surgissement révolutionnaire du prolétariat lui-même sur la scène historique (1905, puis 1917-23) qui se trouvera à la racine de la rupture, ensuite de la radicalisation croissante de ces divers courants.

Tout au contraire, la S-D allait **amplifier** tous les aspects négatifs de Marx dus aux limites imposées à sa théorie par le développement économique-démocratique du système capitaliste dans la deuxième moitié du XIXe siècle, mais aussi par ses tactiques élaborées et appliquées, en particulier dans l'Allemagne prussienne. De la conception du Parti comme interprète privilégié et révélateur théorique de la spontanéité révolutionnaire du prolétariat, le glissement allait s'opérer jusqu'à celle du Parti comme **introduceur de la conscience socialiste** dans un prolétariat ne pouvant être que «trade-unioniste». Ainsi était réalisée une séparation parfaitement étanche entre la théorie et la pratique: le Parti S-D, seule médiation possible, **détenait le programme maximum** (c'est-à-dire conservait idéologiquement le contenu politique puis social d'une révolution communiste repoussée aux calendes grecques) **tandis qu'il appliquait**

le programme minimum (à savoir l'aménagement du capitalisme par la mise en avant de «réformes ouvrières»).

Un point de non retour était atteint dans la négation de toutes capacités révolutionnaires propres au mouvement réel du prolétariat. Le reste pouvait suivre: désormais seule comptait la phase politique démocratique; le Parti conçu comme une organisation de masse — construite préalablement à tout mouvement de la classe ouvrière, lequel n'était perçu que comme un simple moyen de développer davantage ce type d'organisation — n'avait pour «but final» que **la conquête du pouvoir politique** (y compris de plus en plus par la voie du suffrage universel) et donc **la gestion de l'Etat capitaliste**.

Dans l'historiographie officielle de ce qui est appelé «le mouvement ouvrier», suivant les interprétations de type traditionnel (gauche: PS, PC) ou gauchiste (y compris les courants ultra-gauches d'aujourd'hui!), il existe toujours, par rapport à l'explication des rapports entre Marx et la S-D, une tentative pour assurer une «filiation historique» entre les deux tout en essayant de «blanchir» plus ou moins le premier des «péchés réformistes» de la seconde! Force est de reconnaître que, si filiation il y a, c'est celle du «marxisme» à savoir d'une **idéologie** (plus tard d'une **religion d'Etat**: URSS, Chine,...) qui n'avait plus rien de commun avec la méthode originelle de Marx mettant le doigt sur l'antagonisme fondamental entre la bourgeoisie et le prolétariat. Cette idéologie développa non seulement les erreurs théoriques de Marx dues aux conditions du XIXe siècle sans chercher évidemment à analyser les changements en train de s'opérer dans celles-ci (extension du capital par l'affirmation de ses tendances impérialistes à l'échelle planétaire dès 1880: premiers effets de la crise économique en Europe à cette époque qui déboucheraient sur un partage colonial du monde et sur des rivalités inter-impérialistes issues de celui-ci, comme à Fachoda en 1898 entre l'Angleterre et la France!), mais elle fit aussi un dogme intouchable de l'analyse générale du système élaboré par Marx dans le livre I du «Capital» (Critique de l'économie politique), utilisant ses manuscrits inachevés pour bâtir la conception «abstraite» d'un système fonctionnant en vase clos (cf. les livres II, III et IV rédigés par Engels et Kautsky). Or, même si le marché mondial n'était pas encore complètement constitué — et a fortiori saturé —, les tendances impérialistes existaient depuis l'origine du capitalisme. En effet, ce système basé sur la concurrence n'a pu se développer historiquement qu'en ruinant les vestiges des modes de production antérieurs et donc **extérieurs** à sa propre sphère de fonctionnement économique (production-circulation des marchandises entre capitalistes ou destinées à la vente aux salariés). Comme l'a mis en évidence Rosa Luxembourg dans «L'Accumulation du capital» (1913), c'est la nécessité de réaliser toute sa plus-value en argent, condition sine qua non pour assurer une reproduction sans cesse élargie, qui impose au capitalisme de trouver des acheteurs **solvables** en-dehors de sa propre sphère.

La bourgeoisie a été révolutionnaire historiquement car elle a permis un développement des forces productives nettement supérieur à celui des systèmes précédents, mais elle l'a été avant tout **du point de vue du capital** dont elle était le produit et dont elle permit la domination réelle. Ainsi, le prolétariat n'a eu droit à rien d'autre que des miettes — plus ou moins substantielles en fonction des périodes et de ses luttes — abandonnées par cette classe dominante contribuant au mouvement du capital. Son rôle, de par sa place antagoniste à celle de la bourgeoisie dans les rapports de production, ne pouvait être **dès le début** que de lutter de façon intransigeante contre elle, support principal — avec l'Etat — de l'exploitation capitaliste. La classe ouvrière

n'avait pas à collaborer avec une quelconque des composantes bourgeoises — même la plus démocratique — ni à chercher à se substituer à celles-ci pour «accélérer l'Histoire» (!) dans les cas où elles furent hésitantes, voire franchement défaillantes, à liquider les régimes du passé (les restes de la féodalité).

Par les limites de leur conception sur la phase politique que devait suivre le prolétariat et par les tactiques appliquées à cet effet (révolution «en permanence», Parti prolétarien, etc.), Marx — de son vivant — et Engels par la suite, allaient grandement contribuer à faire **le lit de la Social-Démocratie**, allemande en particulier et en premier lieu.

1. La Social-Démocratie du vivant de Marx ou... «les coulisses du Parti prolétarien en Allemagne»

« Dans tous ces écrits, je ne me qualifie jamais de social-démocrate, mais de communiste. Pour Marx, comme pour moi, H est absolument impossible d'employer une expression aussi élastique pour désigner notre conception propre. » (Engels, 1894. Préface à la brochure du «Volksstaat», organe des eisenachiens de 1871 à 1875)

« Tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste, moi! » (Marx, propos rapporté par Engels dans une lettre à P. Lafargue du 27 août 1890)

Comme veulent l'accréditer ces citations, il semble qu'avant la fusion avec les lassaléens de l'Association générale des ouvriers allemands (AGO) au congrès de Gotha en 1875, Marx et Engels aient eu une politique claire — c'est-à-dire communiste — vis à vis des courants sociaux-démocrates et en particulier vis à vis de leurs «partisans» du «Parti ouvrier social démocrate», fondé à Eisenach en 1869. Mais c'est encore une fois du domaine de l'interprétation mystificatrice que cherche à entretenir l'intelligentsia des «experts marxistes» sur l'évolution du «mouvement ouvrier»! En effet, au-delà de certaines déclarations a posteriori destinées à tenter de se blanchir, les «Pères fondateurs» ont cautionné **dans les faits** (malgré l'existence de critiques «privées» par le biais de leur correspondance adressée aux «chefs» la politique des «marxistes allemands» d'abord dans l'AGO de 1863 à 1869, puis avec le Parti d'Eisenach de 1869 à 1875, et enfin à travers le Parti «unifié» d'après 1875, politique qui était dès l'origine de nature social-démocrate. Ceci permet de relativiser les trop fameuses «concessions» au lassaléanisme lors du «Programme de Gotha» auquel est attribué traditionnellement la paternité de toutes les «déviation» : réformisme, légalisme, révisionisme ... Pourquoi ? Parce que, constatant l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire en Allemagne depuis 1848 alors que ce pays abordait objectivement la phase nécessaire de sa «révolution politique bourgeoise» (comme l'Angleterre en 1646 et la France en 1789), ce sont Marx et Engels eux-mêmes qui élaborèrent **une tactique politique déjà entièrement social-démocrate pour le prolétariat allemand**. A leurs yeux, celui-ci devait mener à terme les tâches démocratiques à la place de la bourgeoisie — les grands barons de l'industrie et de la finance — qui, incapable de s'affirmer sur le plan politique, s'était alliée avec le semi-féodalisme incarné par les grands propriétaires fonciers de Prusse et leur porte-parole, le hobereau Bismarck. Déjà, dès avant 1848, Marx avait produit — dans un style boursoufflé par les métaphores — une véritable «salade idéologique» qui annonçait l'élaboration postérieure de cette tactique:

«Si l'on compare la médiocrité froide et plate de la littérature politique allemande avec les débuts littéraires immenses et éclatants des ouvriers

allemands, si l'on compare ces bottes de géant de l'enfant prolétaire avec les chaussures de nain déjà éculées de la bourgeoisie allemande — on ne peut que prédire une figure athlétique au cendrillon allemand.

Il saute aux yeux que le prolétariat allemand est le théoricien du prolétariat européen, tout comme le prolétariat anglais en est l'économiste et le prolétariat français son politicien. L'Allemagne a une vocation aussi classique pour la révolution sociale qu'elle est incapable d'une révolution politique.» (Marx. Notes critiques relatives à l'article «Le roi de Prusse et la réforme sociale», Vorwärts, le 7 août 1844).

Par la suite, Engels allait saluer - plus prosaïquement - les actions du prolétariat allemand quand, dépassant sa bourgeoisie, il contribuait à la réalisation des tâches démocratiques par l'intermédiaire des organisations se réclamant de lui:

«L'action sociale et pratique du prolétariat a suivi le rythme de l'essor industriel depuis 1848. Le rôle que les ouvriers allemands jouent aujourd'hui dans leurs syndicats, coopératives, organisations et réunions politiques, aux élections et au prétendu Reichstag démontre déjà par lui-même quel bouleversement l'Allemagne a connu insensiblement ces vingt dernières années. C'est l'honneur des ouvriers allemands d'avoir réussi à envoyer au parlement des ouvriers et des représentants des ouvriers, alors que ni les Français, ni les Anglais n'y sont encore parvenus.» (Engels, Préface de 1870 à «La Guerre des paysans»).

Dans une note à propos de ce texte et de la tactique mise en avant en Allemagne au XIXe siècle par Marx-Engels, R. Dangeville - en tant que bordiguiste conséquent... parmi d'autres! — établit clairement le lien qui fera de Lénine le continuateur d'une telle tactique en Russie au début du XXe siècle:

«L'histoire de l'Allemagne a donc été en quelque sorte le laboratoire où s'élaborèrent les solutions valables pour tous les pays du monde! (à savoir les pays retardataires car la révolution bourgeoise n'y avait pas encore eu lieu). Ainsi, l'étude des conditions de l'Allemagne à partir de 1848 et de la tactique politique élaborée par Marx-Engels permit à Lénine d'établir, dès 1905, les «Deux tactiques de la Social-Démocratie dans la révolution démocratique» en Russie. Définissant magistralement ce qui dans les conditions matérielles «retardataires» imposait une politique non pas communiste, mais social-démocrate, Lénine y préconisa, en l'absence d'une bourgeoisie révolutionnaire, de prendre la tête de la révolution dès le début du processus - la phase bourgeoise — pour le conduire jusqu'à son terme — le socialisme...» (R. Dangeville, cf. «La social-démocratie allemande», UGE 10/18, p. 342-43). De ce livre fort bien documenté, comme d'ailleurs les quatre tomes sur «Le Parti de Classe» (Petite collection Maspéro), nous avons extrait un grand nombre de citations qui vont à l'encontre des conceptions défendues par son auteur, au lieu — comme il le croit — de les appuyer!!!

S'agissant de faire passer sa tactique dans la pratique, il fallait que Marx puisse compter sur un Parti de masse en Allemagne. Comme cela représente une période-clé dans le **glissement** qui allait s'opérer entre le concept «marxiste» et le concept «social-démocrate» du Parti, nous allons l'étudier dans le détail des événements organisationnels qui se succédèrent.

a) Les débuts de l'Association Générale des Ouvriers Allemands (AGO):

Après la période de réaction qui suivit les mouvements ouvriers de la fin

des années 1840 en Allemagne (ex, procès de Cologne) et la dissolution de la Ligue des Communistes, c'est en 1863 à Leipzig sous la direction de Ferdinand Lassalle et de ses disciples que se créa l'Association Générale des Ouvriers Allemands (1).

Suite à sa brouille avec Lassalle immédiatement postérieure à la visite infructueuse de celui-ci à Londres (juillet 1862), Marx fut tenu à l'écart de la formation de cette organisation. Mais après la mort de son «Guide» (Lassalle succomba aux blessures contractées lors du duel avec un rival amoureux, fin août 1864), l'AGOA chercha un successeur pour prendre sa tête. Wilhelm Liebknecht, l'un des futurs dirigeants du Parti d'Eisenach puis de la S-D unifiée, sollicita alors plusieurs fois Marx pour qu'il se fasse élire à la présidence de celle-ci en disant que Bernhard Becker (désigné comme successeur dans le testament de Lassalle) l'avait incité à être candidat. Marx qui venait de prendre la tête de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), eut la position suivante:

«Plusieurs lettres me sont parvenues, notamment de Berlin, pour me demander si je voulais accepter la présidence (de l'Association Générale des Ouvriers Allemands). J'ai répondu que cela m'était impossible, parce qu'on m'interdit pour l'heure encore que je m'établisse en Prusse. Cependant, je tiendrai pour une bonne démonstration de parti, à la fois contre le gouvernement prussien et contre la bourgeoisie, que le congrès ouvrier m'élise, à la suite de quoi je déclarerai, dans une réponse publique, pourquoi je ne suis pas en mesure d'accepter cette proposition.» (Lettre de Marx à Karl Klings, 4 oct. 1864 — ce correspondant était resté lié à quelques anciens membres de la Ligue des Communistes demeurés en Allemagne après la dissolution de celle-ci).

En définitive, comme prévu, c'est le dénommé Becker qui fut «élu» à la présidence de l'AGOA. A travers cet épisode, il apparaît que si Marx ne se faisait pas d'illusions sur l'efficacité d'une sorte de plébiscite officiel pour modifier l'orientation lassalléenne de l'Association, il n'en négligeait pas toutefois la portée symbolique pour essayer de l'utiliser du point de vue de sa tactique politique. Mais plus fondamentalement, il s'appuyait sur ce qui a été défini précédemment comme le «Parti historique» (ou «Parti Marx») c'est-à-dire sur la conception élitiste d'une fraction communiste dirigeant théoriquement le «Parti formel», à savoir le Parti prolétarien qui existait depuis peu avec une vocation internationaliste (l'AIT):

«L'Association Internationale me prend énormément de temps, étant donné que je suis en fait à la tête de cette affaire.» (Lettre de Marx à Engels, 13 mars 1865).

Ainsi, tout en continuant à rechercher l'adhésion de l'AGOA à la 1ère Internationale, Marx ne perdit pas de vue les nécessités de la lutte théorique contre les idées de «Saint Ferdinand Lassalle». Cependant il les fit passer peu à peu **au second plan** de façon à s'assurer tactiquement le concours d'une «base ouvrière» en Allemagne face à ceux qu'il appelait ses «adversaires», c'est-à-dire les émigrés français et italiens à Londres qui représentaient l'influence

(1) Depuis plusieurs années, Marx entretenait une correspondance avec Lassalle qui lui avait également rendu une visite à Londres. Pour clarifier les relations qu'ils eurent avec le fondateur de l'AGOA, Engels voulut publier cette correspondance. C'est Frantz Mehring qui mena le projet à terme en faisant paraître les «Lettres de Ferdinand Lassalle à Karl Marx et Frédéric Engels» (1902). A consulter l'ouvrage récent: «Correspondance Marx-Lassalle, 1848-1864» (PUF, 1977).

grandement majoritaire des théories de Proudhon et/ou de Bakounine dans ces deux pays:

« Tu as sans doute constaté qu'Engels et moi-même, nous avons accepté de collaborer au «Sozial-Démokrat» (organe de l'AGOA) de Berlin. Cependant entre nous soit dit —, ou bien ce journal devra cesser de porter aux nues les idées de Lassalle, ou bien nous devons cesser de le soutenir. Néanmoins, pour l'heure, les pauvres diables se débattent dans de grandes difficultés (...) Tu comprendras que l'adhésion de l'Association Générale des Ouvriers Allemands n'est utile que pour le commencement, face à nos adversaires d'ici. Plus tard, il faudra disloquer tout cet appareil qui repose sur des bases erronées (...)» (Lettre de Marx à Carl Siebel, 21 janvier 1865).

La construction d'une organisation ouvrière de masse, en préalable à tout mouvement d'affrontement général avec le capitalisme, était donc nécessaire en Allemagne **avant** que le Parti-Marx puisse imposer ses conceptions de gré ou de force comme il le faisait par ailleurs: du «ce qui distingue les communistes des autres partis ouvriers» (Manifeste du Parti communiste de 1848) A l'élimination bureaucratique des dits «adversaires» (congrès de La Haye, 1872)!

Le 1er congrès de l'AIT ne se tint pas comme prévu à Bruxelles en 1865 mais à Genève du 3 au 8 septembre 1866. Sous la pression des chefs lassalléens, en particulier du nouveau président de l'AGOA: J-B. von Schweitzer, l'adhésion de celle-ci à l'Internationale ne se réalisa pas. Par la suite, du fait de l'évolution économico-politique en Allemagne (lutttes revendicatives des ouvriers contre l'aggravation de leur exploitation due à une industrialisation grandissante, accélération de l'unité territoriale et étatique à partir de la victoire de l'armée prussienne sur l'Autriche à Sadowa en 1866), **la lutte d'influence entre «marxistes» et lassalléens s'intensifia au sein de l'AGOA.** L'opposition se cristallisa autour de la question de la création de syndicats ouvriers face au pouvoir patronal dans l'industrie. Pour ne pas perdre leur emprise sur les masses, les dirigeants lassalléens abandonnèrent tactiquement l'héritage principal de leur «Maitre»: les coopératives ouvrières impulsées avec l'aide de l'Etat. Ainsi, au congrès de Hambourg de l'AGOA (fin août 1868), pour tenter de contrecarrer la politique syndicale des «marxistes» qui fut définitivement élaborée au congrès de l'Association des sociétés ouvrières allemandes (Nuremberg, 5/7 sept. 1868) et en présence du délégué de l'AIT: Eccarius, ancien membre de la Ligue des Communistes, J.B. von Schweitzer alla jusqu'à proposer la tenue d'un Congrès syndical à Berlin. Il se heurta à une majorité d'irréductibles qui, ne comprenant pas sa tactique opportuniste, voulaient maintenir le programme lassalléen des coopératives ouvrières et il dut menacer de démissionner pour imposer sa proposition. L'AGOA prit aussi d'autres décisions qui se rapprochaient des thèses de l'AIT et rendit un hommage au «Capital» comme étant la «bible de la classe ouvrière militante» (!). Utilisant entre autres le prétexte d'un «complot international», la police de Liepzig ordonna quelques jours plus tard (16 sept. 1868) la dissolution de l'AGOA et la fermeture de sa section berlinoise. Croyant en la possibilité d'une réelle collaboration de J.B. von Schweitzer dans le sens de la tactique politique social- démocrate qu'il préconisait pour l'Allemagne et espérant donc une unité avec ses partisans, Marx écrivit à celui-ci en réponse à plusieurs lettres «chaleureuses» dont une qui l'avait invité à assister au congrès de Hambourg:

«Cher Monsieur,

(...) Je reconnais absolument l'intelligence et l'énergie avec lesquelles vous agissez dans le mouvement ouvrier. Je n'ai jamais caché cette opinion à un quelconque de mes amis. Là où je dois m'exprimer publiquement — au

Conseil de l'Association Internationale des Travailleurs et dans l'Association des communistes allemands de Londres — je vous ai toujours traité comme un homme de notre parti, et je n'ai jamais lâché un mot sur nos points de divergence. Et pourtant ces points de divergence existent (suit un exposé de celles-ci) (...) Cependant quelles que soient les erreurs d'organisation, on pourrait peut-être les éliminer dans une mesure plus ou moins grande en agissant rationnellement. Comme secrétaire de l'Internationale, je suis prêt à assurer la médiation entre vous et la majorité de Nuremberg qui s'est affiliée directement à l'Internationale; j'entends, bien entendu, agir sur une base rationnelle. J'ai écrit en ce sens à Leipzig (à Wilhelm Liebknecht). Je ne méconnais pas les difficultés de votre position, et je n'oublie jamais que chacun d'entre nous dépend plus des circonstances extérieures que de sa volonté.

Je vous promets en toute occurrence d'être impartial, comme c'est mon devoir. Mais je ne puis vous promettre qu'un jour je ne serai pas amené à critiquer ouvertement les superstitions lassalléennes, comme je l'ai fait autrefois pour les proudhonniennes. J'explicitai alors mes positions personnelles, dictées absolument par l'intérêt du mouvement ouvrier.» (Lettre de Marx à J.B. von Schweitzer, 13 oct. 1868)

Pour construire une organisation de masse, Marx devait se mêler — qu'il le veuille ou non — de la «bataille des chefs». En effet, le soutien de l'AIT à des éléments tels que W. Liebknecht ou A. Bebel qui constituaient une véritable fraction dedans comme dehors de l'AGOA, posait d'une manière aigüe la question de **la direction** de ce qui devait être le Parti prolétarien en Allemagne. Quand on lit la lettre suivante adressée à Engels quelque temps avant celle envoyée à von Schweitzer, la contradiction entre les deux conceptions de Marx sur la formation du Parti saute une nouvelle fois aux yeux. Il met ici l'accent **sur le mouvement propre de la classe ouvrière** en-dehors des agissements des appareils et de leurs chefs, qu'ils soient lassalléens ou même «marxistes»:

«Je ne crois pas que Schweitzer ait eu le pressentiment du coup qui vient de le frapper. Si cela avait été le cas, il n'aurait pas glorifié avec tant d'ardeur les vertus d'une «organisation qui marche au pas». Je crois que c'est l'Internationale qui a poussé le gouvernement prussien à prendre cette mesure (la dissolution de l'AGOA). Ce qui explique la lettre «si chaudement fraternelle» que Schweitzer m'a adressée, c'est tout simplement qu'après la décision de Nuremberg, il craignait que je prenne publiquement parti pour Liebknecht, contre lui. Après le congrès de Hambourg — le bonhomme m'avait écrit de bien vouloir y venir pour «qu'on me charge des lauriers tant mérités» — une telle polémique eut été périlleuse pour lui. Ce qui est le plus nécessaire pour la classe ouvrière allemande, c'est qu'elle cesse d'agir avec l'autorisation préalable de ses hautes autorités. Une race aussi bureaucratiquement éduquée doit suivre un cours complet de formation politique en agissant par sa seule initiative. Au reste, elle bénéficie d'un avantage absolu: elle commence le mouvement dans des conditions de maturité d'une époque bien plus avancée que les ouvriers anglais et, du fait de la situation allemande, les ouvriers ont un esprit généralisateur solidement ancré en eux.» (Lettre de Marx à Engels, 26 sept. 1868)

L'attitude «impartiale» que voulait prendre Marx pour favoriser l'unité n'eut qu'une existence éphémère: trois semaines après la dissolution, J.B. von Schweitzer reconstitua l'AGOA sous le même nom à Berlin, affirmant dans les nouveaux statuts qu'il voulait agir **strictement dans le cadre de la législation prussienne**. S'engageant dans une collaboration ouverte avec Bismarck

dont il soutint la politique d'unification allemande sous la houlette prussienne, il se mit à faire la chasse aux éléments «marxistes». Ceux-ci, après avoir tenté de préserver l'unité en isolant J.B. von Schweitzer, furent contraints à la rupture. Dans une déclaration publique du 18 février 1869, W. Liebknecht avait proclamé:

«Je suis prêt à faire face à Monsieur von Schweitzer dans une réunion publique et à fournir la preuve qu'il — soit pour de l'argent, soit par penchant tente de circonvenir systématiquement l'organisation du Parti ouvrier depuis fin 1864 et fait le jeu du césarisme bismarckien. Et en outre je prouverai que moi-même et mes amis n'avons négligé aucun moyen pour promouvoir l'unité du parti et que Monsieur von Schweitzer a fait jusqu'ici échouer tous nos efforts en ce sens.»

Quelques mois plus tard, les «marxistes» scissionnaient et fondaient à Eisenach le Parti ouvrier social-démocrate (7/9 août 1869).

b) Le «Parti d'Eisenach» (1869-1875)

Dans sa «Préface de 1875 à la Guerre des Paysans», Engels brosse un tableau de l'évolution de la situation en Allemagne depuis 1869-70 (date de •i précédente «Préface», voir citation ci-dessus). Il souligne l'importance du développement industriel et des réformes dans le sens de la bourgeoisie, mais pose de nouveau en évidence le refus de celle-ci d'exercer son propre pouvoir politique pour accélérer et achever les tâches démocratiques. Face au gouvernement des junkers prussiens, la tactique politique social-démocrate consiste donc toujours à pousser le prolétariat pour qu'il assume ces tâches **à la place de la bourgeoisie!** Dans ce but, Engels commence à développer des mythes («socialisme scientifique» conçu comme continuateur de la philosophie classique allemande) qui seront amplifiés plus tard par lui-même, puis par Karl Kautsky à l'époque où il sera devenu le «centre orthodoxe» de la S-D:

«Les ouvriers allemands ont, sur ceux du reste de l'Europe, deux avantages essentiels. Premièrement, ils font partie du peuple le plus théoricien d'Europe et ils ont conservé le sens théorique qui a si complètement disparu chez les prétendues classes cultivées d'Allemagne. S'il n'y avait pas eu précédemment la philosophie allemande, notamment celle de Hegel, il n'y eût sans doute jamais eu de socialisme scientifique allemand — le seul socialisme scientifique qui ait jamais existé. Sans le sens théorique qui est répandu chez les ouvriers, ce socialisme scientifique ne serait pas passé à ce point dans leur chair et dans leur sang. Et l'on comprend l'avantage infini que cela constitue, quand on sait que c'est, d'une part, l'indifférence à l'égard de toute théorie qui est l'une des causes fondamentales du peu de progrès qu'enregistre le mouvement ouvrier anglais malgré l'excellente organisation de ses divers syndicats, et d'autre part, le trouble et la confusion semés dans la théorie par le proudhonisme — sous la forme qu'il avait à ses débuts, chez les Français et les Belges, et sous sa forme caricaturale que lui a donnée ensuite Bakounine, chez les Espagnols et les Italiens — qui entravent le mouvement dans les pays latins.» (cf. «Préface de 1875 à...»).

De plus, Engels préconise des formes de lutte et d'agitation (rôle des chefs, introduction de la «science socialiste» dans le prolétariat, construction de l'organisation de masse sous l'aspect Parti/Syndicats, participation électorale accrue...) qui, malgré la note «internationaliste» placée en fin de paragraphe, ne feront que s'épanouir jusqu'en 1914! L'idéologie de la S-D comme Grand Parti «Ouvrier» **Bourgeois**, seul capable d'éliminer les restes de féodalité

en faisant participer le prolétariat au développement de son capitalisme national, était déjà plus qu'en germe dans le passage qui suit (la S-D allait jouer le rôle du parti d'opposition de sa majesté en attendant de «conquérir le pouvoir», ce qui aura lieu en novembre 1918):

«Ce sera notamment le devoir des chefs de s'approprier de plus en plus les armes théoriques, de s'affranchir de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles, appartenant à des conceptions surannées du monde, et de ne jamais oublier que le socialisme — depuis qu'il est devenu une science — demande à être traité comme une science, c'est-à-dire étudié. Il importera ensuite de diffuser avec un zèle accru parmi les masses ouvrières les analyses théoriques toujours plus claires ainsi acquises, et de consolider de plus en plus puissamment l'organisation du parti et des syndicats.

Quoique les suffrages socialistes exprimés en janvier représentent déjà une assez belle armée, ils sont bien loin encore de constituer la majorité de la classe ouvrière allemande; et si encourageants que soient les succès de la propagande parmi les populations de la campagne, il reste encore infiniment à faire, précisément sur ce terrain. Il ne s'agit donc pas de relâcher le combat, mais au contraire d'arracher à l'ennemi une ville, une circonscription électorale après l'autre. Cependant, il s'agit avant tout de maintenir le véritable esprit international qui n'admet aucun chauvinisme patriotique et qui salue avec joie tout nouveau progrès du mouvement prolétarien — de quelque nation qu'il provienne.» (cf. «Préface...»).

Durant cette période, dans ce contexte économique-social, Marx-Engels avaient pensé que la scission d'avec le sectarisme lassalléen de l'AGOA, entraînerait une clarification favorable à l'application de **leur** tactique politique social-démocrate. Avec le «Parti d'Eisenach», ils croyaient avoir enfin trouvé le Parti prolétarien adéquat pour l'Allemagne et qui pourrait agir en tant que section de l'AIT. Malgré un certain nombre de satisfactions (exemple: durant la guerre franco-allemande) et un soutien **public**, jamais démenti, à ce Parti, ils durent cependant rapidement déchanter par rapport à son absence de rigueur et de cohérence dans la réalisation de sa politique générale; ce qu'ils exprimèrent d'une façon **privée** par le biais d'une importante correspondance adressée aux principaux chefs du Parti (il faut signaler en outre que plusieurs de ces lettres — celles en particulier où Marx-Engels étaient les plus acerbes vis-à-vis des dirigeants — ont été, comme par hasard, perdues!).

Le Parti ouvrier social-démocrate vit le jour au Congrès d'Eisenach durant l'été 1869: il y eut 263 délégués mandatés par 200 sections d'Allemagne d'Autriche et de Suisse. Ce fut Bebel qui, en compagnie de W. Liebknecht, de W. Bracke et d'A. Gieb, élaborait son projet de programme en s'inspirant du préambule des statuts de l'AIT écrit par Marx. Le texte laissa place aux influences lassalléenne et libérale de façon à permettre l'adhésion d'une grande partie des membres du «Parti populaire saxon», lui-même issu de certains éléments du «Parti populaire allemand» qui avait existé entre 1863 et 1866 en opposition à la politique d'hégémonie prussienne. Il fut adopté par le Congrès après quelques modifications secondaires.

Au moment où le congrès de l'AIT devait se tenir à Mayence en 1870 pour tenter de renforcer l'influence de l'Internationale en Allemagne (donc celle du «Parti-Marx»), éclata la guerre entre la Prusse et la France, provoquée par Napoléon III. Pendant ce conflit, le Parti ouvrier social-démocrate se conforma pratiquement aux instructions de Marx-Engels: soutien à la «guerre défensive» pour l'indépendance allemande contre le bonapartisme réactionnaire (cf. citations dans la 1ère partie: a) concept «marxiste»), demande de

«garanties» au gouvernement de Bismarck comme quoi, étant vainqueur militairement, il n'assouvirait pas ses intentions de domination et d'annexion (Alsace-Lorraine):

«A leur tour, ils s'avancent et réclament maintenant des «garanties»: garantie que leurs immenses sacrifices n'ont pas été faits en vain, garantie qu'ils ont conquis la liberté garantie que la victoire sur les armées bonapartistes ne sera pas, comme en 1815, convertie en défaite du peuple allemand; et comme première garantie, ils réclament une paix honorable pour la France, et la n/connaissance de la République française.

Le Comité Central du Parti ouvrier social-démocrate allemand a lancé le 5 septembre, un manifeste (à ta base duquel se trouve la lettre-instruction de Marx à ce C.C.) insistant énergiquement sur ces garanties.

— Nous protestons, dit-il, contre l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. Et nous avons conscience de parler au nom de la classe ouvrière allemande. Dans l'intérêt commun de la France et de l'Allemagne, dans l'intérêt de ta paix et de la liberté, dans l'intérêt de la civilisation occidentale contre la barbarie orientale, les ouvriers allemands ne toléreront pas sans dire mot l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine... Nous nous tiendrons fidèlement aux côtés de nos camarades ouvriers de tous les pays pour la cause commune internationale du prolétariat.

Malheureusement, nous ne pouvons pas compter sur leur réussite immédiate. Si les ouvriers français n'ont pas pu, en pleine paix, arrêter l'agresseur, les ouvriers allemands ont-ils plus de chance d'arrêter le vainqueur au milieu du cliquetis des armes? Le Manifeste des ouvriers allemands demande que Louis Bonaparte soit livré comme criminel de droit commun à la République Française. Leurs gouvernants, au contraire, font déjà tous leurs efforts pour le réinstaller aux Tuileries comme l'homme le plus propre à ruiner la France. Quoi qu'il en soit, l'histoire montrera que la classe ouvrière allemande n'est pas faite d'une matière aussi malléable que la bourgeoisie allemande. Elle fera un devoir.» (Seconde Adresse du Conseil Général de l'AIT sur la guerre franco-allemande, Londres, 9 sept. 1870).

On peut mesurer ainsi toute la nocivité de la «politique de l'échiquier» (voir ses autres développements dans la IIe partie) menée par Marx. Elle consiste, en parlant au nom du prolétariat (substitutisme du Parti), à enchaîner celui-ci aux intérêts du développement national de chaque bourgeoisie (extension de la démocratie contre les restes de féodalité), puis à exiger (!) — ms avoir les moyens d'imposer son point de vue (négation du souci de préserver l'indépendance politique du prolétariat dans le cadre du processus bourgeois) — que les gouvernements accomplissent leurs promesses démocratiques et non pas leurs volontés impérialistes.

Cependant, après avoir dit que toute tentative de la classe ouvrière pour renverser le nouveau gouvernement en France serait «une folie désespérée» et qu'il valait mieux qu'elle profite «de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à (sa) propre organisation de classe» (Seconde Adresse..., Idem), Marx saura faire le revirement nécessaire pour soutenir le mouvement spontané des travailleurs qui aboutira à la Commune de Paris et il tirera de cette expérience les leçons **les plus positives** pour l'ensemble du mouvement ouvrier car elles seront en **parfaite contradiction** avec la tactique politique social-démocrate qu'il s'efforçait de faire passer dans les faits. Cette tactique était basée sur la confiance dans les vertus attribuées à la croissance objective du capital et sur la dénonciation prioritaire des théories anarchistes:

«Si les prussiens sont victorieux, la centralisation du pouvoir de l'Etat sera utile à la centralisation de la classe ouvrière allemande.»

«La prépondérance sur le théâtre du monde du prolétariat allemand sur le prolétariat français serait en même temps la prépondérance de notre théorie sur celle de Proudhon» (citations d'une Lettre de Marx à Engels, 20 juillet 1870 — elle précédait donc le déclenchement du conflit et les deux premières Adresses du CG de l'AIT).

Le Parti d'Eisenach suivit grosso modo ce revirement et A. Bebel fit un discours dans ce sens:

« Tout le prolétariat européen et tous ceux qui ont quelque sentiment pour la liberté et l'indépendance ont les yeux fixés sur Paris... Si Paris est momentanément écrasé, je vous rappelle alors que la lutte de Paris n'a été qu'un petit accrochage d'avant-poste, que la grande bataille nous attend encore en Europe, et que le cri de guerre du prolétariat parisien: «Guerre aux Palais, paix dans les chaumières. Mort à la misère et à l'oisiveté!», deviendra le cri de ralliement de tout le prolétariat d'Europe.» (Intervention au Reichstag, 25 mai 1871).

Mais durant toute l'année suivante, Marx-Engels se lamentèrent sur la non-adhésion du Parti allemand à l'Internationale et sur le silence des dirigeants sociaux-démocrates à ce propos, en particulier de W. Liebknecht qui assurait les relations avec l'étranger. Aussi Engels écrivit à ce dernier:

«Quels rapports le Comité de Hambourg pense-t-il entretenir avec l'Internationale? Nous devons maintenant — et rapidement — éclaircir cette question, afin que l'Allemagne puisse être convenablement représentée au Congrès Je dois te prier de nous dire enfin clairement comment l'Internationale se présente chez vous.

1) Combien de cartes, à combien d'adhérents et où, avez-vous distribuées à peu près? Les 208 calculées par Fink ne sont tout de même pas tout!

2) Le Parti Ouvrier Social-Démocrate veut-il se faire représenter au congrès? Si oui, comment pense-t-il au préalable se mettre en règle afin que ses mandats ne puissent pas être contestés au congrès? Il faut pour cela:

- I. qu'il déclare, non seulement symboliquement, mais encore réellement et expressément, son adhésion à l'Internationale comme branche allemande,
- II. qu'il paie en tant que telle sa cotisation avant le congrès. La chose devient sérieuse, et nous devons savoir où nous en sommes, sinon vous nous obligeriez à agir pour notre propre compte, en considérant que le Parti ouvrier social-démocrate est étranger à l'Internationale et se comporte vis-à-vis d'elle comme une organisation neutre. Nous ne pouvons pas admettre, que, pour des motifs que nous ignorons, mais qui ne peuvent être que mesquins, l'on omette de représenter les ouvriers allemands au congrès ou que l'on sabote sa représentation. Nous vous prions de répondre rapidement et clairement sur ces points...» (Lettre d'Engels à Wilhelm Liebknecht, 22 mai 1872).

Adolf Hepner — représentant du Parti d'Eisenach — participa au congrès de La Haye (2-7 sept. 1872) qui aboutit à l'exclusion des «adversaires» bakouninistes de l'AIT (2) : ceux qui étaient soupçonnés d'avoir participé aux activités secrètes de l'Alliance de la Démocratie socialiste! Mais les choses n'en

(2) Voir l'annexe sur les conceptions organisationnelles du courant anarchiste à la suite de cette partie consacrée au concept «social-démocrate».

furent pas plus claires pour cela dans les relations entre l'Internationale et le Parti allemand. D'une part, Adolpf Hepner comme d'autres dirigeants sociaux démocrates (A. Bebel, W. Liebknecht) fut victime de la répression du gouvernement bismarckien interdisant les liaisons internationales: condamné à un mois de prison, les autorités l'expulsèrent ensuite de Leipzig (printemps 1873) et il dut s'installer à Breslau, de l'autre côté de l'Allemagne; Bebel et Liebknecht avaient déjà été condamnés à 2 ans de forteresse en mars 1872, puis au cours du nouveau procès pour insulte à l'empereur, Bebel prit 9 mois de prison supplémentaires et fut déchu de son mandat parlementaire (Liebknecht resta enfermé jusqu'au 15 avril 1874 et Bebel jusqu'au 1er avril 1875). D'autre part — car la répression ne pouvait pas expliquer toutes les carences organisationnelles du Parti dans ses relations avec l'AIT — l'influence du lassalléanisme était devenue majoritaire au sein du Parti d'Eisenach lui-même. En effet, depuis 1871, son comité exécutif avait été transféré à Hambourg et des éléments ouvertement pro-lassalléens tels que Geib ou Yorck en avaient le contrôle. Entre 1872 et 1873, le problème de savoir quelle position prendre vis-à-vis de l'AGOA entraîna de constants affrontements dans les débats au sein du Parti eisenachien. Au congrès de Mayence (sept. 1872), Geiser avait attaqué violemment la politique anti-lassalléenne du «Volkstaat» et exigé la cessation immédiate de la polémique contre le «Neuer Sozial-démokrat». Ce congrès reconnut que l'AGOA était «la seule alliée naturelle du parti socialiste ouvrier et le congrès chargea donc le comité de tenter une nouvelle fois de trouver une voie de collaboration principielle avec l'Association générale des ouvriers allemands.» En conséquence, la rédaction du «Volkstaat» reçut l'ordre «d'arrêter immédiatement toute polémique contre l'AGOA et ses dirigeants». Par la suite, Yorck accentua tellement la politique de compromis avec les lassalléens qu'**Hepner écrit à Engels le 11 avril 1873:**

« Yorck est d'un lassalléanisme si borné qu'il hait tout ce qui ne ressemble pas au «Neuer Sozial-démokrat»... Liebknecht, par sa « tolérance bienveillante» — qui le plus souvent n'est pas à sa place — n'est pas le moins responsable du fait que Yorck émerge à ce point. Or, lorsque j'en parle à Liebknecht il prétend que je vois des fantômes, que la chose n'est pas si grave. Mais en réalité, c'est comme je le dis. »

Liebknecht et Bebel qui avaient conclu la «paix» avec les lassalléens en envisageant de plus en plus la fusion avec l'AGOA, s'efforçaient en effet de détendre l'atmosphère et tentèrent de dissuader Marx-Engels d'intervenir dans les «affaires intérieures» du Parti allemand par le biais de l'AIT:

«... Il vous est impossible à distance de juger vraiment de nos conditions nt Hepner manque tant de sens pratique... L'influence de Yorck est insignifiante, il n'est rien moins que dangereux, de même que le lassalléanisme n'est lins du tout répandu dans le parti. S'il faut prendre des égards, c'est uniquement à cause des nombreux ouvriers honnêtes, mais fourvoyés, qui si l'on agit avec adresse, seront nombreux de notre côté... J'espère qu'après ces différends vous n'hésitez pas à poursuivre votre collaboration au « Volkstaat». Rien ne «rait pire que de vous retirer.» (Lettre de Bebel).

Marx-Engels ne se retirèrent pas et continuèrent de critiquer de façon **privée** leurs partisans à l'intérieur du Parti d'Eisenach. Soucieux de préserver l'influence du Parti historique (l'AIT «épuration» depuis le congrès de La Haye!) dans toutes les organisations de masse de chaque pays, au premier rang desquels l'Allemagne, ils les incitèrent à résister aux appels à l'unité des sirènes lassalléennes. Mais, alors qu'Engels fit publier un article intitulé «Nouvelles

de l'Internationale» («Volkstaat», 2 août 1873) pour poursuivre en Allemagne la critique du courant anarchiste (pour plaire à l'AGOA, les eisenachéens avaient interrompu toute polémique avec les bakouninistes), il n'y eut toujours pas **de polémique publique contre les théories de Lassalle**:

«Marx ne peut attaquer Lassalle tant que la traduction française du Capital n'est pas achevée (vers fin juillet), encore aura-t-il besoin de repos, car il s'est beaucoup surmené.» (Lettre d'Engels à Bebel, 20 juin 1873)

Le thème de l'unité fit son chemin et la perspective de fusion fut négociée par les éléments pro-lassalléens du Parti d'Eisenach, puis avec le soutien actif de Liebknecht — et dans une moindre mesure de Bebel — quand ils furent libérés. Ainsi le «Volkstaat» et le «Neuer Sozial-démokrat» publièrent simultanément, le 7 mars 1875, un appel à tous les sociaux-démocrates d'Allemagne, ainsi qu'un projet de programme et des statuts communs élaborés lors d'une pré-conférence tenue les 4 et 15 février 1875 entre eisenachéens et lassalléens.

Le congrès d'unification eut lieu à Gotha les 22-27 mai 1875.

c) Le Parti Social-Démocrate «Unifié» ou... De la Critique au Parrainage!

Marx et Engels furent sciemment tenus dans l'ignorance des préparatifs de fusion par W. Liebknecht. C'est ce qu'il ressort d'une **lettre de Engels à Bebel** (18-28 mars 1875) dans laquelle son auteur, mis devant l'évidence de la fusion par la publication du projet de programme, fait une critique rapide, en cinq points, de celui-ci et déclare:

«... Je m'arrête, bien que chaque mot ou presque soit à critiquer dans ce programme sans sève ni vigueur. C'est si vrai qu'au cas où il serait adopté, Marx et moi, nous ne pourrions jamais reconnaître comme nôtre ce nouveau parti, s'il s'érige sur une telle base; nous serions obligés de réfléchir très sérieusement à l'attitude que nous prendrions — publiquement aussi - vis-à-vis de lui. Songez qu'à l'étranger on nous tient pour responsables de toutes les déclarations et actions du Parti ouvrier social-démocrate allemand. Bakounine, par exemple, nous impute dans son «Etat et anarchie» chaque parole inconsidérée que Liebknecht a pu dire ou écrire depuis la création du «Demokratisches Wochenblatt». On s'imagine que nous commandons à tout le mouvement à partir de Londres, alors que vous savez, aussi bien que moi, que nous ne sommes pratiquement jamais intervenus dans les affaires intérieures du parti, et lorsque nous l'avons fait, ce n'était jamais que pour éviter que l'on fasse des bévues, toujours d'ordre théorique, ou pour qu'on les redresse si possible. Vous comprenez bien que ce programme marque un tournant, qui pourrait très facilement nous obliger à décliner toute responsabilité vis-à-vis du parti qui l'a fait sien.

En général, le programme officiel d'un parti importe moins que sa pratique. Cependant, un nouveau programme est toujours comme un drapeau que l'on affiche en public, et d'après lequel on juge ce parti. Il ne devrait donc en aucun cas être en retrait par rapport au précédent, celui d'Eisenach en l'occurrence. Et puis il faut réfléchir aussi à l'impression que ce programme fera sur les ouvriers des autres pays, et à ce qu'ils penseront en voyant tout le prolétariat socialiste d'Allemagne ployer ainsi les genoux devant le lassalléanisme...»

L'avertissement proféré ici par Engels semble parfaitement clair: le Parti historique menace de ne plus cautionner les agissements du Parti prolétarien

en Allemagne, et même de prendre **publiquement** une position critique par rapport à lui. La fin de la même lettre condamne particulièrement le comportement de Liebknecht:

«... (Je) me suis contenté d'écrire brièvement à Liebknecht. Je ne peux lui pardonner de ne pas nous avoir écrit un seul mot de toute cette affaire jusqu'à ce qu'il ait été pratiquement trop tard (alors que Ramm et d'autres noyaient qu'il nous avait scrupuleusement tenus au courant). C'est d'ailleurs ainsi qu'il agit depuis toujours, d'où la masse de correspondance désagréable que Marx et moi nous avons eue avec lui. Cependant, cela passe les bornes ente lois, et nous sommes fermement décidés à ne plus marcher...»

Le dirigeant social-démocrate répondit de façon opportuniste, comme à son habitude, en disant que la fusion — même avec des «lacunes» dans le programme - **favoriserait une clarification ultérieure (!)**:

« Les lacunes du programme auxquelles tu fais allusion existent indubitablement, et d'emblée nous les connaissons fort bien nous-mêmes. Mais elles étaient inévitables à la conférence, si l'on ne voulait pas que les négociations en vue de la fusion fussent rompues. Les lassalléens avaient juste auparavant tenu une réunion de leur comité directeur, et sont arrivés en étant liés par mandat impératif sur les quelques points les plus criticables. Nous devons leur céder d'autant plus qu'il ne faisait pas le moindre doute pour aucun de unir, (et même de chez eux) que la fusion signifierait la mort du lassalléanisme.» (Lettre de W. Liebknecht à Engels, 21 avril 1875).

Marx décida alors de rentrer dans l'arène et livra en quelque sorte le **«baroud d'honneur» du Parti historique**. Ecrivant une lettre à W. Bracke — l'un de ses plus sûrs partisans — il lui joignit les «Gloses marginales au programme de fusion», plus communément appelées «Critique du programme de Gotha», pour les faire connaître à la direction du Parti d'Eisenach. Mais il ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur leur efficacité sachant que les «sociaux-démocrates manœvreraient de façon à escamoter ses remarques critiques et ne les utiliseraient pas pour modifier le programme en question (cf. le nota bene de la lettre à Bracke). En fait, le «Vorwärts» (journal du Parti «Unifié») ne rendit publique la critique de Marx au programme de Gotha que **seize ans plus tard** (supplément des 1er et 3 février 1891). De plus, cela fut fait en omettant l'Introduction d'Engels qui, contre les agissements de W. Liebknecht utilisant personnellement — c'est-à-dire sans la citer expressément la critique de Marx dans la perspective de l'élaboration d'un nouveau programme (celui qui sera adopté à Erfurt les 14-20 octobre 1891) voulait qu'une telle publication serve de base de discussion **générale** pour la préparation au Congrès. Pour confirmer la lucidité de Marx comme de lui-même sur les raisons de la politique du silence suivie par le Parti ouvrier social démocrate en vue de la fusion de 1875, voici ce qu'écrivit Engels à Bebel, le 1er mai 1891 :

«Quelle était ta situation alors? Nous savions aussi bien que la «Franklin ter Zeitung» du 9 mars 1875, par exemple, que j'ai retrouvée, que l'affaire était tranchée depuis le moment où ceux qui avaient été chargés par le parti J établir le programme avaient accepté le projet (du programme de Gotha), i est en ayant conscience que Marx écrivit son texte pour sauver son âme, sans aucun espoir de succès: comme on le sait, // a terminé son document qui n'était plus dès lors qu'un témoignage par la formule: Dixi et salvavi animam meam (j'ai parlé et j'ai sauvé mon âme).»

Quant à Marx, déjà diminué par la maladie, il indiquait en envoyant ses Gloses Marginales:

«Ayez la bonté, après les avoir lues, de porter à la connaissance de Geib Auer, Bebel et Leibknecht, les gloses marginales au programme de fusion ci-jointes. **Nota bene:** le manuscrit doit revenir entre vos mains, afin qu'il reste à ma disposition si nécessaire. Je suis surchargé de travail et obligé de dépasser largement ce que m'autorise le médecin. Aussi n'ai-je éprouvé aucun «plaisir» à écrire ce long papier. Il le fallait cependant, afin que les positions que je pourrais être amené à prendre par la suite ne soient pas mal interprétées par les amis du parti auxquels cette communication est destinée.

Après le congrès de fusion, nous publierons, Engels et moi, une brève déclaration dans laquelle nous dirons que nous n'avons absolument rien de commun avec ce programme de principes et que nous gardons nos distances vis-à-vis de lui.

C'est d'autant plus indispensable que l'on entretient à l'étranger l'idée, soigneusement exploitée par les ennemis du parti, bien qu'elle soit parfaitement erronée, qu'à partir de Londres nous dirigeons en secret le mouvement du parti dit d'Eisenach. Ainsi dans un ouvrage en russe tout récemment paru, Bakounine, par exemple, m'attribue ta responsabilité non seulement de tous les programmes, etc... de ce parti, mais encore de chaque fait et geste de Liebkecht depuis sa collaboration avec le parti populaire.

A part cela, c'est mon devoir de ne pas reconnaître — fût-ce par un silence diplomatique — un programme qui, j'en suis convaincu, est absolument condamnable et démoralisateur pour le parti.

Tout pas en avant du mouvement réel vaut plus qu'une douzaine de programmes. Si l'on ne pouvait pas, à cause des circonstances présentes, aller plus loin que le programme d'Eisenach, il fallait se contenter tout simplement de conclure un accord pour l'action contre l'ennemi commun. En revanche, si l'on élabore un programme de principes (qu'il vaut mieux remettre à un moment où une longue activité commune en aura préparé le terrain), c'est pour poser des jalons qui signalent, aux yeux du monde entier, à quel niveau en est le mouvement du parti.

Les chefs des lassalléens sont venus à nous sous la pression des événements. Si d'emblée on leur avait fait savoir qu'on n'accepterait aucun marchandage sur les principes, ils eussent dû se contenter d'un programme d'action ou d'un plan d'organisation pour agir en commun. Au lieu de cela, on leur permet d'arriver armés de mandats, dont on reconnaît soi-même la force obligatoire, et l'on se rend ainsi à la merci des gens qui, eux, ont besoin de nous. Pour couronner le tout, ils tiennent un nouveau congrès avant le congrès de compromis, alors que notre propre parti tient le sien post festum. On a manifestement cherché ainsi à escamoter toute critique et ne pas donner à notre parti le temps de réfléchir. On sait que le seul fait de l'unité satisfait les ouvriers, mais Ton se trompe si Ton pense que ce succès du moment n'est pas trop chèrement payé.

Au surplus, ce programme ne vaut rien, même abstraction faite de la canonisation des articles de foi lassalléens.» (Lettre de Marx à W. Bracke, 5 mai 1875).

Devant une telle lettre et en lisant le texte de la «Critique du programme de Gotha» (3), on s'attend pour le moins — après le congrès de fusion — à **une prise de position publique** de Marx et d'Engels allant dans le sens d'une

(3) Cf. «Programmes socialistes» : Critique des projets de Gotha et d'Erfurt, programme du Parti ouvrier français (1880), Avant-propos de Bracke; Editions Spartacus, n. 42, série B.

dénonciation du programme «de compromis» et d'une attitude distante vis-à-vis du Parti «Unifié». Et ce d'autant que le «comité directeur» était composé en majorité de lassalléens par rapport aux ex-eisenachiens. Il y avait en effet belle lurette que la lutte politico-théorique contre les positions des anarchistes m colle de Bakounine en particulier, avait non seulement pris un caractère ouvertement public, mais avait aussi abouti à leur exclusion de la 1ère Internationale (de façon d'ailleurs fort bureaucratique!). Or, il n'y eut aucune déclaration de ce genre et aucun ouvrage détaillé, pourtant annoncé (cf. précédemment la lettre à J.B. von Schweitzer), ne fut publié contre les théories de Lassalle alors que celles de Proudhon, par exemple, avaient subi — fort justement! - une attaque en règle (cf. «Misère de la philosophie»). Les ouvrages de critique du lassalléanisme (W. Bracke en 1873, B. Becker en 1874) avaient du reste été mis à l'index de la littérature du Parti par le comité de Hambourg.

Bien au contraire. D'un côté, Marx continua d'émettre des opinions défavorables au Parti allemand dans **sa correspondance privée**, par exemple dans une lettre à Fr. A Sorge (ex-secrétaire de l'AIT à New-York et ancien membre de la Ligue des Communistes), le 19 octobre 1877:

«En Allemagne, un esprit pourri gagne notre parti, non pas tant dans les masses que parmi les dirigeants (ceux qui viennent des classes supérieures et des rangs «ouvriers»). Le compromis avec les lassalléens a également conduit à un compromis avec des médiocrités, à Berlin avec Dühring et ses «admirateurs », et ailleurs avec toute une bande d'étudiants et de docteurs superintelligents qui veulent donner au socialisme un tour «supérieur, idéal», autrement dit substituer à la base matérialiste (qui réclame une étude sérieuse et objective si l'on veut opérer à partir d'elle) leurs divinités de la Justice, de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité...»

Mais d'un autre côté, il reconnut **officiellement et publiquement** le parti formel existant en Allemagne comme étant le parti prolétarien qu'il soutenait politiquement, réaffirmant qu'il devait assumer les tâches démocratiques à la place de la bourgeoisie grâce au «poids théorique» du prolétariat de ce pays et donnant même une sorte d'absolution à Lassalle sur les conceptions et les Intentions originelles de celui-ci vis-à-vis du but du mouvement ouvrier (!):

«Question: Comment expliquez-vous la croissance rapide du parti socialiste en Allemagne?»

– Marx: L'actuel parti socialiste est né tardivement. Les socialistes allemands ne se sont pas attardés sur les systèmes utopiques qui ont eu un certain poids en France et en Angleterre. Les Allemands inclinent plus que d'autres peuples à la théorisation, et ils ont tiré des conclusions pratiques de l'expérience antérieure des autres. Vous ne devez pas oublier que pour l'Allemagne, contrairement à d'autres pays, le capitalisme est quelque chose de complètement nouveau. Il a mis à l'ordre du jour des questions qui étaient pratiquement déjà oubliées en France et en Angleterre. Les nouvelles forces politiques auxquelles les peuples de ces pays avaient été assujettis, se trouvèrent en Allemagne face à une classe ouvrière, qui était déjà imprégnée de théories socialistes. C'est pourquoi les ouvriers purent déjà s'y constituer en un parti politique autonome alors que le système de l'industrie moderne naissait à peine. Ils eurent leurs propres représentants au parlement. Il n'existait pas de parti d'opposition contre la politique du gouvernement, et ce rôle échut au parti ouvrier. Vouloir décrire ici l'histoire du parti nous amènerait trop loin. Mais je dois vous dire ceci: si, contrairement à l'américaine et à l'anglaise, la bourgeoisie

allemande ne se composait pas des plus grands lâches qui soient, elle aurait déjà dû mener une politique d'opposition contre le gouvernement.

Question: Combien de lassalléens y a-t-il dans les rangs de l'Internationale?

— Marx: Les lassalléens ne sont pas organisés en parti. Il existe naturellement chez nous des croyants de cette tendance. Auparavant Lassalle avait déjà appliqué nos principes généraux. Lorsqu'il commença son agitation après la période de réaction consécutive à 1848, il crut qu'il pourrait te mieux ranimer le mouvement ouvrier en recommandant la formation de coopératives ouvrières de production. Son intention était d'aiguillonner les ouvriers pour les pousser à l'action. Il ne considérait cela que comme un simple moyen pour atteindre le véritable but du mouvement. Je possède des lettres de lui en ce sens.» (Interview de Karl Marx dans le «Chicago Tribune», 5 janvier 1879).

De la même façon, peu à peu, Engels se mit à décerner un brevet «prolétarien» au nouveau Parti «Unifié». Ainsi, dès le 12 octobre 1875, dans une lettre à Bebel, il terminait en disant:

« Vous avez cependant parfaitement raison de dire que toute cette affaire nous servira de leçon et qu'elle peut même donner de bons résultats dans certaines circonstances. La fusion en soi est un grand pas, à condition qu'elle tienne deux ans, mais il ne fait pas de doute qu'on aurait pu l'obtenir à meilleur compte.»

Deux ans plus tard, il saluera l'efficacité du Parti de Gotha sur le plan électoral:

«Les élections nous fournissent le moyen de nous compter; des bataillons qui passent en revue, le jour des élections, nous pouvons dire qu'ils constituent le corps de bataille du socialisme allemand. L'effet moral tant sur le parti socialiste qui constate avec joie ses progrès, que sur les ouvriers, qui sont encore indifférents, et voire sur nos ennemis est énorme. C'est une bonne chose de commettre tous les trois ans le péché mortel d'aller voter. Ces messieurs les abstentionnistes diront ce qu'ils voudront: un seul fait tel que les élections du 10 janvier vaut plus que toutes les phrases «révolutionnaires.» (La Plebe, 26 février 1877).

Au-delà de la persistance de certaines critiques dans leur correspondance, comment peut-on expliquer le **choix politique** de Marx et d'Engels qui les conduit en définitive à donner leur caution publique (le seul acte ayant de l'importance par rapport au mouvement social réel) à un Parti qu'ils avaient quasiment condamné lors de la fusion de 1875? Comment comprendre qu'un Parti historique, si intransigeant depuis le «Manifeste» vis-à-vis de toutes les faiblesses des diverses composantes théoriques et formelles du Parti prolétarien (les autres Partis ouvriers précédant l'AIT, puis s'y incorporant pour la plupart), mette finalement le genou à terre devant une expression organisationnelle dont il reniait les principes dès le début???

Il y a plusieurs raisons:

— Les unes sont **conjoncturelles**, donc **secondaires**, comme par exemple le fait souligné par Engels que le programme du nouveau Parti demeurera soit «ignoré», soit «interprété dans un sens communiste»:

«Par chance, le programme a eu un sort meilleur qu'il ne le méritait. Ouvriers, bourgeois et petits-bourgeois croient y lire ce qui devrait effectivement y figurer, mais n'y figure pas, et il n'est venu à l'esprit de personne dans les divers camps d'examiner au grand jour le véritable contenu de ces phrases

merveilleuses. C'est ce qui a permis que nous fassions le silence sur ce programme.» (Lettre à W. Bracke, 11 octobre 1875).

«Au lieu de cela, ces ânes de journalistes bourgeois ont pris ce programme tout à fait au sérieux, et ils y ont lu ce qui ne s'y trouvait pas, l'interprétant infime comme communiste. Les ouvriers semblent faire de même. C'est **cette circonstance seule** qui nous a permis, à Marx et à moi, de ne pas nous désolidariser publiquement de ce programme: tant que nos adversaires et aussi les ouvriers prêteront nos intentions à ce programme, nous pourrons nous taire. » (Lettre à Bebel, 12 octobre 1875, déjà citée pour un autre passage).

Même secondaires, ces raisons témoignent de la vision **politicienne**, et donc **bourgeoise**, qu'entretenait Engels sur le mouvement ouvrier: les travailleurs sont incapables d'avoir une conscience claire des choses, le Parti peut donc les manipuler à son aise!

Les autres sont **théoriques**, donc **fondamentales**.

Marx a établi une séparation entre mouvement politique et but social, initie ce qu'il appelle programme minimum et programme maximum; elle prend forme entre autres à travers les particularités de chaque pays, il y a donc des programmes **nationaux**:

« Question: Mais les socialistes ne considèrent-ils pas en général le transfert des moyens de travail en propriété commune de la société comme le grand but de leur mouvement?

Marx: Certainement, nous disons que ce sera le résultat du mouvement. Mais c'est une question de temps, d'éducation et de développement des formes sociales supérieures.

Question: Ce programme vaut sans doute pour l'Allemagne et un ou deux autres pays?

Marx: Si vous ne vouliez tirer vos conclusions que de ce seul programme, vous méconnaîtriez l'activité du mouvement. Plusieurs points de ce programme n'ont pas de signification hors de l'Allemagne. L'Espagne, la Russie, l'Angleterre et l'Amérique ont leurs propres programmes, qui à chaque fois correspondent à leurs difficultés particulières. Leur seule analogie, c'est la communauté de leur but final.» (cf. Interview au «Chicago Tribune», déjà citée).

Cette séparation et cette reconnaissance de programmes «nationaux» **vont de pair avec la liquidation de l'AIT**. En effet, après le congrès de La Haye, l'Internationale a été réduite à la portion congrue et le transfert de son siège à New-York a signifié ni plus ni moins qu'une orientation vers sa dissolution à court terme. Marx et Engels théorisent alors le caractère «superflu» d'une organisation internationale. Si l'on retrouve ainsi le côté positif de leur contradiction qui les pousse à faire confiance au mouvement réel contre toute organisation de masse préalable, cela n'en dissimule pas moins désormais — vu le changement des conditions objectives en Allemagne — la caution donnée aux formes organisationnelles de type national et ayant un contenu de plus en plus minimal au niveau de l'application des principes:

«Question: Mais votre «Association Internationale» ne dirige-t-elle pas le mouvement?

Marx: L'Internationale avait son utilité, mais elle a fait son temps, et elle n'existe plus aujourd'hui. Elle a existé et elle a dirigé le mouvement. Elle est devenue superflue en raison de la croissance du mouvement socialiste au cours de ces dernières années. Dans les différents pays, on a fondé des journaux que l'on échange mutuellement. C'est la seule liaison que les partis des différents pays entretiennent entre eux. L'Internationale avait été créée en

premier lieu pour rassembler les ouvriers et leur montrer combien il est utile de mettre en œuvre une organisation entre les différentes nationalités. Les intérêts des divers partis dans les différents pays ne se ressemblent pas...» (cf. Interview..., idem).

Marx avait déjà exprimé une telle conception en faisant remonter à la chute de la Commune de Paris l'inéluctabilité de la disparition de l'AIT (cf. Critique du Programme de Gotha, citation dans la 1^{ère} partie: a) concept «marxiste»), Engels la reprendra plus tard sous le régime de la loi antisocialiste promulguée par Bismarck... tout en continuant — même avec des critiques — à soutenir l'action à la fois clandestine et parlementaire du Parti Unifié et quatre ans après de fonder la 1^{ère} Internationale (!) :

«Aujourd'hui, le prolétariat allemand n'a plus besoin d'organisation officielle, ni publique, ni secrète; la liaison simple et naturelle de compagnons appartenant à la même classe sociale et professant les mêmes idées suffit, sans statuts, ni comités directeurs, ni résolutions ou autres formes tangibles, à ébranler tout l'Empire allemand...» (cf. Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des Communistes; 1885, voir suite de cette citation dans la 1^{ère} partie).

Face au développement du capital, un glissement s'était opéré. Reniant le principe de l'antagonisme fondamental entre bourgeoisie et prolétariat (cf. Le Manifeste), la tactique politique social-démocrate élaborée par Marx et Engels ne pouvait qu'aboutir à privilégier les luttes immédiates sur le terrain des tâches démocratiques. Ainsi la contradiction organisationnelle se résolvait dans un sens bien précis: il fallait soutenir les organisations de masse qui s'étaient créées — en préalable à tout affrontement social — pour mener prioritairement à leur terme des objectifs réformistes. La conquête de la démocratie, puis la prise du pouvoir politique, conçues originellement comme des préludes à la réalisation du but final: le socialisme — étaient devenues des fins en elles-mêmes et non plus simplement des phases dans le processus de «révolution en permanence». Les limites de Marx et d'Engels sur la conception d'une phase politique se transformaient donc en erreurs **par la séparation — théorisée et expérimentée en Allemagne — entre cette phase et le but social.**

Au fur et à mesure que le mouvement ouvrier s'inscrivait dans le processus bourgeois, la lutte pour les principes était de plus en plus reléguée au second plan ou conservait un caractère privé et élitiste, c'est-à-dire seulement accessible aux «chefs» (cf. les lettres circulaires et les textes critiques de Marx Engels adressés exclusivement aux dirigeants de la S-D allemande). Le «credo communiste» prenait l'allure d'une sorte d'idéal lointain, de «paradis dans l'avenir» (les fameux «lendemain qui chantent») par le fait même que les luttes s'organisaient à un niveau immédiat et dans le contexte de chaque nation, contribuant ainsi à la concentration du capital et au renforcement de l'Etat sous le couvert de l'attribution des libertés formelles (droit de vote pour tous, libertés de réunion, de presse, etc.). Il ne restait alors plus au Parti historique qu'à **s'incarner** dans les Partis prolétariens qui menaient effectivement les tâches démocratiques dans les différents pays. Et celui qui se montrait le plus efficace dans cette perspective n'était-il pas — vu le «rôle théorique prédominant» dévolu à son prolétariat — le Parti allemand... malgré toutes ses imperfections?

La loi antisocialiste de Bismarck, ouvrant une nouvelle période, devait d'ailleurs aux yeux de Marx et d'Engels contribuer à effacer ces imperfections en forçant le Parti à prendre un cours «révolutionnaire», ce qui signifiait: éviter un «soulèvement populaire» (surtout pas de «Commune» en Allemagne!)

et permettre un processus bourgeois «radical»... c'est-à-dire **dirigé par le Parti prolétarien** (la S-D unifiée).

En effet, les 11 mai et 2 juin 1878, l'empereur Guillaume 1er fut victime d'attentats, dont le second par l'anarchiste Eduard Nobiling. Bismarck en profita pour attribuer ceux-ci à la social-démocratie accusée de prôner la prise du pouvoir par la violence. Après un premier rejet, le chancelier allemand réussit à faire voter sa loi antisocialiste le 19 octobre 1878, ayant entretemps dissous le Reichstag et pu ainsi obtenir une majorité docile.

A propos de cette politique de Bismarck, Marx déclara :

« ... Afin de mener ses exactions à sa guise, il a suscité le spectre du socialisme, et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour provoquer un soulèvement populaire.

Question: Recevez-vous régulièrement des rapports de Berlin?

Marx: Oui, je suis fort bien informé par mes amis. Berlin est parfaitement calme, et Bismarck est déçu. Il a expulsé 48 dirigeants, dont les députés Hasselmann et Fritzsche, ainsi que Rackow, Baumann et Auer de la Freie Puisse. Ces hommes ont exhorté les ouvriers berlinois au calme, et Bismarck le savait. Il n'était pas sans savoir non plus que 75000 ouvriers sont près de mourir de faim à Berlin. Il avait le ferme espoir qu'une fois les dirigeants éloignés, les ouvriers en viendraient à se bagarrer, ce qui eût donné le signal à un bain de sang...» (cf. Interview..., idem).

Et sur les effets de cette politique vis-à-vis du Parti, il devait dire :

« En fait, Liebknecht après avoir fait une gaffe énorme en transigeant avec les lassalléens, a ouvert toutes grandes les portes à la demi-humanité et a ainsi préparé malgré lui dans le parti une démoralisation qui ne put être évitée que grâce à la loi antisocialiste. » (Lettre à F.A. Sorge, 19 septembre 1879).

Engels avait formulé cela d'une façon encore plus «optimiste» :

«En Allemagne, c'en est fini une fois pour toutes de la vieille agitation nonchalante, marquée de temps à autre par une peine de six semaines à dix mois de prison. Quelle que soit l'issue de l'état de choses imposé aujourd'hui on peut déjà dire que le nouveau mouvement part d'une base plus ou moins révolutionnaire et doit donc avoir un caractère bien plus résolu que dans la première période du mouvement qui est derrière nous. La phraséologie sur la possibilité d'atteindre pacifiquement le but deviendra inutile, tu ne peux plus être pris au sérieux. En mettant fin à ces déclamations et en jetant le mouvement dans la voie révolutionnaire, Bismarck nous a rendu un énorme service, qui compense largement le léger dommage qu'il nous cause en freinant notre agitation.» (Lettre à J-Ph. Becker, 1er juillet 1879) (4).

Cependant, la loi antisocialiste fut loin d'aplanir toutes les difficultés pour imposer ce cours «révolutionnaire» au Parti prolétarien. Bien au contraire, Marx-Engels se heurtèrent, d'une part aux éléments bourgeois «non radicaux» à propos de la tactique à suivre dans l'illégalité (en particulier autour du problème de la création d'un organe clandestin du Parti), et d'autre part à la fraction parlementaire à cause de la poursuite de son travail légal au prix de toutes les compromissions avec Bismarck. Marx mena alors **personnellement** ses ultimes combats.

(4) J-Ph. Becker avait organisé le Parti allemand à partir de Genève lors de la fondation de l'AIT et s'était opposé ensuite aux eisenachiens sur le problème de la direction du Parti (il ne faut pas confondre ce correspondant avec le Bernhard Becker dont nous avons parlé précédemment en tant que successeur de F. Lassalle).

L'organe central du Parti Social-Démocrate, le «Vorwärts», avait été interdit et les dirigeants décidèrent la publication d'un journal illégal: le «Sozialdemokrat». Une lutte s'engagea alors pour le contrôle de sa rédaction entre, d'un côté Marx-Engels qui voulaient imposer leur homme de confiance résidant à Paris, et d'un autre côté les éléments «philistins petits-bourgeois» (termes utilisés par Marx-Engels) qui avaient émigré en Suisse et qui bénéficiaient du soutien des dirigeants restés en Allemagne (ceux de Leipzig: Liebknecht, Bebel... et toute la fraction parlementaire). Trois de ces éléments: Höchberg, Bernstein et Schramm, firent paraître à Zurich, en août 1879, le premier numéro d'un journal qui contenait un article intitulé «Rétrospective du mouvement socialiste en Allemagne», dans lequel ils exposaient leur programme «révisionniste» destiné à rendre le Parti prolétarien moins «radical- bourgeois» (lutte contre le gouvernement semi-féodal à la place de la bourgeoisie) et donc plus respectable aux yeux de la petite-bourgeoisie effrayée par certaines de ses conceptions (ex: la revendication de la violence).

Marx et Engels adressèrent, comme toujours dans les situations difficiles, une lettre-circulaire «uniquement pour la circulation privée parmi les chefs du Parti allemand» (Marx à Sorge, 19 sept. 1879). Dans ce texte, ils condamnaient les thèses des zurichoïses sur l'orientation à venir du Parti et, selon leur habitude politicienne de gens qui se croient indispensables, ils lançaient un avertissement aux dirigeants de Leipzig, demandant d'exclure ces éléments «petits-bourgeois» **sous peine de leur rupture publique comme «Pères Fondateurs» d'avec le Parti allemand:**

«... Tel est le Programme des trois censeurs de Zurich. Il est on ne peut plus clair, surtout pour nous qui connaissons fort bien tous ces prêchi-prêcha depuis 1848. ii s'agit de représentants de la petite-bourgeoisie qui manifestent leur peur que le prolétariat, entraîné par la situation révolutionnaire, «n'aille trop loin». Au lieu de la franche opposition politique, ils recherchent le compromis général; au lieu de lutter contre le gouvernement et la bourgeoisie, ils tentent à les gagner à leur cause par persuasion; au lieu de résister avec un esprit de fronde à toutes les violences exercées d'en haut, ils se soumettent avec humilité et avouent qu'ils méritent d'être châtiés. Tous les conflits historiquement nécessaires leur apparaissent comme des malentendus, et toute discussion s'achève par l'assurance que tout le monde est d'accord au fond. On joue aujourd'hui au social-démocrate, comme on jouait au démocrate bourgeois en 1848. Comme ces derniers considéraient la république démocratique comme quelque chose de très lointain, nos sociaux-démocrates d'aujourd'hui considèrent le renversement de l'ordre capitaliste comme un objectif lointain, et par conséquent, comme quelque chose qui n'a absolument aucune incidence sur la pratique politique actuelle ... (...) ... Nous ne comprenons pas que le Parti tolère plus longtemps en son sein les auteurs de cet article. Si la direction du Parti tombait peu ou prou entre les mains de cette sorte de gens, le Parti se déviriliserait (sic) tout simplement et, sans tranchant prolétarien, il n'existe plus.» (cf. Circulaire à A. Bebel, W. Liebknecht, W. Bracke, à propos du «Sozialdemokrat» et de la tactique sous l'illégalité, d'après le brouillon écrit à la mi-septembre 1879 - voir la suite de cette citation dans 1ère partie, a) le concept «marxiste»).

En dépit de cela, les dirigeants de la S-D imposèrent le patronage de Höchberg pour le «Sozialdemokrat» qui parut en Suisse: la raison essentielle en était que ce philanthrope **fournissait les finances** du dit-journal (!). Une nouvelle fois, en 1875 vis-à-vis du Programme de Gotha, Marx et Engels ne rompirent pas avec le Parti. Bien plus, à partir du moment (1881) où le

«Sozialdemokrat» prit une attitude «critique» vis-à-vis de la fraction parlementaire, ceci par le biais du revirement de Bernstein, ils finirent par y collaborer.

Malgré la proclamation de la loi antisocialiste et la mise en vigueur de l'état de siège dans plusieurs villes, le parti S-D eut toujours des élus au Reichstag et sa fraction parlementaire continua son travail légal, d'une part en reniant tous les principes «révolutionnaires» allant dans le sens d'une radicalité bourgeoise (ex: réformes grâce au suffrage universel au lieu de conquête du pouvoir politique par la violence), d'autre part en soutenant (votes de lois tels que celui du député Kayser en faveur de fortes taxes protectionnistes) la politique économique et coloniale de Bismarck, c'est-à-dire en contribuant au développement du capital allemand et à la surexploitation du prolétariat de ce pays, y compris par le moyen de la répression (mesures disciplinaires). Ainsi, Liebknecht intervint dans les débats au Reichstag en affirmant dans des discours:

« Il va de soi que nous nous conformerons à la loi, parce que notre parti est certainement un parti de réforme au sens le plus rigoureux du terme, et non un parti qui veut faire une révolution violente — ce qui de toute façon est une absurdité. Je nie de la façon la plus solennelle que nos efforts au renversement violent de l'ordre en vigueur de l'Etat et de la Société. » (Extraits à la séance du 17 mars 1879).

• Nous protestons contre l'affirmation selon laquelle nous serions un parti révolutionnaire... La participation de notre parti aux élections est, au contraire, un acte qui démontre que la social-démocratie n'est pas un parti révolutionnaire... A partir du moment où un parti se place sur la base de tout l'ordre légal, le droit du suffrage universel, et témoigne ainsi qu'il est tout disposé à collaborer à la législation et à l'administration de la communauté, à partir de ce moment il a proclamé qu'il n'est pas un parti révolutionnaire... J'ai souligné tout à l'heure que le simple fait déjà de la participation aux élections est une preuve que la S-D n'est pas un parti révolutionnaire, etc... » (Extraits d'un discours à la Diète de Saxe, 17 février 1880).

Engels critiqua évidemment ce reniement et les compromissions de la fraction parlementaire S-D avec le gouvernement de Bismarck:

« La tempête qui submergea les socialistes français après la Commune était tout de même autrement grave que les clameurs qui se sont élevées autour de l'affaire Nobiling en Allemagne. Et avec quelle fierté et quelle assurance les ouvriers français ont-ils réagi! Vous n'y trouverez pas de telles faiblesses et de telles complaisances avec l'adversaire. Lorsqu'ils ne pouvaient pas s'exprimer librement, ils se taisaient, laissant les philistins hurler tout leur soul. Ne savaient-ils pas que leur temps reviendrait bientôt... » (Lettre à Bebel, 14 nov. 1879).

Mais il refusa de faire scission pour ne pas, en la coupant de la «base» des électeurs du Parti, affaiblir la fraction extérieure qui «conservait les principes»: à savoir la rédaction du «Sozialdemokrat» (!) qui, autour de Bernstein en Suisse, avait évolué depuis 1881 dans la direction du «Parti historique» en exil à Londres. Il prétextait même — en totale contradiction avec son «optimisme» antérieur — que tant que durerait la loi antisocialiste, elle favoriserait non pas un cours «révolutionnaire» pour le Parti, mais l'émergence de fortes tendances «opportunistes et droitières» (!). Soucieux de préserver le contrôle de l'organisation de masse en Allemagne et d'assurer sa continuité, il exprimait clairement la nécessité que les thèses du Parti Historique s'incarnent de plus en plus dans le Parti Prolétarien et lui dictent sa politique:

«Depuis que messieurs les opportunistes pleurnicheurs se sont littéralement constitués en parti et disposent de la majorité dans la fraction parlementaire, depuis qu'ils se sont rendus compte de la position de force que leur procurait la loi antisocialiste et qu'ils l'aient utilisée, je considère qu'il est doublement de notre devoir de défendre jusqu'à l'extrême toutes les positions de force que nous détenons — et surtout la position-clé du «Sozialdemokrat».

Ces éléments vivent grâce à la loi antisocialiste. S'il y avait demain des libres débats, je serais pour frapper aussitôt, et alors ils seraient vite écrasés. Mais tant qu'il n'y a pas de libres débats, qu'ils dominent toute la presse imprimée en Allemagne et que leur nombre (comme majorité des «chefs») leur donne la possibilité d'exploiter à plein les ragots, les intrigues et la calomnie insidieuse, nous devons, je crois, empêcher tout ce qui pourrait mettre à notre compte une rupture, c'est-à-dire la responsabilité d'une scission. C'est la règle générale dans la lutte au sein du parti même, et elle est aujourd'hui valable plus que jamais. La scission doit être organisée de telle sorte que nous continuons le vieux parti, et qu'ils le quittent ou qu'ils en soient chassés.» (Lettre à Bernstein, 5 juin 1884).

2. La Social-Démocratie après Marx ou... «La grande force tranquille du Parti Prolétarien»

Après la disparition de l'un de ses deux membres, le Parti Historique en exil (Engels) s'orienta vers deux sortes d'activités qu'il estimait complémentaires:

— **Sur le plan conjoncturel**, il continua d'analyser la situation en s'extasiant de plus en plus à propos de la progression électorale du Parti S-D, comme il l'avait toujours fait depuis les premiers succès importants de celui-ci. En 1884, il salua la consolidation quantitative du Parti au sein de la société capitaliste allemande comme étant le prélude à la «victoire finale» du prolétariat: la prise du pouvoir politique! Contre les compromissions de la fraction parlementaire et leurs effets à l'intérieur du Parti au niveau des «principes» (sur les «chefs» en particulier), il cherchait un motif de satisfaction à travers l'élargissement de la base électorale (lequel s'accomplissait y compris grâce à l'apport des paysans et des petits-bourgeois ruinés par les impôts: voix des «mécontents») pour pouvoir confirmer sa vision du cours «révolutionnaire» imposé par la loi antisocialiste et les mesures du gouvernement Bismarck:

«Pour la première fois dans l'histoire un parti ouvrier solidement soudé, apparaît (en Allemagne) comme une véritable puissance politique... C'est une puissance dont l'existence et le gonflement sont aussi incompréhensibles et mystérieux aux gouvernements et aux vieilles classes dominantes que la montée du flot chrétien l'était aux puissances de la Rome décadente. Il grandit et développe ses forces aussi sûrement et irrésistiblement que jadis le christianisme, si bien que l'équation de son taux de croissance — donc le moment de sa victoire finale — peut d'ores et déjà être calculée mathématiquement.» (Lettre d'Engels à Kautsky, 8 nov. 1884).

Cette vision du «parti de masse» investissant de l'intérieur la société capitaliste et montant inexorablement à l'assaut du pouvoir, il la conservera jusqu'à sa mort puisque dix ans plus tard, il répétera presque de la même façon:

«En Allemagne, les choses se développent de manière régulière. C'est une armée bien organisée et bien disciplinée, qui devient chaque jour plus

grande et avance d'un pas assuré, sans se laisser détourner de son but. En Allemagne, on peut pour ainsi dire calculer à l'avance le jour où notre parti sera le seul en mesure de prendre en mains le pouvoir.» (Lettre d'Engels à Pablo Iglesias; fondateur du Parti socialiste en Espagne, 26 mars 1894).

Entre-temps, en effet, la Social-Démocratie avait obtenu 1 427 323 voix (20 sièges au Reichstag) lors des élections générales du 20 février 1890. Le 1er mars (second tour), elle obtint 15 sièges supplémentaires avec 19,7% des voix. Ses suffrages ayant pratiquement doublé par rapport aux élections de 1887, la S-D était devenue le parti le plus puissant d'Allemagne.

Avec les grandes grèves dans la Ruhr qui eurent lieu à la même époque, ces élections provoquèrent l'abolition de la loi antisocialiste, la chute de Bismarck et la nomination du chancelier Leo von Caprivi par le nouvel empereur Guillaume II. Une période de «légalité bourgeoise» et non plus de «dictature bonapartiste» s'ouvrit, même si les féodaux conservaient encore leurs privilèges. Le réformisme du Parti S-D (programme minimum) allait s'épanouir de même que le «crétinisme démocratique» de sa fraction parlementaire:

« Loin de nous l'idée de vouloir provoquer une révolution violente; nous avons déjà souligné que devant l'évolution technique aussi bien qu'économique d'aujourd'hui, il serait insensé, voire absurde de penser à des combats de rues ou de barricades et semblables révolutions.» (Déclaration du député Grillenberger au Reichstag, 27 février 1892 - non démentie par l'ensemble de la fraction parlementaire S-D et par le comité central du parti).

Devant l'ouverture d'une «nouvelle période» consécutive à la poussée électorale de 1890 puis à l'abolition de la loi antisocialiste, Engels — dont la prévision de l'exclusion des députés S-D les plus opportunistes ne se vérifiait pas du tout — avait recommandé lui-même, tactiquement, la «prudence» et la «responsabilité» car le Parti devait encore se développer numériquement et électoralement:

«Je partage ici ton opinion: il nous faut nous montrer pour l'instant aussi pacifique et légalitaire que possible, et nous devons éviter tout prétexte du heurt...» (Lettre à W. Liebknecht, 9 mars 1890).

Il réduisait donc la lutte contre l'opportunisme au niveau des principes abstraits, c'est-à-dire sur le terrain des polémiques autour de discours et de textes (démarche idéologique qui préfigurait le «marxisme orthodoxe» de Kautsky), en attendant le moment décisif où le parti serait ultra-majoritaire pour prendre le pouvoir politique, si nécessaire en utilisant la violence:

«... Cependant, je considère comme déplacées tes philippiques contre la violence, sous toutes ses formes et en toutes circonstances.» (même lettre).

«Nous sommes encore très loin de pouvoir soutenir une lutte ouverte, ni nous avons le devoir, vis-à-vis de toute l'Europe et de l'Amérique, de ne pas subir une défaite, mais de vaincre, le moment venu, dans la première grande limaille. A cette considération, je subordonne toute autre.» (Lettre à P. Lafargue, 31 janvier 1891).

— **Sur le plan théorique**, après le «baroud d'honneur» de Marx en 1875, Engels livra quelques combats d'arrière-garde du Parti historique. Tout en contribuant à mater l'opposition des «jeunes» qui soutenait les actions ouvrières radicales contre la collaboration de la fraction parlementaire avec le gouvernement (cette opposition appela par exemple, à Berlin, les ouvriers à cesser le travail lors du 1er mai 1890, malgré les directives anti-grève du parti S-D), il entreprit en effet de donner à l'organisation formelle un programme plus «marxiste» que celui de 1875. Ainsi, dans la perspective d'un

prochain congrès, il fit publier la Critique de Marx qui était jusque là restée «confidentielle» (voir précédemment). Puis, à la suite du rejet du programme officiel présenté par le comité central (élaboré en grande partie par Liebknecht-Bebel) dont il avait fait une «Critique» qui ne fut elle-même publiée que dix ans plus tard (1901) et «enterrée» par Kautsky dans les pages de la «Neue Zeit» (organe théorique), il soutint ceux qui rédigèrent le «nouveau programme» **sur la base de ses conseils**: Kautsky pour la partie théorique, Bernstein pour la politique (revendications pratiques).

Ce congrès se tint à Erfurt du 14 au 20 octobre 1891 avec 230 délégués Il adopta le «nouveau programme» et exclut les porte-paroles des «jeunes» (Wilhelm Werner et Cari Widlberger) qui refusèrent de se soumettre aux résolutions du congrès. Par contre, la fraction la plus opportuniste du moment, celle de Vollmar qui soutenait que la «Triple-alliance» (pacte militaire entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie) était un «instrument de paix» (!) **et qu'en cas de guerre avec la Russie, la S-D devrait collaborer avec le gouvernement** (la politique d'août 1914 était déjà énoncée!!!), demeura dans le Parti en se soumettant.

Auparavant, Engels pour incarner davantage le Parti historique avait mis sur les rails **une Ile Internationale** qui était un rassemblement des partis socialistes de plusieurs pays fondés sur le modèle de la S-D allemande, c'est-à-dire à caractère **national** et à vocation de **masse** par leurs programmes **minimums** (réformisme) autant que par leurs activités à travers les **syndicats** (courroies de transmission) et les **élections** (constitution d'une base électorale la plus large possible). Les «chefs parlementaires» gouvernaient chacun de ces partis, en harmonie avec les «doctrinaires» chargés de la conservation idéologique du programme **maximum** («but final») quand c'était possible, sinon contre ceux-ci en procédant à un **révisionnisme** (adaptation des principes: «le mouvement est tout, le but n'est rien!»). Cette Ile Internationale fut fondée à l'issue du congrès ouvrier socialiste international qui se tint à Paris du 14 au 20 juillet 1889 (400 délégués venus de 22 pays d'Europe et d'Amérique y assistèrent). Mais ce n'est que deux ans plus tard, au congrès de Bruxelles (16-22 août 1891) que la domination «marxiste» par le biais du Parti allemand put s'imposer. En effet, les «possibilistes» français (P. Brousse) qui s'étaient posés dès le départ — en liaison avec la Fédération S-D anglaise — comme des rivaux pour prendre la direction de la nouvelle Internationale, récusèrent l'invitation «unitaire» de ce congrès dont par ailleurs une majorité — lors des délibérations sur le résultat du contrôle des mandats — refusa l'accès aux anarchistes. Engels put alors écrire:

«Après tout ce congrès est pour nous un brillant succès — les broussistes en ont été complètement absents, et les gens de Hyndman (dirigeant anglais favorable aux possibilistes) ont dû renoncer à manifester leur opposition. Le mieux, c'est qu'ils aient mis les anarchistes dehors, tout comme au congrès de La Haye de 1872. Là où la vieille Internationale s'est arrêtée, là exactement commence la nouvelle, qui est infiniment plus grande et ouvertement marxiste.» (Lettre à F-A. Sorge, 14 sept. 1891).

Lors de ce congrès, il y eut tout de même une «fausse note». Domela Nieuwenhuis (1), délégué hollandais, demanda de mettre sur pieds un plan de «grève militaire» dans la prévision d'une guerre car il critiquait les proclamations

(1) Voir annexe sur l'anarchisme. A lire l'ouvrage «Le Socialisme en danger», F. Domela Nieuwenhuis, présenté par J-Y. Bériou - Ed. Payot, collection Critique de la politique.

trop vagues des dirigeants S-D de la IIe Internationale sur la «grève générale des ouvriers» pour s'opposer à un conflit capitaliste éventuel. Dans le journal «Le Socialiste» (12 sept. 1891), Engels réduisit cette opposition à une manifestation de la «phrase ronflante» comme il l'avait fait vis-à-vis des «jeunes» et comme le fera ensuite Lénine par rapport à toutes les oppositions radicales au sein du Parti bolchévique et de la IIe Internationale (2):

«L'incident Domela Nieuwenhuis a montré que les ouvriers européens ont définitivement dépassé la période de la domination de la phrase ronflante et qu'ils ont conscience des responsabilités qui leur incombent: c'est une classe constituée en parti de lutte, parti qui compte avec les faits. Et les faits prennent une tournure de plus en plus révolutionnaire.»

Enfin, pour essayer de diffuser le «crédé marxiste» ou «socialiste scientifique» dans le Parti S-D et «ses» masses, Engels s'attela à toute une série de travaux livresques. Après des textes critiques tels que celui contre l'influence des idées de Dühring, il acheva de rédiger les livres II et III du Capital d'après les brouillons de Marx et commença à les faire publier. Puis, pour utiliser la période de diffusion légale qui s'ouvrit pour la presse S-D après l'abolition de la loi antisocialiste, il entreprit la réédition (avec de nouvelles préfaces) d'ouvrages «fondamentaux» de Marx ou de lui-même. Ainsi de mars à avril 1891 seulement, parurent en Allemagne les textes suivants: «La guerre civile en France», «Travail salarié et Capital», «Le socialisme scientifique et le socialisme utopique». Malgré tous ses efforts, Engels n'arrivera cependant jamais à éliminer une influence particulière: **celle des théories de Lassalle**. La S-D allemande continuera toujours de s'appeler «le parti de Marx... et de Lassalle» et leurs deux portraits orneront toutes les tribunes des meetings qu'elle organisera. Ainsi Kautsky écrivit dans un article intitulé «Nos Programmes» («Neue Zeit», n. 21):

«L'attitude vis-à-vis de Lassalle est autre pour Marx que pour la S-D, dont l'appréciation n'est pas celle de Marx... Pourrions-nous jamais oublier, un homme dont les œuvres — pour nous, les anciens du parti et aussi pour l'immense majorité des jeunes — guidèrent nos débuts dans notre étude du socialisme et allumèrent nos premiers enthousiasmes pour le socialisme? Nous lisons attentivement et méditons tout ce que Marx a dit de son élève Lassalle, mais nous ne devons pas oublier que Lassalle fut également un de nos maîtres et un de nos meilleurs combattants.»

La réédition des «Luttes de classes en France 1848-50» fut l'occasion pour Engels d'écrire son dernier texte important (1895). **Il accepta d'en édulcorer plusieurs passages sous la pression des dirigeants du Parti S-D** qui mirent dans la balance la nécessité de faire face aux circonstances: en effet, après quatre ans de «légalité bourgeoise», le gouvernement allemand voulait en revenir à la répression en faisant voter au Reichstag une nouvelle loi anti-socialiste qualifiée de «projet antiséditieux» (finalement, comme la majorité des partis bourgeois ne se résolut pas à le voter, il fut repoussé le 11 mai 1895). Par la suite, les tendances révisionnistes, en particulier Bernstein dans son livre «Les Prémisses du socialisme», utilisèrent cette version «tronquée» pour justifier leurs thèses intégralement réformistes, légalistes et pacifistes. Cependant, la version intégrale d'Engels — même si elle rétablit la nécessité de l'emploi de la violence par la S-D pour conquérir le pouvoir politique (ce que

(2) Cf. «Traité de Brest-Litovsk 1918: coup d'arrêt à la révolution» - Ed. Spartacus, n.77 série B - «Les racines d'Octobre 1917» - Ed. Spartacus n. 50 série A.

feront Lénine et les bolchéviks en octobre 17!) — **ne change rien sur le fond**. Ainsi, D. Riazanov comparant les deux versions dans «*Sous la bannière du marxisme*» (1925), fait remarquer qu'à la page 21, Engels avait lui-même ajouté le passage suivant sur les épreuves:

«Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si cela continue de la sorte, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits-bourgeois ainsi que petits-paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive du pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non.»

Tout en restant fidèle sur le plan des principes à la conception de la prise du pouvoir par le Parti et grâce à l'usage de la violence («but final») il avait parachevé **pratiquement**, à partir de la tactique S-D élaborée avec Marx pour être appliquée en Allemagne, **le glissement opéré entre concept «marxiste» et concept «social-démocrate» sur le plan organisationnel** (et évidemment programmatique). Le Parti prolétarien était une organisation de masse, construite en préalable à tout affrontement et qui avait un caractère ultra-national (elle visait à représenter toutes les couches du Capital-Travail en développement... à part les grands capitalistes!). La IIe Internationale n'était qu'une liaison **idéologique** entre tous ces partis ayant des intérêts réels antagoniques puisqu'ils incarnaient chacun un véritable «Etat dans l'Etat»... avant de devenir l'Etat lui-même, c'est-à-dire le Parti-Etat! La séparation entre programme minimum et programme maximum était totale: si le «but final» apparaissait lointain par le fait du réformisme quotidien (application du programme minimum) et par les tendances à le réaliser grâce à la voie pacifique (suffrage universel), le «credo communiste» (but social) avait été quant à lui mis sous l'éteignoir depuis longtemps par le biais de l'incarnation du Parti historique dans le Parti prolétarien:

«On ou deux millions de suffrages ouvriers pour un parti ouvrier de bonne foi valent infiniment plus que cent mille suffrages pour un programme doctrinairement parfait.» (Lettre d'Engels à Florence Kelley).

Engels n'appliquait plus la méthode vivante de Marx pour analyser le rapport Prolétariat/Capital à travers le développement de celui-ci. Au lieu de mener une politique d'intervention communiste dans la lutte des classes en rompant avec toutes les erreurs précédentes (comme en 1848 et en 1871), il poussait à bout la logique de la ligne tactique social-démocrate:

— la phase politique était conçue comme la prise du pouvoir étatique dans le cadre d'une «révolution en permanence» — elle s'inscrivait dans le processus démocratique bourgeois — et non pas comme une destruction de l'Etat;

— le Parti prolétarien était construit comme une organisation de masse préalable à tout mouvement dans lequel la fraction communiste (Parti historique) était l'élite détenant les clés de l'Histoire et révélant la conscience socialiste; ce n'était définitivement plus la vision du Parti comme organisation révolutionnaire de masse produite par la lutte du prolétariat c'est-à-dire surgissant du mouvement réel et spontané de la classe ouvrière contre le capital (aspects pré-conseil listes de la Commune). A l'image de Marx après 1871 et la dissolution de l'AIT, Engels aura développé une véritable **idéologie «marxiste»** qu'il qualifiera du titre pompeux de «socialisme scientifique»! Tout apport révolutionnaire du mouvement réel du prolétariat était désormais exclu: les intellectuels devaient introduire de l'extérieur la conscience socialiste issue de leurs cerveaux dans un prolétariat uniquement capable d'être «trade-unioniste» car comme dira Kautsky — repris par Lénine dans

«Que Faire» – «socialisme et lutte de classe ne s'engendrent pas l'un l'autre» (!).

Le Parti social-démocrate allemand était devenu «la grande force tranquille des travailleurs» qui, en 1914, livrerait au carnage inter-impérialiste le prolétariat attaché par ses soins au char étatique.

Donc les parties suivantes sur les concepts léninistes et ultra-gauches, nous aurons l'occasion de revenir sur ce que fut la S-D sous le règne de l'«orthodoxe» Kautsky et du «révisionniste» Bernstein.

NOTE SUR L'ANARCHISME

Cette première partie de «Sur l'Organisation» est consacrée au concept de Parti depuis Marx. Il est donc naturel qu'elle traite essentiellement des théories «marxistes», laissant de côté celles des autres courants de ce qu'il est convenu d'appeler le mouvement ouvrier, en particulier de l'anarchisme. Les pratiques organisationnelles de celui-ci seront d'ailleurs largement abordées dans la deuxième partie «Les Partis à l'épreuve des faits».

D'autre part, les pratiques marxistes et anarchistes apparaissent, à ce propos, souvent très voisines. Ceci est manifeste dès l'affrontement Marx-Bakounine au sein de l'AIT. Nous reviendrons ultérieurement sur ce que fut la réalité de la Ière Internationale. Pour l'instant, nous nous contenterons de citer Malatesta qui, en 1914, définit clairement la dernière période de l'AIT:

«Nous qui, dans l'Internationale, étions désignés sous le nom de bakouninistes, et étions membres de l'Alliance, nous criions très fort contre Marx et les marxistes parce qu'ils tentaient de faire triompher dans l'Internationale leur programme particulier; mais mis à part la loyauté des moyens employés et sur lesquels il est maintenant inutile d'insister, nous faisons comme eux, c'est-à-dire que nous cherchions à nous servir de l'Internationale pour atteindre nos buts de parti. »

On peut d'ailleurs noter que l'utilisation du terme «parti» n'est pas propre à Malatesta, mais est une constante de l'anarchisme (dans l' « AIT antiautoritaire», on parlera même du «parti démocratique socialiste de chaque pays») et que, comme chez les marxistes, son usage n'est pas neutre. A cette conception «de parti», est liée une vision inter-nationaliste de l'organisation, c'est-à-dire d'un parti (ou d'une fédération) constitué dans le cadre national, autrement dit dans le cadre de l'organisation capitaliste.

Ce cadre organisationnel est parfaitement logique. Il correspond au terrain sur lequel se placent les mouvements produits par les idéologies anarchistes ou marxistes: la construction d'une contre-société (d'un contre-Etat) à l'intérieur du système capitaliste, visant à se substituer à celui-ci. Cette volonté, que le mouvement anarchiste n'avait pas pu réaliser dans l'AIT, il le poussera à son extrême logique au travers de l'anarcho-syndicalisme et du syndicalisme «révolutionnaire». C'est ainsi que, selon Pelloutier, les Bourses du travail

avaient l'ambition «de constituer dans l'Etat bourgeois un véritable Etat socialiste (économique et anarchique), d'éliminer progressivement les formes d'action, de production et de consommation capitalistes par des formes correspondantes communistes».

Dans l'idéologie anarchiste, comme dans l'idéologie marxiste, se retrouve un même fondement. Loin de se considérer comme des contributions partielles au mouvement du prolétariat, les organisations correspondantes (parti, fédération, syndicats...) se considèrent chacune comme l'expression essentielle de celui-ci. De là découle une stratégie de lutte pour le pouvoir à l'intérieur du mouvement ouvrier, dont la conséquence logique est la séparation croissante d'avec la réalité de celui-ci.

Pour faire passer la conscience, ou l'Idée, à l'intérieur des masses, il faudra alors construire une organisation préalable à la révolution mais incarnant déjà celle-ci, des structures intermédiaires (syndicats, coopératives...) ou pédagogiques (rôle de l'éducation dans l'idéologie libertaire). Si pour les sociaux-démocrates le socialisme est généralement conçu comme produit d'un processus inéluctable, lié à l'enchaînement progressif (et progressiste) des différents modes d'organisation sociale, pour les anarchistes, il nécessite que les hommes aient compris ce que leur apporterait la révolution, que l'Idée Révolutionnaire soit entrée dans leur tête.

Dans les deux cas, il est nécessaire que l'avant-garde, les guides spirituels soient préalablement prêts aux tâches qui vont leur incomber, initiés à la gestion de la société (capitaliste, bien entendu!), au maniement des organisations de masse...

C'est pourquoi, sans nier l'intérêt ni les apports partiels de ces expressions du passé (acquis méthodologiques, dégagement de positions communistes importantes...), c'est essentiellement par les ruptures qu'elles ont engendrées que de nouvelles avancées ont été, sont et seront possibles.

En ce qui concerne F. Domela Nieuwenhuis, il est nécessaire de se reporter au livre déjà signalé «Le Socialisme en danger», et en particulier à la présentation de J-Y. Bériou: «Aperçu biographique sur...» (p. 11 à 26). L'itinéraire politico-militant et les écrits de Nieuwenhuis mériteraient un plus long développement que ces quelques lignes (ce qui sera fait dans la 2e partie de ce travail sur l'organisation). Pour l'essentiel, notons que de pasteur à l'origine, il a adhéré à la Ligue sociale-démocrate de Hollande après avoir rompu avec la religion en 1870; ensuite, à partir de 1891, il évolua vers l'anarchisme.

Pendant sa période social-démocrate, il eut une correspondance avec Marx et il écrivit une traduction abrégée du Capital en néerlandais. Développant une grande activité tant aux Pays-Bas qu'à l'échelle internationale, il entretint des rapports avec les chefs de la S-D allemande: Engels, W. Liebknecht, A. Babel, tandis que le parti hollandais devint influent en faisant de l'agitation pour soutenir les luttes de masse. Nieuwenhuis fut élu député en 1889 et il proposa des lois réformatrices au parlement pendant deux ans.

C'est au 2e congrès de la IIe Internationale (Bruxelles, 1891) qu'il amorça sa rupture avec la S-D et son passage à l'anarchisme. La discussion principale portant sur les moyens d'éviter la guerre qui menaçait, il présenta en effet une motion déclarant que: «Les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une grève par un appel au peuple pour proclamer la grève générale». Elle fut rejetée sous la pression des sociaux-démocrates

allemands qui se réfugièrent derrière des discours «scientifiques» en affirmant que, face aux dangers de guerre, la seule garantie de paix était le développement de la force de la IIe Internationale (gains électoraux, domination sur les syndicats...). Au 3e congrès (Zurich, 1893), Nieuwenhuis revint à la charge et il s'opposa à Plekhanov en réitérant sa proposition de grève générale associée à une grève militaire (mutinerie des soldats). **Anti-militariste** il était aussi devenu **anti-parlementariste**. En 1894, il fit paraître la brochure qui donne son titre au livre cité précédemment:

«Résumons-nous et arrivons à établir cette conclusion que LE SOCIALISME EST EN DANGER par suite de la tendance de la grande majorité. Et ce danger est l'influence du capitalisme sur le parti social-démocrate. En effet, le caractère moins révolutionnaire du parti dans plusieurs pays provient de la circonstance qu'un nombre beaucoup plus grand d'adhérents du parti ont quelque chose à perdre si un changement violent de la société venait à se produire. Voilà pourquoi la social-démocratie se montre de plus en plus modérée, sage, pratique, diplomatique (d'après elle plus rusée), jusqu'à ce qu'elle s'anémie à force de ruse et devienne tellement pâle qu'elle ne se reconnaîtra plus. La social-démocratie obtiendra encore beaucoup de voix, quoique l'augmentation ne se fasse pas aussi vite que le rêvent Engels et Bebel — comparez à ce sujet les dernières et les avant-dernières élections en Allemagne — il y aura plus de députés, de conseillers communaux et autres dignitaires socialistes; plus de journaux, de librairies et d'imprimeries; dans les pays comme la Belgique et le Danemark il y aura plus de boulangeries, pharmacies, etc., coopératives; l'Allemagne comptera plus de marchands de cigares, de patrons de brasserie, etc.; en un mot, un grand nombre de personnes seront économiquement dépendantes du futur «développement paisible et calme» du mouvement, c'est-à-dire qu'il ne se produira aucune secousse révolutionnaire qui ne soit un danger pour elles. Et justement, ce sont les meneurs du parti et, par suite de la discipline, presque toute-puissante. Ici également ce sont les conditions économiques qui dirigent leur politique. Quand on voit le parti allemand approuvé chez nous par la presse bourgeoise, qui l'oppose aux vulgaires socialistes révolutionnaires, cela donne déjà à réfléchir.»

Contre l'exclusion définitive des anarchistes qui avait été votée lors du 4e congrès de la IIe Internationale (Londres, 1896), il quitta avec fracas la salle où se tenait ce congrès. Un an après, il rompit avec la Ligue sociale-démocrate (SDB) : la majorité des membres le suivit et se transforma ensuite en plusieurs groupes anarchistes organisés autour de publications régionales.

F. D. Nieuwenhuis fit paraître «La Débâcle du marxisme» (1900) en montrant que sa dénonciation de l'idéologie social-démocrate était liée à la critique du marxisme. Ainsi, il lutta d'un point de vue anarchiste contre le parlementarisme de Troelstra et du SADP (Parti S-D des travailleurs) qui avait été fondé sur le modèle allemand — c'est-à-dire orthodoxe (!) — à la suite d'une scission, en 1894, de la SDB (l'aile gauche du SADP autour de Gorter et Pannekoek commença, à la même époque, de dénoncer l'opportunisme de la direction et publia un organe indépendant «De Tribune», avant de scissionner en 1909 - voir la partie sur «Le développement du concept «ultra-gauche»»).

Tout en se figeant dans une propagande pour l'idéologie anarchiste, Nieuwenhuis était opposé à une organisation structurée et à tous les congrès. Ainsi, il n'assista pas au Congrès international anarchiste d'Amsterdam (1907) où eut lieu la polémique entre Malatesta et Monatte sur le syndicalisme. Son anarcho-communisme le conduisit à mener **une critique de l'anarcho-syndicalisme**:

«Je suis anarchiste avant tout, puis syndicaliste, mais je crois que beaucoup sont d'abord syndicalistes, puis anarchistes. Il y a une grande différence... Le culte des syndicats est aussi nocif que celui de l'Etat; il existe et menace de devenir toujours plus grand. Il semble vraiment que les hommes ne puissent vivre sans divinité: à peine en ont-ils abattu une qu'une nouvelle surgit. Si la divinité des sociaux-démocrates est l'Etat, la divinité des socialistes semble être le syndicat.» (Lettre à Fritz Brupbacher, 1907)

Ayant mené une lutte incessante contre la guerre, il fut un des rares à ne pas appeler le prolétariat au massacre impérialiste en 1914. Contrairement à la grande majorité des sociaux-démocrates et des anarchistes, il maintint une position révolutionnaire internationaliste avant de mourir en 1919.

CONCEPT «LENINISTE» ET APPARENTES: «TROTSKYSTE», «BORDIGUISTE»

1. DE KAUSTKY A LÉNINE: UNE CONTINUITÉ SOCIAL-DÉMOCRATE

Les courants léninistes de toutes sortes se sont toujours efforcés de ré-écrire l'Histoire en bâtissant le mythe d'un Lénine «pur et dur», intransigeant dès le début vis-à-vis de la social-démocratie, autant par rapport au «révisionnisme» de Bernstein qu'à «l'orthodoxie» de Kautsky.

D'une part, leur bible de référence est la brochure écrite par Lénine en octobre-novembre 1918: «La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky», dans laquelle il déclare pour commencer sa préface:

«La brochure de Kautsky «La dictature du prolétariat», parue récemment à Vienne (...), offre l'exemple le plus frappant de la plus complète, de la plus honteuse banqueroute de la IIe Internationale, dont parlent depuis longtemps tous les socialistes honnêtes de tous les pays. La question de la révolution prolétarienne s'inscrit aujourd'hui, pratiquement, à l'ordre du jour dans nombre d'Etats. Analyser les sophismes de renégat et le reniement total du marxisme chez Kautsky est donc de toute nécessité.»

Or, ce «**depuis longtemps**» (souligné par nous) ne fait remonter la critique de Kautsky qu'au début de la guerre, en 1914, comme le dit lui-même Lénine dans les lignes qui suivent le passage cité. Il renvoie par exemple aux articles écrits dans «Le Social Démocrate» et «Le Communiste», puis réunis dans un volume édité par le Soviet de Pétrograd: «Contre le courant» de G. Zinoviev et de N. Lénine, 1918.

D'autre part, leur tactique consiste à accréditer l'idée que dans la pratique, Lénine ne supportait pas l'atmosphère au sein de la social-démocratie et qu'en tant que militant, il prévoyait — bien avant 1914 — «la faillite de la IIe Internationale». Ainsi, ils montent en épingle son action au Congrès de Stuttgart: présentation d'un amendement, avec Rosa Luxembourg et Martov, sur les résolutions présentées par Bebel à propos de l'attitude des socialistes en cas de guerre; amendement proclamant le «devoir socialiste» si celle-ci venait à éclater: non seulement lutter contre elle mais en profiter pour abattre le capitalisme.

Or, Lénine fut satisfait par les décisions de ce congrès social-démocrate qu'il qualifia de grande victoire du marxisme révolutionnaire sur le révisionnisme (cf. compte-rendu du congrès rédigé par lui-même). Pensant que la IIe Internationale était définitivement consolidée, il privilégia parmi ses activités **celle de sa participation au Bureau Socialiste International**. Comme le dit l'historien Georges Haupt dans sa présentation à la «Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans (1) 1905-1914» (éd. Mouton & co, 1963):

«Lénine assista à toutes les réunions du BSI entre 1908 et 1911, tenant à informer les social-démocrates russes de leur déroulement exact, ainsi que de son apport propre à leurs travaux: il rédigea à cet effet des compte-rendus détaillés pour son journal «Proletarij». Plus tard, Zinoviev affirma que Lénine tendait le cœur serré à ces réunions et en revenait quasiment malade en raison du spectacle auquel il assistait. Mais quel crédit accorder à ces dires qui datent d'après 1919, quand le Komintern vivait dans une atmosphère de polémique permanente avec l'Internationale socialiste? En fait, tous les documents, et notamment les compte-rendus de ces réunions (y compris ceux rédigés par Lénine lui-même) démentent catégoriquement Zinoviev. Mais la correspondance avec Huysmans fournit aujourd'hui un témoignage nouveau. Elle montre indiscutablement que jusqu'en 1912, Lénine affichait un optimisme total et une confiance absolue dans l'avenir de l'Internationale, qu'il se rangeait du côté de ceux qui s'y proclamaient attachés comme à l'autorité morale suprême du socialisme mondial. L'existence des opinions, des courants et des tendances multiples au sein de l'Internationale, leur liberté d'expression, sont pour lui comme pour tous les dirigeants sociaux-démocrates, chose normale, naturelle. Ce qui le séparait de la plupart des «marxistes orthodoxes» désireux de trouver une base de rapprochement entre les extrêmes, c'est la conviction que le devoir du marxisme révolutionnaire est de combattre les tendances révisionnistes, de les isoler et de les mettre en minorité.

À la différence de la plupart des délégués des grands partis (surtout d'Allemagne et d'Autriche), Lénine voit dans le BSI l'état-major du socialisme et participer à ses travaux signifie pour lui participer à la direction de l'Internationale.

Que sa présence à la réunion du BSI ait pris le pas sur tout autre engagement, on en a un témoignage par sa lettre à Huysmans, du 1er mars 1908: le bruit selon lequel le BSI va bientôt se réunir le fait aussitôt remettre un voyage qu'il projetait depuis longtemps déjà et qui devait le conduire à Capri chez Gorki pour y rencontrer A. Bogdanov, membre du Comité Central, leader d'un groupe d'intellectuels bolcheviks dont il critiquait vivement les idées philosophiques (2).» (Souligné par nous)

2. LE «RENÉGAT» KAUTSKY ET SON DISCIPLE LÉNINE (3)

Il est amusant également de souligner que la bible des léninistes sur le chapitre de l'organisation reste le livre écrit par leur «Maitre» en 1902 et intitulé

(1) Camille Huysmans, d'origine flamande, fut le secrétaire officiel du Bureau Socialiste International (BSI) entre 1905 et 1922.

(2) Cf. l'explication sur ce conflit Lénine/Bogdanov dans la brochure du PIC: «Les racines d'octobre 1917».

(3) Nous empruntons ce titre à un texte de Jean Barrot paru en annexe à l'édition de «Les trois sources du marxisme» de Karl Kautsky (Spartacus, série B, n. 79).

«Que faire?». Or, c'est dans celui-ci que se vérifie **le plus** la continuité social-démocrate entre Kautsky et Lénine. En effet, lorsqu'il veut expliquer le rapport entre la classe ouvrière et les révolutionnaires, entre le mouvement pratique des luttes de classe et la théorie socialiste, le fondateur du parti bolchevik s'empresse de citer le «gardien de l'orthodoxie marxiste» dont il estime l'apport fondamental:

*« Tous ceux qui parlent de «surestimation de l'idéologie», d'exagération du rôle de l'élément conscient, etc..., se figurent que le mouvement purement ouvrier est par lui-même capable d'élaborer et qu'il élaborera pour soi une idéologie indépendante, à la condition seulement que les ouvriers «arrachent leur sort des mains de leurs dirigeants». Mais c'est une erreur profonde. Pour compléter ce que nous avons dit plus haut, **rapportons encore les paroles, profondément justes et significatives de Kautsky** à propos du projet de nouveau programme du Parti social-démocrate autrichien (Neue Zeit, 1901-1902) — «Nombre de nos critiques révisionnistes imputent à Marx cette affirmation que le développement économique et la lutte de classe, non seulement créent les conditions de la production socialiste, mais engendrent directement la **conscience** (souligné par K.K.) de sa nécessité. Puis ces critiques objectent que l'Angleterre, pays au développement capitaliste le plus avancé, est la plus étrangère à cette conscience. Le projet de programme autrichien partage aussi ce point de vue soi-disant marxiste orthodoxe, que réfute l'exemple de l'Angleterre. Le projet porte: «Plus le prolétariat augmente en conséquence du développement capitaliste, plus il est contraint et plus il a la possibilité de lutter contre le capitalisme. Le prolétariat vient à la conscience» de la possibilité et de la nécessité du socialisme. Par suite, la conscience socialiste serait le résultat nécessaire, direct, de la lutte de classe prolétarienne. Cela est entièrement faux. Comme doctrine, le socialisme a évidemment ses racines dans les rapports économiques actuels au même degré que la lutte de classe du prolétariat; autant que cette dernière, il procède de la lutte contre la pauvreté et la misère des masses, engendrées par le capitalisme.*

*Mais le socialisme et la lutte de classe surgissent et ne s'engendrent pas l'un l'autre; ils surgissent de prémisses différentes. La conscience socialiste d'aujourd'hui ne peut surgir que sur la base d'une profonde connaissance scientifique. En effet, la science économique contemporaine est autant une condition de la production socialiste que, par exemple, la technique moderne et malgré tout son désir le prolétariat ne peut créer ni l'une ni l'autre; toutes deux surgissent du développement social-contemporain. Or le porteur de la science n'est pas le prolétariat mais les **intellectuels bourgeois** (souligné par K.K.); c'est en effet dans le cerveau de certains individus de cette catégorie qu'est né le socialisme contemporain, et c'est par eux qu'il a été communiqué aux prolétaires intellectuellement les plus développés, qui l'introduisent ensuite dans la lutte de classe du prolétariat là où les conditions le permettent. Ainsi donc, la conscience socialiste est un élément importé du dehors dans la lutte de classe du prolétariat et non quelque chose qui en surgit spontanément. Aussi le vieux programme de Heinfeld disait-il très justement que la tâche de la social-démocratie est d'introduire dans le prolétariat (littéralement: de remplir le prolétariat) la conscience de sa situation et la conscience de sa mission. Point ne serait besoin de le faire si cette conscience émanait naturellement de la lutte de classe. Or, le nouveau projet a emprunté cette thèse à l'ancien programme et Ta accolée à ta thèse citée*

plus haut. Ce qui a complètement interrompu le cours de la pensée...» (fin de la citation de Kautsky par Lénine).» (Fin de l'extrait de «*Que faire?*», souligné par nous quand ce ne l'est pas par K.K.).

Il est vrai que dans sa **préface** au recueil « Douze années » (1907), Lénine tendra à limiter la portée de ses théories de «*Que faire?*» sur l'organisation des révolutionnaires professionnels en Parti d'avant-garde. Il les réduira à une politique conjoncturelle de l'Iskra luttant contre l'influence des «*économistes*»:

«Que faire? est un résumé de la tactique de l'Iskra et de sa politique d'organisation pendant les années 1901 et 1902. Exactement un «résumé», rien de plus, rien de moins. Il suffit de se donner la peine d'étudier l'Iskra des années 1901 et 1902 pour s'en convaincre pleinement. Juger de ce résumé sans connaître et sans comprendre la lutte de l'Iskra contre «l'économisme» alors prépondérant, c'est tout simplement parler en l'air».

Mais la théorie **bourgeoise** d'une conscience idéologique qualifiée de «socialiste» et qu'il s'agit d'introduire de l'extérieur dans un prolétariat uniquement «trade-unioniste», sera réaffirmée par la suite. En ce sens. Lénine et sa fraction au sein du POSDR, continuant à nier toute capacité révolutionnaire au mouvement propre du prolétariat, ne tirèrent aucune leçon de la révolution de 1905 en Russie. Ils n'avaient d'ailleurs rien compris aux événements eux-mêmes, en premier lieu à la signification de l'apparition des soviets comme organisation politique de masse issue de la spontanéité révolutionnaire de la classe ouvrière.

Ainsi, en 1913, Lénine développera de nouveau cette conception de la conscience dans «Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme» en reprenant, le plus souvent textuellement, ce qu'avait déjà écrit Kautsky dans sa brochure intitulée «Les trois sources du marxisme», 1908, reproduction d'une conférence faite par celui-ci à Brême en 1907. Pour le «renégat» et son disciple, le marxisme serait, à l'origine, le produit d'une double synthèse entièrement intellectuelle: celle des sciences naturelles et psychologiques en premier lieu, celle de la pensée philosophique allemande, de la pensée politique française et de la pensée économique anglaise en second lieu. Cette conception qui fait du marxisme — autrement dit de la conscience social-démocrate — un produit idéologique, est l'aboutissement de tous les aspects négatifs propagés par Marx lui-même vis-à-vis du rapport mouvement réel/conscience de classe. Cependant, elle est antinomique avec la méthode qui conduit celui-ci à critiquer à la fois l'idéalisme et le matérialisme vulgaire (cf. Thèses sur Feuerbach). En effet, correctement appliquée, la méthode de Marx ne sépare pas — et donc n'oppose pas — la conscience (subjectivité) à la réalité (objectivité); au contraire, elle les saisit toutes deux comme une **totalité** à travers l'activité pratique-théorique (praxis) qui les unit. Pour elle, il ne s'agit pas «d'unir» le mouvement ouvrier et le socialisme puisqu'ils le sont naturellement; il n'y a pas à faire une «synthèse» entre la théorie et la pratique car elles se saisissent comme les moments, les expressions d'un même mouvement réel: **celui des luttes de classe du prolétariat** (4).

Quand Kautsky déclare:

«La conception matérialiste de l'Histoire marque une date mémorable.

(4) On trouve une intéressante étude sur la méthode de Marx dans le premier texte en annexe à l'édition déjà mentionnée de Kautsky (cf. note 3). Elle s'intitule «Idéologie et lutte de classes» de Pierre Guillaume.

Avec elle, commence une nouvelle ère de la science malgré toutes les contestations des savants bourgeois. Elle marque une date non seulement dans la lutte pour l'évolution sociale, mais dans la politique au meilleur sens du mot. Elle réalisa, en effet, l'union du mouvement ouvrier et du socialisme, créant ainsi les conditions les plus favorables à la lutte de classe prolétarienne. Le mouvement ouvrier et le socialisme ne sont nullement identiques de nature... » ou quand Lénine dit:

«Sa doctrine (celle de Marx) naquit comme la continuation directe et immédiate de celle des plus grands représentants de la philosophie, de l'économie politique et du socialisme... Le marxisme est le successeur naturel de tout ce que l'humanité a créé de meilleur au XIXe siècle dans la philosophie allemande, dans l'économie politique anglaise et dans le socialisme français. »

Ils ne font que renforcer le système idéologique développé par Engels sous le nom de «socialisme scientifique». Cette vision d'une «Science» du socialisme qui doit transformer le monde en s'incarnant dans les masses est proprement **anti-dialectique**. Elle s'oppose à la rupture radicale que Marx... et Engels (!) avaient effectuée vis-à-vis de leur passé philosophique commun en écrivant «L'Idéologie allemande», 1845-46 (5).

Aussi, lorsqu'il «rompra» avec Kautsky à partir de 1914, Lénine n'accusera celui-ci que de «trahison» envers cette «continuité social-démocrate» dont il se fera le défenseur. C'est pour cette raison qu'il le traitera uniquement de «renégat» comme l'explique très justement J. Barrot dans son texte auquel nous avons emprunté le titre:

«Si Lénine traite Kautsky de renégat, c'est bien qu'il considère que celui-ci était auparavant un adepte de la vraie foi, dont il s'estime maintenant le seul défenseur qualifié. Loin de critiquer le «kautskysme» qu'il se montre incapable d'identifier, Lénine se contente en fait de reprocher à son ancien maître à penser de trahir sa propre doctrine. A tout point de vue, la rupture de Lénine fut à la fois tardive et superficielle».

Au contraire de Rosa Luxembourg, dont nous aborderons les positions dans la partie suivante. Lénine ne fera pas un «retour à Marx», à celui de 1848 et de 1871 (c'est-à-dire à celui qui appliquait sa propre méthode sans se laisser entraîner par son concept de «révolution en permanence» et par ses tactiques de «politique de l'échiquier», à savoir le soutien à telle ou telle bourgeoisie pour aider au développement des forces productives!). Il se contentera de prôner l'application, adaptée aux circonstances, d'une idéologie: le marxisme, qui fut répandue au fur et à mesure du développement de la social- démocratie internationale, autrement dit de l'intégration progressive du prolétariat dans le système capitaliste **avant 1914**. Il se bornera à défendre cette ligne idéologique contre toutes les «déviation» qu'elles soient «droitières» (le révisionnisme de Bernstein) ou «centristes» (l'orthodoxie de Kautsky). Redressant la barre du navire en perdition, il se voulut en fait le seul et véritable «orthodoxe». Déjà, dans «Que faire?», il se référait à «Engels et l'importance de la lutte théorique» (un des sous-titres du chapitre I) en disant: «*Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. On ne saurait trop insister sur cette idée à une époque où l'engouement pour les*

(5) A l'époque, Marx et Engels n'avaient pas fait publier cet ouvrage qui resta à l'état de manuscrit, et donc inédit, jusqu'en 1933. Lénine n'en eut pas connaissance de son vivant ... mais ceci ne veut pas signifier que s'il l'avait lu, il en serait pour autant devenu révolutionnaire!

formes les plus étroites de l'action pratique va de pair avec la propagande à la mode de l'opportunisme».

Et, pour appuyer ses affirmations, il reprenait une longue citation d'Engels extraite de sa «Préface de 1875 à la Guerre des Paysans»; citation déjà utilisée par nous-mêmes dans la partie précédente et dont nous donnons à nouveau un des passages les plus caractéristiques:

... «Ce sera notamment le devoir des chefs de s'instruire de plus en plus dans toutes les questions théoriques, de se libérer de plus en plus de l'influence des phrases traditionnelles de l'ancienne conception du monde, et de ne jamais perdre de vue que le socialisme, depuis qu'il est devenu une science, veut être traité comme une science, c'est-à-dire étudié. Il faudra donc redoubler d'ardeur pour répandre parmi les masses ouvrières la conscience ainsi acquise et de plus en plus lucide, consolider toujours plus fortement l'organisation du Parti et celle des syndicats» (...)

Mais c'est surtout plus tard, après la «rupture» de 1914, que Lénine consacrera son sixième et dernier chapitre de «L'Etat et la Révolution» (1917) à ce qu'il appellera «l'avilissement du marxisme par les opportunistes» particulièrement sur «la question de l'attitude de la révolution prolétarienne envers l'État». Il est révélateur que pour mieux combattre Kautsky, Lénine soit obligé de se servir d'un article d'A. Pannekoek (6) intitulé «L'Action de masse et la révolution» et paru dans la «Neue Zeit» en 1912. Voici comme il le présente:

«Pannekoek, adversaire de Kautsky, était l'un des représentants de la tendance «radicale de gauche» qui comptait dans ses rangs Rosa Luxembourg, Karl Radek, d'autres encore. Préconisant la tactique révolutionnaire, ils s'accordaient à reconnaître que Kautsky adoptait une position «centriste», dénuée de principes, et oscillait entre le marxisme et l'opportunisme. La justesse de cette appréciation a été pleinement démontrée par la guerre, lorsque la tendance dite «du centre» (appelée à tort marxiste) ou «kautskyste», s'est révélée dans toute sa hideuse indigence.»

Cependant, la façon dont il se sert de cet article de Pannekoek est encore plus révélatrice **de sa position bourgeoise de «défense du marxisme»** (!). En effet, après l'avoir cité, Lénine déclare:

«La formule dont Pannekoek a revêtu sa pensée souffre de très graves défauts. Néanmoins, l'idée est claire...»

Or, voici la citation utilisée:

«La lutte du prolétariat n'est pas simplement une lutte contre la bourgeoisie pour le pouvoir d'Etat; c'est une lutte contre le pouvoir d'Etat... La révolution prolétarienne consiste à anéantir les instruments de la force de l'État et à les éliminer (Auflösung, littéralement: dissoudre) par les instruments de la force du prolétariat... La lutte ne cesse qu'au moment où le résultat final est atteint, au moment où l'organisation d'Etat est complètement détruite

(6) Lénine utilise sans vergogne ceux qui avaient amorcé un processus de rupture théorique avec la S-D bien avant 1914, alors que lui gardait sa confiance dans le BSI comme nous l'avons souligné au début; puis il les rejette quand la conjoncture a changé, à savoir lorsque le parti bolchevik est au pouvoir: cf. «Le Gauchisme ou la maladie infantile du Communisme», livre de 1920 où il critique les courants communistes de gauche, en premier lieu la gauche germano-hollandaise dont Pannekoek faisait partie avec H. Gorter qui écrira une «Réponse à Lénine» (ed. Spartacus, série B, n. 109). Voir la partie sur le «concept Ultra-Gauche».

L'organisation de la majorité prouve sa supériorité en anéantissant l'organisation de la minorité dominante».

Il est clair que Pannekoek en revient ici au Marx qui tirait les leçons de la Commune: destruction de la machine d'Etat par une dictature révolutionnaire du prolétariat qui n'instaure pas une nouvelle forme d'Etat, fût-elle «prolétarienne» (!).

Les «très graves défauts» sont ceux de Lénine qui critique l'opportunisme de Kautsky (conquête du pouvoir politique sans détruire l'appareil d'Etat existant), avec les lunettes de la conception social-démocrate «orthodoxe» ayant **interprété** les leçons de Marx:

*«Marx nous apprend à éviter ces deux erreurs (note: c'est-à-dire opportuniste et anarchiste): il nous apprend à faire preuve de la plus grande audace dans la destruction totale de la vieille machine d'Etat; il nous enseigne d'autre part à poser le problème d'une façon concrète: la Commune a pu, en quelques semaines, **commencer** à construire une machine d'Etat **nouvelle**, prolétarienne procédant de telle et telle façon, en prenant les mesures précitées tendant à assurer une plus grande démocratie et à extirper le bureaucratisme».*

Et voilà, ruse de l'idéologie, l'Etat qui avait été jeté par la porte, est réintroduit par la fenêtre, agrémenté des qualificatifs «nouveau», «prolétarien», etc...

La conception «léniniste» du Parti découle logiquement des conceptions de Lénine sur la conscience socialiste et son introduction dans le mouvement spontané de la classe ouvrière, ainsi que de celles sur le marxisme et sa défense contre tous les avilissements.

3. LA CONTINUITÉ SOCIAL-DÉMOCRATE «REVUE ET CORRIGÉE» PAR LÉNINE OU... LA CONCEPTION «MARXISTE-LÉNINISTE» DU PARTI

Lénine allait appliquer dans la pratique, jusqu'à leurs ultimes conséquences, les aspects négatifs de Marx sur la conception organisationnelle que la S-D allemande avait déjà amplifiés. Les conditions particulières de la Russie tsariste y contribuèrent en premier lieu, le poids du parti bolchevik une fois au pouvoir (fondation de la II^e Internationale, incarnation de la «réussite du marxisme») fit ensuite le reste.

Ainsi, d'abord, comme le dit J. Barrot (texte déjà mentionné) :

*«Il va de soi que cette union tant souhaitée du mouvement ouvrier et du socialisme ne pouvait se réaliser de la même manière dans les conditions allemandes et dans les conditions russes. Mais il est important de voir que les divergences profondes du bolchévisme sur le terrain organisationnel ne résultent pas de conceptions différentes, mais bien uniquement de l'application des **mêmes principes** dans des situations politiques, économiques et sociales différentes».*

Adaptant la conception social-démocrate du Parti détenteur de la conscience aux conditions de la Russie du début du siècle. Lénine renforce le caractère **élitiste** de ce Parti. Il développe ainsi les notions de **révolutionnaires professionnels**, d'organisation la plus **sélective** et la plus **conspirative** possible. Avec ce dernier point qu'il justifie par les nécessités de la lutte clandestine face aux menaces de répression et d'infiltration par la police tsariste (l'Okhrana), Lénine

s'inspire des méthodes théorisées par A. Blanqui, en France, au XIXe siècle. Voici ce qu'il écrit au sujet de ces trois notions:

«La lutte politique de la social-démocratie est beaucoup plus large et plus complexe que la lutte économique des ouvriers contre le patronat et le gouvernement. De même (et de ce fait), l'organisation d'un parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un autre type que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être d'abord, professionnelle; ensuite, la plus large possible; enfin, la moins conspirative possible (ici et plus loin, je ne parle, bien entendu, que de la Russie autocratique). Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire (c'est pourquoi, d'ailleurs, parlant d'une organisation de révolutionnaires, je songe aux révolutionnaires social-démocrates)... Cette organisation doit inévitablement être peu étendue et la plus clandestine possible.» (Que Faire?, chap. IV: le dilettantisme artisanal des économistes et l'organisation des révolutionnaires, sous-titre l'organisation des ouvriers et l'organisation des révolutionnaires).

Pour organiser, encadrer et diriger les luttes ouvrières, Lénine va mettre l'accent sur le **fonctionnement du noyau de ces révolutionnaires professionnels**. La sélection organisationnelle et le travail clandestin imposent discipline, ultra-centralisme, anti-démocratie. L'efficacité avant tout réclame des décisions **secrètes** prises par une élite qui ne peut donc pas être contrôlée par les masses suivant et appliquant ses consignes. C'est tout l'enjeu de la polémique contre les tendances dites «économistes» (Boris Kritchovski, Martynov) de «l'Union des Social-Démocrates russes à l'étranger» qui publiait le journal «Rabotchéié Diélo» (La Cause Ouvrière) et critiquait l'anti-démocratie de l'Iskra:

*«Essayez un peu de faire tenir ce tableau dans le cadre de notre autocratie! Est-il concevable chez nous que tous ceux «qui reconnaissent les principes du programme du parti et soutiennent ce dernier dans la mesure de leurs forces», contrôlent chaque pas fait par des révolutionnaires clandestins? Que tout le monde fasse un choix parmi ces derniers, alors que le révolutionnaire est obligé, dans l'intérêt du travail, de dissimuler aux neuf dixièmes de ce «tout le monde», qui il est? Si l'on réfléchit un peu au sens véritable des formules grandiloquentes du Rabotchéié Diélo, on comprendra que le «large démocratisation» de l'organisation du parti, dans les ténèbres de l'autocratie, sous le régime de la sélection pratiquée par les gendarmes, n'est qu'un **hochet inutile et nuisible**. C'est un hochet inutile car, en fait, aucune organisation révolutionnaire n'a jamais appliqué, et ne pourra jamais appliquer malgré tout son bon vouloir, un **large démocratisation**. C'est un hochet nuisible, car les tentatives d'appliquer dans la réalité le «principe d'une large démocratie» ne font que faciliter les larges rafles de la police et perpétuer le règne du dilettantisme artisanal, détourner la pensée des praticiens de leur tâche sérieuse, impérieuse, qui est de faire leur éducation de révolutionnaires professionnels, vers la rédaction de statuts «bureaucratiques» détaillés sur les systèmes d'élections. Ce n'est qu'à l'étranger, où souvent des hommes s'assemblent qui n'ont pas la possibilité de faire œuvre utile, pratique, qu'a pu se développer, surtout dans les petits groupes, cette manie de «jouer au démocratisation». (Que faire?, chap. IV, idem. sous-titre: l'organisation «conspirative» et le «démocratisation»).*

Cette polémique sur le fonctionnement organisationnel du Parti va ensuite aboutir au sein du POSDR à la trop «fameuse» scission de son IIe congrès, à

Londres, entre bolchéviques (majoritaires) et menchéviques (minoritaires) en 1903. En aucun cas, il ne s'agit d'un débat de fond qui opposerait deux conceptions différentes sur les rapports des révolutionnaires et de leur organisation avec la classe (7). Le problème est de savoir quel type de Parti, quelle catégorie de chefs (conspirateurs ou démocrates) dirigeront le prolétariat russe!!! A propos de cette scission. Lénine va revenir sur ses thèses de l'organisation exposées dans «Que faire?» et les développer dans «Un pas en avant, deux pas en arrière», en 1904. Il insiste sur la nécessité de la discipline et de l'ultra-centralisme car l'organisation du Parti doit s'inspirer de celle de l'usine capitaliste qui inculque ces «valeurs» aux ouvriers:

«Cette fabrique qui, à d'aucuns, semble être un épouvantail, pas autre chose, est précisément la forme supérieure de la coopération capitaliste, qui a groupé, discipliné le prolétariat, lui a enseigné l'organisation, l'a mis à la tête de toutes les autres catégories de la population laborieuse et exploitée. C'est le marxisme, idéologie du prolétariat éduqué par le capitalisme (note de J.T.: sic!), qui a enseigné et enseigne aux intellectuels inconstants la différence entre le côté exploiteur de la fabrique (discipline basée sur la crainte de mourir de faim) et son côté organisateur (discipline basée sur le travail en commun résultant d'une technique hautement développée). La discipline et l'organisation, que l'intellectuel bourgeois a tant de peine à acquérir, sont assimilées très aisément par le prolétariat, grâce justement à cette «école» de la fabrique. La crainte mortelle de cette école, l'incompréhension absolue de son importance comme élément d'organisation, caractérisent bien le mode de pensée qui reflète les conditions d'existence petites-bourgeoises, engendre cet aspect de l'anarchisme que les social-démocrates allemands appelle Edelanarchimus, c'est-à-dire l'anarchisme du monsieur «distingué», l'anarchisme de grand seigneur, dirais-je. Cet anarchisme de grand seigneur est particulièrement propre au nihiliste russe. L'organisation du parti lui semble une monstrueuse « fabrique»; la soumission de la partie au tout et de la minorité à la majorité lui apparaît comme un «asservissement» (cf. les feuillets d'Axelrod); la division du travail sous la direction d'un organisme central lui fait pousser des clameurs tragi-comiques contre la transformation des hommes en «rouages et ressorts» et il voit une forme particulièrement intolérable de cette transformation dans la transformation des rédacteurs en collaborateurs; le seul rappel des statuts d'organisation du Parti provoque chez lui une grimace de mépris et la remarque dédaigneuse (à l'adresse des « formalistes») que l'on pourrait se passer entièrement de statuts» (cf. chapitre q) La Nouvelle Iskra, l'opportunisme en matière d'organisation -souligné par nous-

Dans son texte «Questions d'organisation dans la S-D russe», (voir partie suivante) Rosa Luxembourg dénoncera cette conception du centralisme organisationnel comme étant imprégnée de «l'esprit stérile du veilleur de nuit» (!). Elle critiquera également l'expression de «Jacobin lié indissolublement à l'organisation du prolétariat» qui est utilisée par Lénine pour qualifier le «révolutionnaire» social-démocrate (les guillemets sont de nous!) et son rapport avec la classe ouvrière. On peut mesurer combien ce qualificatif de «Jacobin» est révélateur des positions bourgeoises de Lénine puisqu'il l'emprunte à la révolution française de 1789 et l'oppose à ses adversaires qu'il traite de «Girondins».

(7) Cf. la brochure du PIC: «Leçons de la révolution russe: les racines d'octobre 17» («Bolchéviques et menchéviques», p. 23/27).

Comme nous l'avons dit à propos de ses thèses sur la conscience socialiste, la révolution de 1905 et l'apparition des soviets ne modifieront **en rien** les thèses de Lénine et de sa fraction bolchevik sur l'organisation. Pour s'en convaincre, il suffit de lire le texte intitulé: «Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique» (juillet 1905) dans lequel Lénine se contente d'exposer ses divergences tactiques avec les menchéviks, face à un processus analysé comme se déroulant sur le terrain de la bourgeoisie. Ainsi, il écrit dans la «Préface»:

«Il est certain que la révolution nous instruira, qu'elle instruira les masses populaires. Mais ce dont il s'agit pour un parti politique engagé dans la lutte, c'est de savoir si nous saurons enseigner quelque chose à la révolution. Saurons-nous mettre à profit la justesse de notre pensée social-démocrate, notre liaison avec le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout, pour marquer la révolution d'une empreinte prolétarienne, pour l'amener à une victoire vraiment décisive en fait et non en paroles, pour paralyser l'instabilité, l'ambiguïté et la perfidie de la bourgeoisie démocratique?»

L'objectif primordial du «marxisme-léninisme», fils naturel de la S-D, est ici exprimé: le prolétariat – sous la direction de «son» Parti - doit assumer –les tâches démocratiques à la place de la bourgeoisie. Simplement, tenant compte du poids de la paysannerie en Russie, Lénine ajoute celle-ci à la classe ouvrière comme alliée privilégiée et forge le mot d'ordre de «Dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie» (!).

Pour imposer ses options organisationnelles. Lénine va alors mener une offensive en direction du BSI au sein duquel il privilégiera ses activités jusqu'en 1914 (cf. le début de notre analyse du concept «léniniste»). Il chercha à éliminer Plekhanov comme représentant du Parti S-D russe auprès du BSI pour prendre sa place. Georges Haupt en explique parfaitement les raisons:

«Quels sont les motifs qui ont pu pousser Lénine, dans la conjoncture révolutionnaire de la Russie à cette date, à poser avec tant d'insistance un problème à première vue mineur? En fait, la question de la représentation du POSDR au BSI, c'était un épisode de la lutte entre Bolchéviks et Menchéviks. S'il obtenait de participer de plein droit au BSI, dont le prestige et l'autorité morale étaient grands, Lénine évitait l'isolement: il imposait la reconnaissance de sa fraction à la face de l'Internationale. Au surplus, d'autres motifs plus particuliers l'animaient que nous trouvons exposés dans ses lettres au Comité central. Tout d'abord, des motifs financiers: le partage des fonds recueillis par le socialisme international en faveur de la révolution russe, soulevait de vives discussions entre les socialistes russes et polonais appartenant aux diverses fractions et groupements. Ensuite, des motifs politiques: Lénine comptait exercer une influence au BSI, sur les «affaires russes», sur l'orientation et l'esprit des manifestes et circulaires que le BSI lançait au nom de la Russie révolutionnaire et au sujet de la révolution russe. Il comptait enfin, au cas où se réunirait la conférence convoquée par le BSI, pour résoudre la question de l'unité de la S-D russe, travailler à préparer la fusion sur une base favorable aux Bolchéviks. Il avait d'ailleurs, fin juillet 1905, déjà élaboré un plan tactique détaillé à ce sujet; la seule condition qu'il posait au secrétariat du BSI étant que la conférence projetée garde «le caractère d'une délibération préliminaire». Le comité exécutif du BSI et son secrétaire Camille Huysmans ignorèrent sans doute les difficultés que Lénine eut à résoudre avec son Comité Central. Ils le considéraient comme le représentant autorisé de celui-ci et, au début de novembre 1905, ils acceptent sans aucune réticence la nomination officielle de Lénine comme délégué au BSI, nomination signée par le Comité

Central du POSDR.» (cf. Correspondance entre Lénine et Camille Huysmans, 1905-1914).

Pendant la guerre, en 1916, pour rassembler la gauche social-démocrate vis-à-vis de la droite (révisionnistes) et du centre («orthodoxes») de la IIe Internationale qui avaient envoyé le prolétariat servir de chair à canon sur les différents fronts militaires. Lénine (dont le «défaitisme révolutionnaire» recouvrait en fait une politique anti-tsariste visant à instaurer le capitalisme d'Etat en Russie) posa comme une des exigences de ce regroupement la rupture avec le BSI. Après Zimmerwald, avec la chute de l'autocratie et le déclenchement de la révolution de février 1917 en Russie, il «radicalisa» encore davantage ses positions, y compris vis-à-vis de la majorité de «son» Parti bolchévik (cf. Les thèses d'avril 17), pour mieux «coller» au mouvement. Ce fut la période du slogan «Tout le pouvoir aux Soviets» dont il avait enfin compris l'importance par rapport à 1905. Mais derrière cette radicalisation apparente, il y avait toujours l'optique d'une prise du pouvoir par le Parti d'Avant-Garde. Cela transparait même dans le livre «L'Etat et la Révolution» (août 1917) où Lénine voulait pourtant apparaître comme étant le plus à «l'école des masses» (!):

«En éduquant le parti ouvrier, le marxisme éduque une avant-garde du prolétariat capable de prendre le pouvoir et de mener le peuple tout entier au socialisme, de diriger et d'organiser un régime nouveau, d'être l'éducateur, le guide et le chef de tous les travailleurs et exploités pour l'organisation de leur vie sociale, sans la bourgeoisie et contre la bourgeoisie. Au contraire, l'opportunisme régnant éduque, dans le parti ouvrier, des représentants des travailleurs les mieux rétribués qui se détachent de la masse, qui «s'accrochent» assez bien du régime capitaliste et vendent pour un plat de lentilles leur droit d'ainesse, c'est-à-dire qu'ils abdiquent leur rôle de chefs révolutionnaires du peuple dans la lutte contre la bourgeoisie».

Pour la prise du pouvoir en octobre 1917, Lénine théorisa et mit en pratique un véritable **coup d'Etat** en prenant la décision de l'insurrection contre le gouvernement de Kerenski **sans tenir compte de l'organisation des Soviets**. Une fois au pouvoir, le substitutisme du Parti bolchévik ne fit que s'affirmer en suivant la logique de l'instauration d'un capitalisme d'Etat. Octobre déclencha un processus de contre-révolution qui, avec la signature du traité de paix de Brest-Litovsk (8), signifia «un coup d'arrêt» porté à la révolution prolétarienne non seulement en Russie, mais aussi à l'échelle mondiale. La création de la 11e Internationale pour renforcer la défense de l'Etat russe contribua à étouffer toutes les luttes autonomes du prolétariat en Europe occidentale et plus particulièrement en Allemagne. Lénine entreprit alors de justifier sa politique en faisant taire toutes les velléités d'opposition au sein des différents PC et de la IIe Internationale. Il mena en premier lieu une lutte farouche contre la gauche germano-hollandaise dont les thèses avaient abouti à une scission **majoritaire** dans le PC allemand (KPD) et à la formation d'un Parti Communiste **Ouvrier** d'Allemagne (KAPD). Ainsi, il écrivit «La maladie infantile du communisme: le gauchisme», 1920, où il précise nettement ses conceptions sur le Parti:

«Nier la nécessité du parti et de la discipline du parti, voilà où en est arrivée l'opposition. Or cela équivaut à désarmer entièrement le prolétariat au

(8) Cf. «Traité de Brest-Litovsk 1918: coup d'arrêt à la révolution», Ed. Spartacus, série B, n. 77.

profit de la bourgeoisie. Cela équivaut précisément à faire siens ces défauts de la petite-bourgeoisie qui sont la dispersion, l'instabilité, l'inaptitude à la fermeté, à l'union, à l'action conjuguée, défauts qui causeront inévitablement la perte de tout mouvement révolutionnaire du prolétariat, pour peu qu'on les encourage. Nier du point de vue du communisme la nécessité du parti, c'est sauter de la veille de la faillite du capitalisme (en Allemagne), non pas dans la phase inférieure ou moyenne du communisme, mais bien dans sa phase supérieure. En Russie, nous en sommes encore (plus de deux ans après le renversement de la bourgeoisie) à faire nos premiers pas dans la voie de la transition du capitalisme au socialisme, ou stade inférieur du communisme. Les classes subsistent, et elles subsisteront partout, pendant des années après la conquête du pouvoir par le prolétariat. Peut-être ce délai sera-t-il moindre en Angleterre où il n'y a pas de paysans (mais où il y a cependant des petits patrons)! Supprimer les classes, ce n'est pas seulement chasser les grands propriétaires fonciers et les capitalistes, — ce qui nous a été relativement facile —, c'est aussi supprimer les petits producteurs de marchandises; or ceux-ci, on ne peut pas les chasser, on ne peut pas les écraser, il faut faire bon ménage avec eux. On peut (et on doit) les transformer, les rééduquer, — mais seulement par un travail d'organisation très long, très lent et très prudent. Ils entourent de tous côtés le prolétariat d'une ambiance petite-bourgeoise, ils l'en pénètrent, l'en corrompent; ils suscitent constamment au sein du prolétariat des récidives de défauts propres à la petite-bourgeoisie: manque de caractère, dispersion, individualisme, passage de l'enthousiasme à l'abattement. Pour y résister, pour permettre au prolétariat d'exercer comme il se doit, avec succès et victorieusement, son rôle d'organisateur (qui est son rôle principal), le parti politique du prolétariat doit faire régner dans son sein une centralisation et une discipline rigoureuses. La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société. La force de l'habitude chez les millions et les dizaines de millions d'hommes est la force la plus terrible. Sans un parti de fer trempé dans la lutte, sans un parti jouissant de la confiance de tout ce qu'il y a d'honnête dans la classe en question, sans un parti sachant observer l'état d'esprit de la masse et influencer sur lui, il est impossible de soutenir cette lutte avec succès. Il est mille fois plus facile de vaincre la grande bourgeoisie centralisée que de «vaincre» les millions et les millions de petits patrons; or ceux-ci, par leur activité quotidienne, coutumière, invisible, insaisissable, dissolvante, réalisent les mêmes résultats qui sont nécessaires à la bourgeoisie. Celui qui affaiblit tant soit peu la discipline de fer dans le parti du prolétariat (surtout pendant sa dictature), aide en réalité la bourgeoisie contre le prolétariat».

De la justification du Parti à celle de la dictature en son sein pour assurer la dictature du Parti sur le prolétariat... Tout était dit!!!

4. TROSTKY: DE LA CRITIQUE DU PARTI BOLCHEVIK A SON APOLOGIE

A. UN CRITIQUE DE LA CONCEPTION «LÉNINISTE» DU PARTI

Comme les léninistes, les courants trotskystes de toutes sortes ont toujours essayé de justifier l'image d'un Trotsky «fidèle» aux thèses de Lénine, converti dès le début aux dogmes du bolchévisme. Ils furent engagés dans

cette voie par Trotsky lui-même qui, pour les besoins de sa cause dans son opposition à Staline, ne fit que minimiser les divergences l'ayant opposé à Lénine avant son adhésion tardive au Parti bolchévique (août 1917), et principalement celles qui s'étaient exprimées avec force avant 1905. La reprise des luttes de classe à l'échelle mondiale depuis 1968, par exemple le mouvement de mai-juin de la même année en France, a permis la publication et la discussion autour des textes dans lesquels Trotsky s'opposait à Lénine et au bolchévisme (textes que les divers partis trotskystes ou différentes quatrièmes internationales tenaient sous le boisseau).

Ainsi, délégué de l'Union Sibérienne du POSDR au II^e congrès de ce Parti qui s'acheva à Londres par la scission entre Bolchéviks et Menchéviks, Trotsky se retrouva du côté des «minoritaires» et il eut donc une courte période «menchévik» qui dura de la fin du congrès en août 1903 à la publication de «Nos Tâches politiques» en août 1904 (9). Il commença à dénoncer Lénine pour ses ambitions à vouloir s'emparer de la direction du POSDR et pour ses positions dictatoriales. En septembre 1903, il rédigea la résolution menchévik qui confirmait le boycott des organes centraux du Parti contrôlés par les Bolchéviks. Mais c'est surtout avec la publication du «Rapport de la délégation sibérienne», début 1904 (10), que ses attaques contre Lénine vont prendre de l'ampleur. Comme l'explique Denis Authier — traducteur de ce texte — dans son intéressante **préface**:

«Le prétexte de cette brochure était la nécessité pour le délégué de faire un rapport à ses mandants sur son activité au congrès. Mais cette brochure est avant tout une défense des positions et des attitudes de la «minorité» et une attaque contre Lénine. Ce texte montre mieux ce qui s'est passé au II^e congrès qu'«Un pas en avant, deux pas en arrière», publié quatre mois plus tard. Le «Rapport» contient déjà à l'état embryonnaire les idées qui seront développées dans «Nos Tâches politiques»: en particulier, la critique du «robepierrisme» de Lénine et l'idée que la «substitution» du Parti à la classe signifie à bref délai la substitution de l'organisation au Parti, du Comité Central à l'organisation et finalement du dictateur au Comité Central».

Que l'on en juge par deux citations extraites de la dernière partie du «Rapport...» où Trotsky reproche à Lénine d'avoir forgé sa dictature grâce à d'anciens «économistes repentis» qui n'ont fait que le suivre par opportunisme pour appartenir à la majorité et occuper des postes:

*«Le Comité central, créé par le II^e congrès, n'est rien d'autre qu'une agence, placée sous l'administration du Conseil, qui, à son tour, n'est que la deuxième hypostase de la Rédaction. Evidemment, un tel Comité Central ne risque pas de devenir une direction politique. Il ne faut pas attendre de lui qu'il se mette à agir et à penser de façon indépendante. Le travail créateur suppose la libre initiative; celle-ci peut mener à l'«insoumission». Le rôle du Comité central, selon Lénine, est totalement différent. Il doit être le garde- chiourme du centralisme. Il dissout les oppositions et ferme les portes du Parti. Pour exprimer, devant le congrès, la signification du Comité central, le camarade Lénine a montré... le poing (nous parlons sans **métaphore**) comme symbole politique du Comité central. Nous ne savons pas si cette mimique centraliste est enregistrée dans les procès-verbaux. Souhaitons-le, car ce poing couronne tout l'édifice.»*

(9) Cf. Ed. Belfond, coll. «Changer la vie».

(10) Cf. Ed. Spartacus, série B, n. 31.

«... le camarade Lénine transforma le modeste Conseil en un Comité de Salut Public tout-puissant, afin de prendre sur lui le rôle de l'incorruptible. Tout ce qui se trouvait en travers de son chemin devait être balayé. La perspective de la destruction de la montagne iskriste n'a pas arrêté le camarade Lénine. Il s'agissait simplement, par l'intermédiaire du Conseil, d'instituer sans résistance une « République de la Vertu et de la Terreur ». La dictature de Robespierre par l'intermédiaire du Comité de Salut Public ne pouvait tenir que si l'on sélectionnait des gens « fidèles » dans le Comité lui-même, et que si l'on plaçait, à toutes les fonctions importantes de l'Etat, des créatures de l'Incorruptible. Sinon, le dictateur tout puissant serait resté suspendu en l'air. La première condition fut donnée, dans notre robespierrade caricaturale, par la liquidation de l'ancienne Rédaction. Une seconde condition fut également assurée: sélection appropriée des membres du Comité central et, d'autre part, institution du filtre de l'unanimité » et de la « cooptation mutuelle ». La nomination de tous les autres « dignitaires » dépend du Comité central; le travail de ce dernier est placé sous le contrôle vigilant du Conseil. Voilà, camarades, l'appareil administratif qui doit gouverner la République de la « Vertu » orthodoxe et de la « Terreur » centraliste.»

En avril 1904, Trotsky commence à avoir des divergences avec la fraction menchévik. Mais, dans sa préface à «Nos Tâches politiques» qu'il écrit en août de la même année, il revendique encore son appartenance à celle-ci. Par rapport à la scission au sein du POSDR, Trotsky veut s'efforcer d'élargir le débat en trouvant les raisons profondes qui expliquent la rupture. En ce sens, son livre — élaboré entre avril et août 1904 — se rapproche beaucoup de l'article de Rosa Luxembourg: «Questions d'organisation dans la S-D russe» (cf. partie suivante). Il s'inspire de plus, assez souvent, de textes écrits par Martov, Plékhanov et Axelrod qui critiquaient le bureaucratisme, le jacobinisme, ..., de la «majorité» et de Lénine, en particulier dans «Que faire?» ou dans «Un pas en avant deux pas en arrière». Ainsi, de nombreux passages de «Nos Tâches politiques» ne sont que des développements d'un article d'Axelrod (11) intitulé: «L'Unification de la S-D russe et ses tâches», et publié dans les numéros 55 et 57 de l'Iskra (fin 1903). En effet, cet article prévoit la politique bourgeoise dans laquelle les bolchéviks vont entraîner le Parti. Cependant, Trotsky se différencie de ces littérateurs menchéviks par l'annonce d'un processus révolutionnaire imminent dont le contenu ne serait pas uniquement bourgeois. C'est d'ailleurs dans la question de l'auto-détermination du prolétariat et de sa politique de classe autonome qu'il voit «la source de toutes les divergences, le foyer de tous les troubles internes qui ont jusqu'à maintenant déchiré le Parti!» Et il condamne, amorçant ainsi sa rupture avec les menchéviks, autant les bolchéviks qualifiés de «politiques» que les orthodoxes à la Plékhanov appelés «économistes» (les guillemets sont de Trotsky lui-même) car ni les uns ni les autres ne comprennent **la nécessité du développement de l'auto-activité révolutionnaire des masses:**

*«Plus la distance qui sépare les facteurs objectifs et subjectifs est grande, c'est-à-dire plus la culture politique du prolétariat est faible, plus naturelle est l'apparition dans le Parti de ces méthodes qui, sous une forme ou sous une autre, ne manifestent qu'une sorte de **passivité** devant les difficultés colossales de la tâche qui nous incombe. Le renoncement politique des «économistes» comme le «substitutionnisme» politique de leurs antipodes, ne sont rien d'autre*

(11) Trotsky dédie d'ailleurs «Nos Tâches politiques» à celui qu'il appelle «mon cher maître, Pavel Borisovitch Axelrod».

qu'une tentative du jeune Parti social-démocrate pour «ruser» avec l'histoire».

«Si les «économistes» ne dirigent pas le prolétariat, puisqu'ils marchent à sa traîne, les «politiques» ne font pas mieux, pour la bonne raison qu'ils remplissent eux-mêmes ses devoirs, à sa place. Si les «économistes» se sont dérobés devant l'énormité de leur tâche, se contentant de l'humble rôle de marcher à la queue de l'histoire, les «politiques», au contraire, ont résolu le problème en s'efforçant de transformer l'histoire en leur propre queue».

Ainsi, Trotsky rejette la conception organisationnelle qui comprend le rapport intelligentsia/prolétariat uniquement sous la forme de relations maître/élèves et qui en arrive donc à substituer le Parti à la classe ouvrière. Il concentre particulièrement ses critiques contre les thèses des «politiques», c'est à dire contre la fraction de Lénine:

«Le groupe des «révolutionnaires professionnels» marchait non pas à la tête du prolétariat conscient, il agissait (dans la mesure où // agissait) à la place du prolétariat.»

«Le prolétariat, ce même prolétariat dont on vous disait hier qu'il «tend spontanément au trade-unionisme» est convié dès aujourd'hui à donner des leçons de discipline **politique!** Et à qui? A cette même intelligentsia à qui, selon le schéma d'hier, était imparti le rôle d'apporter de l'extérieur au prolétariat la conscience politique prolétarienne! Hier le prolétariat rampait dans la poussière; aujourd'hui le voilà élevé à des sommets inattendus! Hier encore l'intelligentsia était porteuse de la conscience socialiste, aujourd'hui on veut la faire passer par les verges de la discipline de fabrique!» (Trotsky souligne ici les contradictions de Lénine entre ses analyses de «Que Faire?» et celles d'«Un pas en avant, deux pas en arrière»).

«... si l'on tente de transposer les méthodes de la pensée et de la tactique jacobines dans le domaine de la lutte de classe du prolétariat, on n'aboutit qu'à une pitoyable caricature du jacobinisme, mais pas à la social-démocratie: la social-démocratie n'est pas le jacobinisme et encore moins une caricature de ce dernier.»

«Ce n'est pas un hasard, mais un fait caractéristique, si le chef de l'aile réactionnaire de notre Parti, le camarade Lénine (reprenant sa comparaison avec Robespierre — cf. Rapport de la délégation sibérienne —, Trotsky l'appelle aussi: «Maximilien Lénine», note de J. T.) s'est cru psychologiquement obligé, en maintenant les méthodes tactiques d'un jacobinisme caricatural, de donner de la social-démocratie une définition qui n'est autre qu'un **attentat théorique contre le caractère de classe de notre Parti**. Oui, un attentat théorique, non moins dangereux que les idées «critiques» d'un quelconque Bernstein» (allusion à la définition de Lénine sur le social-démocrate jacobin).

«En tout cas, les auteurs de ce document ont le courage d'affirmer tout haut que la dictature du prolétariat leur apparaît sous les traits de la dictature **sur le prolétariat**: ce n'est pas la classe ouvrière qui, par son action autonome, a pris dans ses mains le destin de la société, mais une «organisation forte et puissante» qui, régnant sur le prolétariat et à travers lui sur la société, assure le passage au socialisme. Pour préparer la classe ouvrière à sa domination politique, il est indispensable de développer et de cultiver son auto-activité, l'habitude de contrôler activement, en permanence, tout le personnel exécutif de la Révolution. Voilà la grande tâche **politique** que s'est fixée la social-démocratie internationale. Mais pour les «jacobins sociaux-démocrates», pour les intrépides représentants du substitutionnisme politique, l'énorme tâche **sociale et politique** qu'est la préparation d'une classe au pouvoir d'Etat, est remplacée

par une tâche **organisationnelle-tactique**; la fabrication d'un appareil de pouvoir (Trotsky vise 3 comités de l'Oural dont les membres, partisans de Lénine, avaient élaboré un document paru dans le supplément au n. 63 de l'Iskra).

Les divergences avec les menchéviks s'approfondirent. D'abord, la tendance de Plékhanov accusa Trotsky d'être trop violent dans ses attaques contre Lénine et les bolchéviks. Un certain nombre de Comités réagirent contre un de ses articles polémiques vis-à-vis de ces derniers et la rédaction de l'Iskra en vint à l'exclure car Plékhanov menaçait de démissionner. Mais, plus fondamentalement, ce sont les positions d'une fraction des menchéviks, Dan et Véra Zassoulitch, prônant une alliance avec les courants libéraux russes, qui poussèrent Trotsky à rompre tout contact avec les cercles menchéviks. Ainsi, un mois à peine après la publication de «Nos Tâches politiques» (septembre 1904), il envoya à l'Iskra une «Lettre ouverte aux camarades» dans laquelle il expliquait les raisons de sa rupture (12). Cette lettre ne fut jamais publiée et Trotsky conserva une position médiane, dite «au-dessus des fractions», jusqu'à l'été 1917.

Du point de vue de sa critique, avant 1905, du concept léniniste de Parti, Trotsky représente effectivement une tendance révolutionnaire, au même titre que Rosa Luxembourg. Mais, comme elle, ses positions comportent de **grandes limites** car le poids des erreurs du concept marxiste et de son héritage social-démocrate se fait sentir quand il s'agit de définir positivement ce que peut être une organisation de révolutionnaires et ses rapports avec le prolétariat. La notion de Parti est conservée et même s'il est conçu comme ne devant pas se substituer à l'auto-activité des masses, il reste une **avant-garde**, plus ou moins large en fonction de la période, qui doit initier les couches retardataires du prolétariat à la conscience de classe, grâce au marxisme:

*« Nous pouvons définir les frontières **formelles** du Parti de façon plus étroite ou plus large, plus «molle» ou plus «dure» (13), cela dépend de toute une série de causes objectives, de considérations de tact et de rationalité politique. Mais quelles que soient les dimensions que nous lui fixions, il est clair que notre Parti représentera toujours, en allant du centre vers la périphérie, toute une série de cercles concentriques qui augmentent en nombre mais diminuent en niveau de conscience. Les éléments les plus conscients, et par là, les plus révolutionnaires seront toujours «en minorité» dans notre Parti. Et si nous «admettons» cette situation (et nous nous y faisons), cela ne peut être expliqué que par notre foi dans la «destinée» social-révolutionnaire de la classe ouvrière, autrement dit par notre foi dans la «réception» inévitable des idées révolutionnaires, comme celles qui «conviennent» le plus au mouvement historique du prolétariat. Nous croyons que la pratique de classe élèvera – grâce à la lumière du marxisme – le niveau des éléments moins conscients, et attirera dans son orbite les éléments encore totalement inconscients. » (cf. «Nos tâches politiques»).*

Du plus, Trotsky se situe **déjà** dans la logique d'une «bonne» direction, d'un «bon» centralisme, pour préserver le Parti d'avant-garde de l'opportunisme

(12) Trotsky développera davantage ses critiques par rapport au livre d'un des principaux théoriciens menchéviks, Tchérévanine: «Le Prolétariat et la révolution russe» (1907). Cf. texte critique reproduit dans le livre «1905» (Ed. de Minuit, p. 364-74).

(13) Allusion aux deux définitions du paragraphe 1 des statuts du POSDR par rapport auxquelles se fit la scission entre bolchéviks et menchéviks lors du IIe congrès à Londres en 1903.

et pour sauvegarder le principe même de la nécessité d'un Parti. Ainsi, le dernier paragraphe du **Rapport de la délégation sibérienne** contient des remarques qui annoncent les analyses ultérieures de «La Révolution trahie» ou du «Programme de transition»:

«Un grave danger nous menace à l'heure actuelle; l'écroulement inévitable et en même temps proche du «centralisme» léniniste risque de compromettre, aux yeux de beaucoup de camarades russes, l'idée du centralisme en général. Les espérances mises sur le «gouvernement» du Parti étaient trop grandes, infiniment trop grandes. Les Comités étaient sûrs qu'il leur donnerait des hommes, de la littérature, des ordres, des moyens matériels. Or, un régime qui, pour subsister, commence par chasser les meilleurs militants dans les domaines théorique et pratique, un tel régime promet trop d'exécutions et trop peu de pain. Il suscitera inévitablement une déception qui peut se révéler fatale, non seulement pour les Robespierre et les ilotes du centralisme, mais aussi pour l'idée d'une organisation de combat unique en général. Ce sont les «thermidoriens» de l'opportunisme socialiste qui resteront alors maîtres de la situation, et les portes du Parti s'ouvriront effectivement toutes grandes. Puisse cela ne pas advenir.»

L'évolution de Trotsky sur une position «au-dessus des fractions» (1904-1917) se plaça d'abord dans une perspective de «redresser» le Parti en appelant à la réunification de ses diverses fractions (principalement bolchéviks et menchéviks); ensuite, il s'orienta vers une collaboration-critique avec la «majorité» de Lénine à partir de Zimmerwald.

B. DU CONCEPT DE «RÉVOLUTION PERMANENTE» A L'APOLOGIE DU PARTI BOLCHÉVIK

Lors de la révolution de 1905, à la différence des bolchéviks, Trotsky comprit parfaitement l'importance de l'apparition et du rôle des Soviets. Non seulement il participa au mouvement puisqu'il fut élu président du Soviet de Pétrograd, mais il tira aussi des leçons intéressantes de cette expérience révolutionnaire qu'il qualifia de «répétition générale». Dans les textes écrits par la suite comme «1905» ou «Bilan et Perspectives» (14), il souligna avec encore plus de force qu'auparavant la dynamique de l'auto-activité des masses, qui grâce à leur spontanéité révolutionnaire, donnaient un caractère prolétarien au processus démocratique à l'origine. Il retrouva ainsi les thèmes et parfois même les formulations de Marx.

Essayant de synthétiser les leçons du mouvement, il développa le concept de «**révolution permanente**» (15). La bourgeoisie russe étant trop faible pour faire sa révolution, c'est le prolétariat qui devait mener à bien les tâches démocratiques (renversement du tsarisme, prise du pouvoir politique), en

(14) Bilan et Perspectives, paru comme article dans le recueil «Notre Révolution» (1906) et il fut publié dans le journal de la Gauche Polonaise (SDKPIL) en 1909.

(15) Trotsky, en effet, reprit à son compte ce concept qui fut élaboré par Parvus, avec lequel il collabora à partir de l'automne 1904 car celui-ci avait adopté vis-à-vis du POS DR une position «au-dessus des fractions» semblable à la sienne. Parvus, de son vrai nom A.L. Helfand, était un juif russe établi en Allemagne qui écrivait dans la Neue Zeit et dans l'Iskra où il fit paraître une longue série d'articles intitulée «La Russie et la révolution». Par la suite, il évolua de la gauche à la droite de la S-D puisqu'il devint conseiller politique d'Ebert, chef du Parti allemand et président de la république de Weimar.

s'appuyant sur la paysannerie et en la dirigeant pour ensuite instaurer le socialisme en Russie à l'aide de l'internationalisation de la révolution aux pays capitalistes avancés. Trotsky parla de «**transcroissance**» de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne. Il s'en explique dans son introduction au livre «La Révolution Permanente» (1928-31) où il défend ses thèses contre Staline et ses alliés Radek, Boukharine, Zinoviev, Kamenev,..., alors qu'il vient d'être exilé :

« La révolution permanente, au sens que Marx avait attribué à cette conception, signifie une révolution qui ne veut transiger avec aucune forme de domination de classe, qui ne s'arrête pas au stade démocratique mais passe aux mesures socialistes et à la guerre contre la réaction extérieure, une révolution dont chaque étape est contenue en germe dans l'étape précédente, une révolution qui ne finit qu'avec la liquidation totale de la société de classe. »

... «Plékhanov, ce fondateur brillant du marxisme russe (16) considérait comme folle l'idée de la possibilité d'une dictature prolétarienne dans la Russie contemporaine. Ce point de vue était partagé non seulement par les menchéviks, mais aussi par l'écrasante majorité des dirigeants bolchéviks, en particulier par les dirigeants actuels du parti. Ils étaient alors des démocrates révolutionnaires résolus, mais les problèmes de la révolution socialiste leur semblaient, aussi bien en 1905 qu'à la veille de 1917, le prélude confus d'un avenir encore lointain. La théorie de la révolution permanente renaissant en 1905 déclara la guerre à cet ordre d'idées et à ces dispositions d'esprit. Elle démontrait qu'à notre époque l'accomplissement des tâches démocratiques, que se proposent les pays bourgeois arriérés, les mène directement à la dictature du prolétariat, et que celle-ci met les tâches socialistes à l'ordre du jour.

Toute l'idée fondamentale de la théorie était là. Tandis que l'opinion traditionnelle estimait que le chemin vers la dictature du prolétariat passe par une longue période de démocratie, la théorie de la révolution permanente proclamait que, pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat. Par conséquent, la démocratie était considérée non comme une fin en soi qui devait durer des dizaines d'années, mais comme le prologue immédiat de la révolution socialiste, à laquelle la rattachait un lien indissoluble. De cette manière, on rendait permanent le développement révolutionnaire qui allait de la révolution démocratique jusqu'à la transformation socialiste de la société.»

Lénine, lui, nous l'avons vu précédemment, avait élaboré le slogan «Dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie» (cf. «Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique»). Restant dans la problématique d'une solution bourgeoise à la question agraire (il reprenait en fait le programme des Socialistes-révolutionnaires: «la terre aux paysans!»), il visait à maintenir le prolétariat dans un processus politique strictement démocratique par l'alliance indispensable avec la paysannerie. Lénine admettait même que le parti paysan — les S.R — puisse avoir la majorité dans le gouvernement d'une éventuelle dictature démocratique.

Mais, agissant — comme de coutume — avec opportunisme vis-à-vis du mouvement qui avait renversé le tsarisme en février 1917, il se rallia au concept

(16) L'on peut voir d'après cette formule — comme dans «Nos Tâches politiques» — que, malgré ses côtés positifs, Trotsky baignait dans l'idéologie marxiste telle qu'elle avait été introduite en Russie, sur le modèle de la S-D allemande.

de «révolution permanente». En effet, avec ses «thèses d'Avril», il se prononça en faveur d'une prise du pouvoir politique par le prolétariat sous la direction du Parti Bolchévick et ce malgré l'opposition de sa propre «majorité» (1).

Trotsky, qui avait jusqu'alors animé le groupe **Interrayons**, indépendant du Parti Bolchévick, décida d'adhérer à celui-ci en août 1917. Avec le ralliement de Lénine à sa thèse, il voyait désormais ce Parti comme étant l'outil adéquat pour réaliser la «révolution permanente». Malgré un semblant d'opposition sur la ferme d'insurrection en octobre 17, puis lors des pourparlers pour la signature du traité de paix de Brest-Litovsk, il allait devenir en fait un agent de la généralisation de l'exploitation capitaliste en Russie. Comme l'explique justement D. Authier dans sa «Préface» (déjà citée) au **Rapport de la Délégation Sibérienne**:

«... par son deuxième et troisième moment (passage à la révolution socialiste en Russie par l'internationalisation du processus révolutionnaire), la «théorie de la révolution permanente» joua pour Trotsky et pour les révolutionnaires russes qui l'adoptèrent un rôle d'idéologie: elle leur permit de se masquer le «caractère bourgeoisement limité» de leur mouvement, elle permit à ce mouvement de se trouver les chefs qu'H ne pouvait trouver dans la bourgeoisie elle-même. »

Sa justification du capitalisme d'Etat, baptisée «consolidation et défense de la révolution en Russie», aux dépens de l'internationalisation du processus prolétarien, allait aboutir à une véritable apologie du Parti Bolchévick. En 1920, Trotsky est «commissaire du peuple à la guerre», il a organisé «l'armée rouge» en utilisant d'anciens officiers tsaristes. Pour défendre la militarisation du travail et toutes les mesures de «Terreur» prises par les bolchévicks, il attaque à son tour le «renégat» Kautsky en écrivant le livre «Terrorisme et Communisme» qui porte le sous-titre de «L'Anti-Kautsky » car il reprend le même titre qu'un texte publié précédemment par celui-ci. Il réduit à néant le rôle des Soviets en eux-mêmes et il exalte **la dictature du Parti Bolchévick**:

«La direction générale des affaires est concentrée entre les mains du Parti. Ce n'est pas que le Parti gouverne d'une façon immédiate, car son appareil n'est pas adapté à ce genre de fonctions. Mais sa voix décisive sur toutes les questions de principe qui se présentent. Bien plus, l'expérience nous a conduits à décider que, sur toutes les questions litigieuses, dans tous les conflits qui peuvent s'élever entre les administrations et dans les conflits de personne à l'intérieur des administrations, le dernier mot appartenait au Comité Central du Parti. Cela épargne beaucoup de temps et d'énergie, et dans les circonstances les plus difficiles, dans les situations embarrassées, cela garantit l'indispensable unité d'action. Un pareil régime n'est possible que si l'autorité du Parti reste absolument incontestée, que si la discipline du Parti ne laisse absolument rien à redire. Fort heureusement pour la révolution, notre Parti satisfait également à ces deux conditions. Quant à savoir si en d'autres pays, auxquels leur passé n'a pas légué une forte organisation révolutionnaire, trempée dans les combats, on pourra disposer d'un Parti communiste aussi autorisé que le nôtre quand sonnera l'heure de la révolution prolétarienne, il est difficile de le dire à l'avance. Mais il est de toute évidence que la solution de cette question aura une influence considérable sur la marche de la révolution socialiste dans chaque pays. Le rôle exceptionnel que joue le Parti communiste, lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est bien compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. La classe se compose de différentes couches, les opinions et les sentiments n'y sont pas unanimes, les

niveaux intellectuels varient. Or, la dictature présuppose unité de volonté, unité de tendance, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser ? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un Parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline intérieure indiscutée.»

(...) «On nous a accusés plus d'une fois d'avoir substitué à ta dictature des Soviets celle du Parti. Et cependant, on peut affirmer, sans risquer de se tromper, que la dictature des Soviets n'a été possible que grâce à la dictature du Parti: grâce à la clarté de ses idées théoriques, grâce à sa forte organisation (évolutionnaire, le Parti a assuré aux Soviets la possibilité de se transformer, d'informes parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette substitution du pouvoir du Parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit, et même au fond, il n'y a là aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à une époque où l'Histoire met à l'ordre du jour la discussion de ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants avoués de la classe ouvrière en sa totalité.»

Avec ces lignes, Trotsky renie complètement l'auto-activité des masses dont il avait tant vanté les mérites avant 1905 et dans les années qui suivirent. Il se différencie même de ses deux tomes sur l'«Histoire de la révolution russe (février/octobre), écrits entre 1929 et 1932, car dans ceux-ci, il souligne le rôle important joué par la spontanéité des masses et indique les nombreuses fois où le Parti fut en retard par rapport aux initiatives du prolétariat, c'est-à-dire les moments où il fut obligé de «prendre le train en marche» (!).

C. «TROTSKY, LE STALINE MANQUÉ» (17)

Dans «Terrorisme et Communisme», outre l'apologie du Parti et de sa dictature sur le prolétariat, on peut déjà trouver exprimé tout ce qui sera qualifié par la suite d'«accents staliniens»: obligation et militarisation du travail, nécessité de la discipline, émulation «socialiste», intensification de la production, utilisation des «spécialistes», etc. Ainsi, Trotsky écrit:

«Le principe même de l'obligation du travail est pour les communistes indiscutable: «Qui ne travaille pas ne mange pas». Et comme tous doivent manger, tous sont, par conséquent, obligés de travailler.»

(...) «Toute l'histoire de l'humanité est l'histoire de l'organisation et de l'éducation de l'homme social pour le travail, en vue d'obtenir de lui une plus grande productivité. L'homme, comme je me suis permis déjà de m'exprimer, est un paresseux, c'est-à-dire qu'instinctivement il s'efforce d'obtenir au prix du minimum de peine le maximum de produits. Sans cette tendance, il n'y aurait pas de développement économique. La croissance de la civilisation se mesure à la productivité de l'homme, et toute nouvelle forme de relations sociales doit subir l'épreuve de cette pierre de touche.»

(...) «Par suite de la socialisation de la production, le travail aux pièces, à forfait, la mise en vigueur du système Taylor, etc, ont pour but un accroissement de la production socialiste et par conséquent une augmentation du bien-être commun. Les travailleurs qui concourent plus que les autres au bien-être

(17) Nous reprenons ici le titre d'un texte de Willy Huhn (21/27 janvier 1952) qui doit paraître aux Ed. Spartacus. D. Saint-James qui est le traducteur, a également rédigé une post-face: «Ni Dieu, ni César, ni Tribun».

commun acquièrent le droit de recevoir une part plus grande du produit social que tes fainéants, les indolents et les désorganiseurs.»

De ces phrases «édifiantes» (Staline parlera lui de «l'homme le capital le plus précieux») à la répression d'un mouvement ouvrier autonome réclamant «Tout le pouvoir aux Soviets et non au Parti», il n'y avait qu'un pas (18). Trotsky le franchira en menant l'assaut contre les insurgés de Cronstadt qu'il fit «tirer comme des perdrix» (!).

Par la suite, toute la trajectoire politique de ce «feld-maréchal», que ce soit en Russie jusqu'en 1927 ou en exil jusqu'en 1940 (opposition de gauche, fondation de la IVe Internationale), se résumera à renforcer son apologie du «vrai» Parti bolchévik et à soutenir le régime capitaliste d'Etat/impérialiste de l'URSS qualifié d'«Etat ouvrier dégénéré» (c'est une «caste bureaucratique» qui détient le pouvoir politique et non pas une classe car la «révolution d'octobre» a réalisé les «bases du socialisme»: étatisation, monopole sur le commerce extérieur, etc). En effet, pour construire son opposition au stalinisme, Trotsky va se revendiquer de la «seule et véritable» ligne **bolchévik-léniniste** comme Lénine s'était réclamé de la continuité «exclusive» avec le marxisme par rapport à Kautsky. Bien entendu, il s'efforcera de camoufler ses critiques de Lénine. Ainsi dans son autobiographie, «Ma vie», il ne dira rien sur ses textes oppositionnels au bolchévisme d'avant 1905. Il empêchera toujours que l'on traduise ou que l'on republie «Nos tâches politiques» et le «Rapport de la Délégation sibérienne». Dans quelques textes, lors des dernières années avant son assassinat, il fera référence à ces écrits (19) mais ce sera pour condamner ses analyses d'alors en faisant des «auto-critiques» de facture très religieuse:

«En 1904, j'ai écrit une brochure «Nos tâches politiques», qui, sur le plan de l'organisation, développait des vues très proches de celles de Rosa Luxemburg (Souvarine cite complaisamment cette brochure dans sa biographie de Staline). Cependant, toute mon expérience ultérieure m'a prouvé que dans cette question, Lénine avait raison contre Rosa Luxemburg ainsi que contre moi. Marceau Pivert oppose le «trotskysme» de 1939 au trotskysme de 1904. Mais depuis cette époque, il y a eu rien qu'en Russie, trois révolutions. Se peut-il qu'au cours de ces trente-cinq années nous n'ayons rien appris ?» (cf. «Le «trotskysme» et le Parti socialiste ouvrier et paysan», 25 juillet 1939).

«Quand les bolchéviks et les menchéviks étaient encore membres du même parti, la période pré-congressiste et le congrès lui-même furent invariablement témoins d'une lutte sévère au sujet de l'ordre du jour et je pourrais ajouter que personnellement j'ai commis pas mal de péchés à ce sujet. Mais j'ai appris bien des choses depuis.» (cf. «En défense du marxisme», EDI).

Dans son dernier livre intitulé «Staline» (1940), s'il concède que certaines de ses thèses exprimées avant 1905 conservent de l'intérêt, c'est pour mieux encenser Lénine qui sut les reprendre à son compte:

«Dans une brochure intitulée «Nos tâches politiques» que j'écrivis en

(18) La dictature du capital ne peut que réprimer la tendance réelle au communisme qui, au-delà des revendications économiques (comme à Cronstadt), veut détruire l'Etat et étendre le processus de révolution prolétarienne.

(19) Ceci pour répondre en particulier à Boris Souvarine qui citait «Nos Tâches politiques» dans son livre: «Staline, aperçu historique du bolchévisme» (1935, réédition 1977 aux Ed: Champ libre) et au leader du PSOP (Parti socialiste ouvrier et paysan) qu'était Marceau Pivert.

1904 et dont les critiques dirigées contre Lénine manquaient souvent de maturité et de justesse, il y a cependant des pages qui donnent une idée tout à fait juste de la façon de penser des «comitards» de ce temps, lesquels avaient cessé d'éprouver le besoin de s'appuyer sur les ouvriers depuis qu'ils «avaient trouvé un appui dans les principes de la centralisation». La lutte que Lénine devait soutenir un an plus tard au Congrès contre les comitards hautains confirma pleinement cette analyse. Le fétichisme de l'organisation lui était étranger; il aperçut tout de suite au IIIe Congrès l'esprit de caste des comitards et engagea contre eux une lutte serrée.»

Induisant à l'accomplissement d'une révolution «politique» le problème du passage à un véritable socialisme en URSS, le trotskysme a révélé qu'il n'était que **l'idéologie d'une fraction de la bureaucratie évincée par une autre**. De plus, d'après lui, avec une «bonne» direction, un «bon» parti d'avant-garde pour le prolétariat, la situation aurait pu changer non seulement en URSS dans le monde. C'est ce qu'affirmait le «Programme de transition» intitulé «L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale» en septembre 1938:

«La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.»

Pour Trotsky, la réussite du prolétariat dépendait totalement de l'existence d'un Parti fort, construit en préalable et s'auto-proclamant révolutionnaire. Il appliquera mécaniquement cette règle à toutes les situations historiques (20).

5. BORDIGA ET LA «GAUCHE ITALIENNE»: DE L'ABSTENTIONNISME AU LÉNINISME DE GAUCHE PUIS A L'ULTRA-LÉNINISME

Alors que les sectes bordiguistes «officielles» soulignent la continuité «marxiste-léniniste» de la gauche italienne (thèmes de l'invariance et du Fil historique), d'autres plus «honteuses» qui se revendiquent en général de Bilan (revue de la fraction d'exilés de la GI en Belgique, 1933/39) s'efforcent de mettre en valeur ce qu'ils appellent les aspects «originaux» — et non strictement dogmatiques — de celle-ci. Ainsi, le CCI veut toujours accréditer l'idée d'apports «communs», rassemblés sous le vocable «ultra-gauche», entre la Fraction «abstentionniste» et la gauche germano-hollandaise (les anathèmes de Lénine contre l'ensemble des gauches européennes, accusées du péché de «gauchisme, maladie infantile du communisme», en seraient une preuve suffisante!). Certaines tendances autour d'individus (J. Camatte, J. Barrot) ou d'une revue comme «La Guerre sociale», tout en se référant également à Bilan, cherchent à présenter les écrits théoriques du Bordiga d'après la 2^e guerre (1946-1970) comme étant d'un intérêt révolutionnaire par rapport à

(20) cf. la préface de Trotsky à la 1^{ère} édition (1921) du livre de Talés: «La Commune de 1871». Il écrit par exemple:

«Si en septembre 1870 à la tête du prolétariat de France s'était trouvé le parti centralisé de l'action révolutionnaire, toute l'histoire de la France, et avec elle toute l'histoire de l'humanité, aurait pris une autre direction»

«Nous pouvons ainsi feuilleter page par page toute l'histoire de la Commune, et nous y trouverons une seule leçon: il faut une forte direction de parti.»

Cette préface est reproduite dans l'édition Spartacus, série B, n. 38.

sa politique antérieure de type strictement léniniste, laquelle aurait été poursuivie et assumée essentiellement par le Parti communiste internationaliste (devenu ensuite PC «International») (21):

«De 1944 à 1970: c'est la période la plus méconnue de la vie de Bordiga. Toute son œuvre y parut de façon anonyme dans les journaux «Battaglia comunista» (1948-1952) puis «Il Programma comunista» et dans les revues «Prometeo» (1946-1952) et «Sul filo del tempo» (un numéro unique en mai 1953). Pourtant, c'est peut-être alors qu'il fut le plus fécond et surtout le plus original. Tout en maintenant sa vieille position pro-léniniste, il rompit avec le schéma rigoureux du léninisme ainsi qu'avec le scientisme, de même s'il glorifia jusqu'au bout le prolétariat, il esquaissa une critique virulente acerbe, à la façon prophétique, de cette même classe. Enfin s'il a finalement accepté et reconnu pour ainsi dire officiellement l'existence d'un parti formel, le PCI, il ne fut pas présent lors de sa fondation et le considéra longtemps uniquement comme une organisation de travail. Sa préoccupation centrale fut de transmettre «l'acquis» du monde révolutionnaire des années 20 et de restaurer le marxisme...» (cf. J. Camatte. «Quelques repères biographiques», p. 225, dans «Bordiga et la passion du communisme», Ed. Spartacus, série B, n. 58).

«Bilan est l'une des meilleures expressions de la gauche italienne. Mais parler de «gauche italienne» est une simplification qui équivaut chez la plupart des commentateurs à une déformation, de même que la «gauche allemande» recouvre des réalités complexes, y compris à l'époque où ce terme désigne un mouvement social vivant, réunissant des conceptions et activités aussi diverses que celles de Gorter, Rühle, Pannekoek. La «gauche italienne» est souvent écrasée derrière la personne de Bordiga, d'autant qu'elle est surtout connue en France à travers son représentant «officiel», le Parti communiste international, qui est lui-même avant tout «bordiguiste»: Il se réclame de la gauche italienne, mais dissimule ce qui n'est pas dans la ligne de Bordiga, ainsi qu'une bonne partie de Bordiga lui-même. Le Réveil Communiste observait déjà en février 1929 qu'«il arrive que les bordiguistes tombent en contradiction avec Bordiga...». Bordiga n'est qu'un aspect, le plus riche mais aussi le plus contradictoire et parfois le plus erroné, de la gauche italienne. Les deux éléments les plus profonds de Bordiga sont d'une part son anti-éducationnisme et son matérialisme, qui parcourent toute son œuvre malgré de fortes tendances contraires (culminant dans l'idéalisation du Parti); et d'autre part, sa perspective du communisme exposée à partir des années cinquante. Le mouvement révolutionnaire renaissant depuis quelques années puise largement dans cette partie de son œuvre. Mais cette «reprise» théorique est aussi une critique des erreurs de Bordiga, qui passe entre autres par la connaissance des autres courants de la gauche italienne.» (22) (cf. J. Barrot. «Gauche italienne?» p. 79-80 de sa présentation aux textes de Bilan: «Contre-révolution en Espagne 1936-1939», col. 10/18).

(21) La présentation d'un Bordiga ayant un apport indépendant de l'existence du PCI après la seconde guerre prend sa source dans l'attitude qu'adopta celui-ci à partir de 1926: il n'entretint aucun contact avec le courant qui se réclama de lui, la fraction de la gauche italienne constituée à Pantin en 1927, et ce jusqu'en 1944.

(22) C'est dans une note du même livre, p. 410, que Barrot précise ce qu'il appelle «l'apport» de Bordiga après 1950: «Vision du communisme comme mouvement social et non programme; conception du prolétariat dépassant la notion sociologique des «ouvriers»; saisie de la dimension à la fois classiste et communautaire ou humaine de la révolution.»

«Bordiga a eu l'immense mérite de tenir sur des positions antiproductivistes, anticonsommationnistes et antitechnicistes dans les années cinquante, toutefois, ii a tendance à mettre l'accent sur l'affairisme, la course au profit, des mécanismes économiques et leurs effets immédiats, la tendance à économiser à tout prix qui provoque des catastrophes, plutôt qu'à démasquer la nature anti-écologique du phénomène lui-même ainsi que les problèmes que cela finit par susciter pour l'expansion capitaliste...» (cf. «La Guerre sociale», n. 3: «Le Retour d'un iguanodon - Ecologie et communisme lere partie»; article qui utilise des citations d'une série de textes de Bordiga publiés sous le titre «Espèce humaine et croûte terrestre», Ed. Payot).

A. LA FRACTION «ABSTENTIONNISTE» DANS LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN

Jusqu'en janvier 1921, date du congrès de Livourne où se fit la scission qui allait former le Parti communiste italien, Bordiga milite dans la social-démocratie. Il est membre du Parti socialiste, à Naples, où il lutte contre les conséquences du réformisme, en premier lieu l'électoratisme (23). Dans les congrès, avant 1914, ii côtoie un certain Benito Mussolini (!) qui intervient aussi au nom de la fraction de gauche. Le but de Bordiga reste de redresser, de régénérer ce Parti.

C'est à partir de 1910 que se produit l'apparition d'une tendance «radicale» dans le PSI, lequel avait été fondé en 1892. Elle se développe lors des manifestations contre la guerre coloniale en Tripolitaine, en particulier dans l'organisation des jeunesses socialistes. En 1912, Bordiga qui fait partie de cette tendance, fonde le «cercle Karl Marx» et collabore à divers journaux et revues: «La Voce», «Utopia», «L'Avanguardia». **Dès cette époque, il commence à défendre sa thèse particulière sur la conception du Parti:** c'est une organisation de classe non immédiatiste car ses positions théoriques garantissent son intransigeance en la protégeant des pressions idéologiques du capital. Ainsi, il met l'accent sur ce qui sera la pierre de touche jusqu'au bout de sa définition du Parti: **la notion de programme;** dans une intervention au congrès du PSI à Ancône (26/29 avril 1914), il déclarait:

«Le Parti socialiste ne peut pas s'arrêter devant le cadavre d'une bourgeoisie impuissante qui se présente inerte en travers de notre route. Le Parti socialiste a des fonctions et des directives précises à partir du moment où il surgit jusqu'à son triomphe final, sans quoi il faillirait à sa raison d'être.»

(...) «La révolution de 1848 a eu un écho immédiat dans toute l'Europe. La propagande du Parti socialiste pour l'internationale prolétarienne s'universalise aujourd'hui toujours plus, s'étendant à tout le monde habité en dépit de la disparité des conditions de milieu; et si nous renoncions à cette simultanéité historique du procès révolutionnaire, nous renoncerions à la principale raison d'être de notre Parti.»

Pendant la guerre Bordiga insiste sur le rôle dirigeant du Parti dans les actions à mener contre celle-ci. Ainsi, lors d'une conférence du PSI à Bologne (mai 1915), il préconise la conduite par le Parti — et non par les syndicats ou le groupe parlementaire — de la grève générale contre la mobilisation (l'Italie

(23) Cette lutte contre l'électoratisme passe alors par une dénonciation du «bloccardisme», c'est-à-dire de la tactique consistant à faire des fronts avec d'autres formations politiques pour remporter des voix.

rentrant en guerre aux côtés des armées de la Triple-entente: France/angleterre/Russie, après avoir fait partie de la Triple-Alliance avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie... tout en restant «neutre» durant l'année 1914).

En octobre 1917, dans un article intitulé «Pour une discussion exhaustive» et paru dans «Avanti!», il met l'accent sur le caractère invariant du programme dont le Parti est le porteur:

«Un Parti d'avant-garde doit «surveiller les faits», mais il ne peut pas dire: j'attends mon programme des événements. Les événements peuvent seulement lui suggérer la possibilité d'agir plus ou moins intensément pour la réalisation du programme qui est sa raison même d'exister.»

Sur la victoire de la révolution russe, il écrit une série d'articles dans «L'Avanguardia» (oct./déc. 1917). Il proclame son accord avec les positions bolchéviks et il exalte le rôle personnel de Lénine:

«Et nous avons prévu qu'un jour viendrait où le conseil suprême des délégués des soldats et des ouvriers de toute la Russie, se débarrassant du généralissime et premier ministre baladeur, aurait mis à sa place un homme capable de se rendre vraiment l'interprète des sentiments et de ta volonté du prolétariat triomphant.» («Tandis que Lénine triomphe», 2.12.1917).

Désormais, la sélection programmatique pour le Parti va s'accroître en référence aux thèses «qui ont fait leurs preuves» en Russie:

«La nouvelle internationale sera donc le Parti socialiste mondial, organisation collective de la classe travailleuse pour la conquête violente du pouvoir et l'exercice de celui-ci, pour la transformation de l'économie capitaliste en économie collective. Un semblable parti aspire à une «discipline» collective et consciente et il sera le milieu adéquat où se fera l'administration prolétarienne universelle future.» («Les Directives marxistes de la nouvelle internationale», mai 1918).

En effet, c'est sur de telles bases que se renforce la fraction «abstentionniste» et qu'elle produira la plate-forme de la gauche italienne. La lutte contre le réformisme du PSI se développe:

- fondation du journal «Il Soviet» qui remplace «Il Socialista» (22 déc.1918)
- la direction du Parti vote l'adhésion à la II^e Internationale (22 mars 1919)
- les thèses de la fraction de gauche sont acceptées par plusieurs sections du Parti: Florence, Turin, dans les Pouilles, en Calabre, etc (avril 1919)
- congrès de la fraction à Rome (6 juillet 1919): son programme est publié dans «Il Soviet»
- congrès du PSI à Bologne (4 oct. 1919): la fraction demande que le Parti tout entier change son programme et s'appelle «communiste». Par souci d'unité, les autres courants de gauche ne suivent pas: les réformistes ne sont pas expulsés et il n'y a pas de scission du Parti.

Dans une lettre qui ne parvint pas au comité de Moscou de l'IC car elle fut interceptée par la police (10 oct. 1919), **la fraction critiquait les thèses de «l'Ordine Nuovo» de Gramsci:**

«A propos de la tactique et particulièrement en ce qui concerne la constitution de soviets, il nous semble qu'on est en train, même parmi nos amis, de commettre des erreurs. Il y a le péril qu'on limite tout à une modification réformiste des syndicats. On travaille, en fait, comme à Turin, à la constitution de comités de fabrique en réunissant tous les commissaires d'une industrie donnée (métallurgie) qui prennent la direction du syndicat professionnel en désignant le comité exécutif. On reste ainsi en dehors des fonctions politiques des conseils ouvriers auxquels il faudrait préparer le prolétariat, bien que selon nous, le problème le plus important soit celui d'organiser un puissant

parti de classe (Parti communiste) qui prépare la conquête insurrectionnelle du pouvoir des mains du gouvernement bourgeois.»

Au moment des occupations d'usines à Turin (mars/avril 1920) qui traduisent l'existence d'un important mouvement social dans l'Italie d'après-guerre, Bordiga accentuera ses critiques contre Gramsci en disant que les dirigeants du mouvement avaient pris «une fausse voie: poser la question du pouvoir dans l'entreprise au lieu de poser la question du pouvoir politique central» («La grève de Turin» dans «Il Soviet» du 2 mai 1920).

Au-delà des remarques intéressantes sur la confusion entre comité d'usine et syndicat qui entrave la formation de véritables conseils ouvriers, il y a surtout **l'affirmation du rôle primordial attribué au Parti...** ce qui réduit à néant la fonction des soviets! La vision d'un «contrôle ouvrier» de la production n'est en fait remise en cause que dans la mesure où elle précède la «conquête du pouvoir politique» par le Parti:

«On a excessivement surestimé à Turin le problème du contrôle, en le concevant comme une conquête directe que le prolétariat, grâce au nouveau type d'organisation par entreprise, peut arracher à la classe industrielle, en réalisant ainsi un postulat économique communiste, réalisant une étape révolutionnaire avant même la conquête politique du pouvoir, dont le Parti est l'organe spécifique» (idem).

Si Bordiga rompt avec certaines illusions démocratiques sur lesquelles s'était bâtie la Social-démocratie, il reste — invariance oblige — dans la droite ligne de l'héritage marxiste en ce qui concerne la place centrale dévolue au Parti comme condition impérative du changement. D'ailleurs, la leçon principale de la Commune (destruction de l'État) est escamotée derrière la revendication du mot d'ordre démocratique de 1848: conquête du pouvoir politique!

Les thèses «abstentionnistes» de la fraction (non participation au Parlement...) furent condamnées par Lénine dans «La Maladie infantile du communisme: le gauchisme» (mai 1920):

«... le camarade Bordiga et ses amis «gauches» tirent de leur juste critique de MM. Turati et Cie cette conclusion fautive qu'en principe toute participation au parlement est nuisible. Les «gauches» italiens ne peuvent apporter l'ombre d'un argument sérieux en faveur de cette thèse. Ils ignorent simplement (ou s'efforcent d'oublier) les exemples internationaux d'utilisation réellement révolutionnaire et communiste des parlements bourgeois, utilisation incontestablement utile à la préparation de la révolution prolétarienne. Simplement incapables de se représenter cette utilisation «nouvelle», ils clabaudent en se répétant sans fin, contre l'utilisation «ancienne», non bolchévique, du parlementarisme. Là est justement leur erreur foncière. Ce n'est pas seulement dans le domaine parlementaire, c'est dans tous les domaines d'activité que le communisme doit apporter (et il en sera incapable sans un travail long, persévérant, opiniâtre) un principe nouveau, qui romprait à fond avec les traditions de la IIe Internationale, tout en conservant et développant ce que cette dernière a donné de bon.»

Mais il avait affirmé auparavant **son appui à leur lutte contre certains réformistes**, c'est-à-dire essentiellement la droite du PSI (la fraction de Turati):

«Il Soviet et sa Fraction ont raison quand ils attaquent Turati et ses partisans qui, restés dans un parti qui a reconnu le pouvoir des soviets et la dictature du prolétariat, restent aussi membres du parlement et continuent leur vieille politique opportuniste si nuisible.»

(...) «Bordiga et ses amis du journal Il Soviet ont raison d'exiger que le

Parti socialiste italien, s'il veut être effectivement pour la II^e Internationale, stigmatise et chasse de ses rangs MM. Turati et Cie, et devienne parti communiste de nom et de fait.»

Aussi, forte de cette reconnaissance officielle, la gauche italienne ne cessera pas **d'affirmer l'identité essentielle de ses positions avec celles des bolchéviks et de se démarquer du courant ultra-gauche:**

«C'est devenu aujourd'hui une mode de décréter avec une morgue professorale et satisfaite qu'en 1920, l'Internationale communiste était devenue la proie de l'opportunisme; de prétendre en trouver la preuve précisément dans ses déviations tactiques, reflet, dit-on, d'une déviation de principe, et donc de déplorer que la gauche italienne ait attendu 1926 pour rompre avec elle. Parallèlement, il est de bon ton dans certains milieux de revaloriser les tribunistes, conseillistes, kaapédistes et autres «marxistes européens» ou «occidentaux» (légende du «Linkskommunismus» ou communisme de gauche) qui auraient eu le mérite de voir tout de suite ce que nous aurions trop tardé à reconnaître, et d'avoir agi en conséquence en sortant du Komintern dès 1921. Il faut dire avec la plus grande énergie que nous n'avons rien à «réviser» dans notre attitude de l'époque, pour la simple raison que l'Internationale était effectivement la plus haute conquête dont le mouvement prolétarien communiste fût alors capable, l'unique prémisse d'acquisitions plus complètes à venir, et qu'elle le resta pendant quelques années encore. Cette prémisse était donnée par le fait qu'elle s'était fondée sur une restauration intégrale de la théorie, des principes et du programme communistes, et rien ne devait être négligé pour corriger ses insuffisances tactiques (qu'il aurait été anti-dialectique d'identifier dans l'immédiat avec des déviations de principe, sous le prétexte qu'elles en révélaient peut-être le début et pouvaient les engendrer à la longue), puisque la solide base théorique sur laquelle les bolchéviks se plaçaient rendait la chose possible.» (cf. «La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international» dans la revue «Programme communiste», n. 58, avril 1973).

Réduisant ses divergences avec les bolchéviks à de simples débats de tactique - même si cela allait engendrer plus tard des problèmes de principe (miracle de la dialectique!) -, la gauche italienne proclame que sa polémique avec Lénine rentre dans la catégorie des «dialogues entre marxistes». Elle se revendique donc des autres condamnations proférées dans le livre de celui-ci (cf. «La Maladie infantile, condamnation des futurs renégats», article paru dans «Programme communiste», en 1972, d'après une traduction d'un texte italien de 1964).

Cependant, en juillet 1920, pour mener sa lutte d'opposition au sein de l'IC (Bordiga participa à son II^e congrès), la gauche italienne avait pris contact **avec tous les groupes de gauche en Europe occidentale**. Le journal «Il Soviet» publia ainsi des articles de Lukács, Sylvia Pankhurst, Gorter et Pannekoek (24).

Si Bordiga avait besoin d'appuis pour imposer sa tactique anti-parlementaire face aux bolchéviks, il prit soin de se démarquer du KAPD à propos de la question syndicale lors de son discours le plus important au II^e congrès:

«Et maintenant deux mots sur les arguments présentés par Lénine dans la brochure sur le ■«Communisme de gauche». Je crois que l'on ne peut pas

(24) Ces articles ont été reproduits dans le n. 7 (série I) de la revue «Invariance» (juillet- septembre 1969). Adresse: J. Camatte, B.P. 1 33,83 - Brignoles.

juger notre tactique anti-parlementaire de la même manière que celle qui préconise la sortie des syndicats. Le syndicat même lorsqu'il est corrompu, est toujours un centre ouvrier...» (sic).

Pour s'orienter vers la formation d'un Parti communiste en Italie, la fraction «abstentionniste» inaugure des **compromis** avec les autres courants de gauche du PSI, comme par exemple «L'Ordine nuovo» de Gramsci. C'est le cas avec la publication d'un manifeste-programme à la suite d'une réunion à Milan en octobre 1920. Cela aboutit à une conférence nationale de la «fraction communiste» du PSI à Imola (fin novembre de la même année).

L'union ne fut effective qu'au prix de l'abandon du préalable de l'abstentionnisme vis-à-vis de l'ensemble des courants favorables à la participation aux élections. Elle conduisit à la scission lors du congrès de Livourne du PSI en janvier 1921.

B. LA FRACTION «ABSTENTIONNISTE» DANS LE PARTI COMMUNISTE ITALIEN ET DANS L'I.C.

Bordiga chercha d'abord à justifier la scission qui a eu lieu sur la base d'un compromis:

«La centralisation est la base de notre méthode théorique et pratique: en tant que marxiste, je suis d'abord centraliste, ensuite seulement abstentionniste» («Il Comunista», 14 avril 1921).

Ensuite, il défend cette scission réalisée en Italie par rapport à plusieurs propositions qui, provenant de l'IC, veulent aboutir à un Parti de masse en regroupant le PC issu de Livourne et les fractions «maximalistes» du PSI. En fait, il s'agirait de faire la même opération qu'en Allemagne où le (KPD) s'est unifié avec les Indépendants. Contre une telle optique, Bordiga réaffirme ce qui, à ses yeux, distingue un véritable Parti communiste et lui permet d'éviter les «déviations opportunistes», à savoir des règles organisationnelles, un programme et des tactiques provenant de l'expérience historique:

«Nous n'avons donc pas à être pour de «grands» ou «petits» partis. Nous n'avons pas à bouleverser toutes les bases sur lesquelles certains partis sont fondés sous prétexte qu'ils ne sont pas des «partis de masse». Tout au contraire, les partis communistes doivent partout se constituer sur des bases organisationnelles, programmatiques et tactiques saines, c'est-à-dire sur les résultats des plus hautes expériences de la lutte internationale» (article intitulé «Parti et action de classe» et paru dans la revue «Rassegna comunista», 31 mai 1921).

Au cours du II le congrès de l'IC, auquel le PCI est représenté par Terracini et non par Bordiga, le KAPD va rompre en dénonçant les tactiques que les bolchéviks imposent en Allemagne: parlementarisme, syndicalisme, front unique, gouvernement ouvrier, etc. Malgré ses divergences sur la conception du Parti qui expliquent celles sur les problèmes de la participation aux élections et du front unique (Bordiga n'acceptait la mise en pratique de celui-ci qu'au niveau des syndicats!), la gauche italienne se plia à la discipline et continua de débattre dans l'IC jusqu'en 1926.

Cependant, la polémique centrale autour de la conception du Parti se développa par la suite. Ainsi, en liaison avec la notion de Programme, Bordiga critiqua le principe démocratique appliqué aux règles d'organisation d'un Parti communiste. Rejetant le fonctionnement basé sur le centralisme démocratique, il forgea le concept de **centralisme organique**:

«Jusqu'à maintenant, le critère démocratique est, pour nous, un élément matériel accidentel pour la construction de notre organisation interne et pour la formulation des statuts du parti. Il n'en est pas la plate-forme indispensable. Voilà pourquoi nous n'érigerons pas en principe la formule organisationnelle connue de «centralisme démocratique». La démocratie ne peut pas être pour nous un principe. Le centralisme en est un, indubitablement, puisque les caractères essentiels de l'organisation du parti doivent être l'unité de structure et de mouvement. Pour indiquer la continuité de la structure du parti dans l'espace, le terme centralisme est suffisant. Pour introduire le concept essentiel de continuité dans le temps, c'est-à-dire dans le but auquel on tend et dans la direction dans laquelle on doit surmonter les obstacles successifs, et pour relier ainsi les deux concepts d'unité, nous proposerons de dire que le parti communiste fonde son organisation sur le «centralisme organique» (cf. «Le Principe démocratique» dans «Rassegna comunista», 28 février 1922).

Avec les «thèses de Rome» (présentées lors du IIe congrès du PCI qui s'était tenu dans la capitale italienne), Bordiga énonça clairement **que toutes les tactiques devaient dépendre du Programme**, donc ne pas être «variables» mais déterminées au préalable en fonction de la période historique.

En dépit de tout cela, au IVe congrès de l'IC (nov. déc. 1922), la gauche italienne se soumet une nouvelle fois aux conditions des bolchéviks en acceptant la perspective d'une fusion avec le PSI qui venait d'expulser sa fraction de droite (cette fusion sera refusée par les socialistes).

Après avoir été arrêté en février 1923, puis jugé et acquitté en octobre de la même année, Bordiga ne réintégra pas le comité exécutif du PCI (en 1924, il repoussera également l'offre de devenir vice-président de l'IC). Pendant sa détention, la direction du Parti a été prise par Togliatti avec l'aide de Terracini. De plus, Gramsci a créé une fraction dite «centriste» qui prône les positions de l'IC. Ayant fondé la revue «Prometeo» en 1924, Bordiga défend ses positions critiques au fil des numéros, mais il les situe **dans une continuité «marxiste-léniniste»**, en faisant par exemple l'apologie de Lénine qui vient de mourir :

«Nous considérons tout d'abord son œuvre comme restaurateur de la doctrine philosophique du marxisme, ou pour mieux dire, de la conception générale de la nature et de la société appartenant au système de connaissances théoriques du prolétariat révolutionnaire: celui-ci n'a pas seulement besoin, en effet, d'une opinion sur les problèmes de l'économie et de la politique, il lui faut prendre position sur un ensemble de questions plus vastes» («Lénine sur le chemin de la révolution», Prometeo n. 3).

Au sein du PCI, les positions de la fraction «abstentionniste» sont de plus en plus combattues. Lors d'une conférence à Côme (mai 1924), les fractions centriste et de droite attaquent violemment les «thèses de Rome» comme étant le principal obstacle à la transformation du PCI en parti de masse. Mais, au moment du vote, ces thèses de la gauche restent encore largement majoritaires.

De même, à partir du Ve congrès de l'IC (juin 1924), auquel il participe

(25) Bordiga amplifie ses critiques vis-à-vis du mot d'ordre de «bolchévisation» qui devait servir à organiser les PC occidentaux sur la base des cellules d'entreprises.

Le conflit, autant dans le PCI que dans l'IC, va alors se précipiter. En effet, Bordiga prend la défense de Trotsky tout en marquant ses distances avec celui-ci sur le plan des positions. Il écrit un article «La Question Trotsky» qui ne fut publié dans «L'Unità» que le 4 juillet 1925 à la suite d'un blocage de la direction du PCI pendant plusieurs mois. Dans un autre article qui parut le même jour, il synthétise son opposition à l'IC **en se réclamant d'une fidélité programmatique et non tactique avec Lénine**:

«Nous estimons la méthode tactique de Lénine incomplètement exacte, en ce qu'elle ne comporte pas de garanties contre les possibilités d'application qui, en étant superficiellement fidèles, perdent la finalité révolutionnaire profonde qui anime toujours tout ce que Lénine soutint et fit» (cf. « Le Danger d'opportunisme et l'Internationale»),

Finalement, les thèses de la fraction «abstentionniste» sont mises en minorité au II^e congrès du PCI qui a lieu en exil, à Lyon, les 20/26 janvier 1926.

Lors du VI^e plénum de l'exécutif de l'IC à Moscou (février-mars 1926), Bordiga s'oppose d'abord à Staline à propos de la «construction du socialisme dans un seul pays». Ensuite, dans un discours final, il récapitule ses critiques vis-à-vis de l'ensemble des positions prises par la III^e Internationale, **en particulier sur la conception du Parti**:

«On pratique, ces temps derniers, dans les partis, un sport qui consiste à happer, intervenir, briser, servir, et dans ce cas, ce sont souvent de très bons révolutionnaires qui sont frappés (...) Il faut que les sanctions soient exceptionnelles et non une règle, un sport, un idéal pour les dirigeants du parti. Voilà ce qu'il faut changer si nous voulons former un bloc solide. »

« Y a-t-il un exemple historique prouvant qu'un camarade ait formé une fraction pour s'amuser? Cela n'est jamais arrivé. L'expérience nous démontre que l'opportuniste pénétré parmi nous, toujours sous l'aspect de l'unité. Au reste, l'histoire des fractions nous prouve que si les fractions ne font pas honneurs aux partis dans lesquels elles se sont formées, elles font honneur à ceux qui les ont formées. L'histoire des fractions, c'est l'histoire de Lénine.»

«On nous dit que la bonne solution est confiée au rôle dirigeant du parti russe. Mais il y a des réserves à faire là-dessus. Quel est le facteur dirigeant dans le parti russe? Est-ce la vieille garde léniniste? Mais après les derniers événements, il est clair que cette vieille garde peut se diviser; tandis que de divers côtés on invoque, avec tout autant de vigueur, le droit de parler au nom du bolchévisme, on accuse les contradicteurs de s'éloigner du léninisme (...) La bonne solution est ailleurs. Il faut se fonder sur toute l'Internationale, sur toute l'avant-garde prolétarienne mondiale. Notre organisation est semblable à une pyramide et elle doit l'être parce que de tous côtés on doit confluer

(25) Au moment où Bordiga est à Moscou se produit l'assassinat du député socialiste Matteoti. Contrairement à la direction du PCI, il préconise alors que les députés communistes restent à la chambre pour faire du «parlementarisme révolutionnaire» en appelant à la lutte armée contre le fascisme (!). Comme on peut en juger, Bordiga – à l'image de Lénine – ne reculait donc pas devant les compromis nécessaires (formation du PCI, discipline dans l'IC), ni non plus devant les changements de tactiques occasionnés par les circonstances. Les voies de l'invariance sont impénétrables...

vers un sommet unique. Mais cette pyramide repose sur son sommet et son équilibre est trop instable. Il faut la renverser.»

Il est clair qu'à cette époque, Bordiga espérait encore redresser l'IC malgré le poids du parti russe. Ainsi, il proposa de convoquer un congrès international pour l'été 1926. **Sur la base d'une filiation de gauche avec Lénine**, la fraction «abstentionniste» voulait constituer une opposition «critique mais disciplinée» à l'intérieur de l'IC.

Lorsqu'il fut exclu, y compris du PCI (en 1930, pour avoir pris une nouvelle fois la défense de Trotsky), Bordiga se retira complètement de la vie politique jusqu'en 1944 et il refuse de contribuer à former une autre Internationale (26). Il n'eut même aucun rapport avec les courants qui se réclamaient de lui, que ce soit la fraction de gauche s'étant constituée dans le PCI (à Pantin en 1927), puis de façon indépendante (en 1935) ou que ce soit les diverses fractions d'exilés, comme «Bilan» en Belgique.

C. LA LÉGENDE DE LA GAUCHE ITALIENNE OU LA TENTATIVE DE MINIMISER DES POSITIONS ULTRA- LÉNINISTES SUR LA QUESTION DU PARTI

Entre 1926 et 1945, l'ensemble des fractions qui se revendiquèrent du courant de la gauche italienne furent réduites à l'état de sectes. Elles se différencièrent du trotskysme dans la mesure où, faisant l'analyse d'un processus de contre-révolution et non pas de simple dégénérescence bureaucratique, elles estimaient **que la construction du nouveau Parti mondial n'était pas à l'ordre du jour**. Ainsi, à la fin des années trente, théorisant que la situation — du fait de la profonde défaite du prolétariat dans la plupart des pays — était celle d'un «cours à la guerre», les fractions «bordiguistes» critiquèrent le volontarisme qui présida à la fondation de la IV^e Internationale (1938) par le «prophète» Trotsky et ses disciples. Bordiga, lui, avait poussé la logique jusqu'au bout: l'existence formelle du Parti n'étant plus possible, il s'était retiré dans sa tour d'ivoire et malgré quelques sollicitations il garda le silence.

La fraction des exilés en Belgique, qui publiait la revue «Bilan» (27) et qui est présentée aujourd'hui par certains comme le «nec plus ultra» des groupes de l'entre-deux-guerres, se trouva confrontée à «l'épreuve des faits» avec le soulèvement des prolétaires d'Espagne. Pour faire rentrer de force une réalité gênante dans ses schémas issus d'une vision partitiste de l'histoire, elle nia le processus révolutionnaire qui se déroula entre juillet 1936 et mai 1937, en résistant jusqu'à cette date aux tentatives d'embrigadement anti-fasciste (28). Puisque le Parti n'existait pas, il ne pouvait pas y avoir un développement autonome de la lutte de classe où que ce soit dans le monde. Cette thèse

(26) Par exemple, dans sa «Lettre à Karl Korsch» (28 octobre 1926) lui lui demandait de prendre l'initiative de jeter les bases d'une opposition Internationale de gauche, Bordiga répondait: «... je ne crois pas qu'il faille faire une déclaration internationale comme vous le proposez, et je ne pense même pas que la chose tennit réalisable en pratique» (cf. le n. 68 de la revue «Programme communiste», 1976).

(27) Ce titre de revue justifiait la seule tâche envisageable, pour cette fraction, à l'époque: tirer les leçons du passé, en particulier de la période des années vingt.

(28) A propos de la réédition des textos de Bilan (voir le livre de J. Barrot en 10/18), et de l'Union communiste (voir «Chronique de la révolution espagnole» introduite par Chazé aux Ed. Spartacus, série B, n. 110), la réponse du PIC à la Guerre Sociale a largement abordé ce problème - cf. le n. 33 de «Jeune taupe».

trouve a posteriori quelques échos car il y a une confusion entretenue entre d'une part, une analyse globale de la période d'alors, et d'autre part, le prolongement d'une conception «marxiste-léniniste» du Parti qui serait justifiée par cette analyse. La théorisation d'une contre-révolution en marche et de l'ouverture d'un cours à la guerre était effectivement une lecture des faits qui s'imposait car la réalité telle qu'elle existait alors hypothéquait sérieusement les chances d'une extension des luttes ouvrières. Mais la négation de tout mouvement prolétarien, même isolé, et le refus d'envisager une intervention révolutionnaire ne faisaient que traduire **la réduction de n'importe quel processus réel à la possibilité (ou non) d'émergence (formelle) du Parti historique**. Le Parti c'est la classe; sans lui, elle n'a pas d'existence propre!

D'autres groupes, qui pourtant procédaient au même genre d'analyse sur la période (contre-révolution, marche à la guerre), amorcèrent au contraire des évolutions intéressantes sur la conception du Parti car ils s'inspirèrent de l'expérience de la gauche germano-hollandaise. Il y eut ainsi l'Union Communiste (1933-39) qui recueillit les scissionnistes de la fraction bordiguiste à la suite des positions prises par Bilan face aux luttes ouvrières en Espagne. Mais par rapport à son évolution d'ensemble (critique de l'URSS, des Fronts populaires, des libérations nationales, etc), celle sur le Parti fut très lente et très insuffisante: elle s'opéra essentiellement grâce à ses contacts avec le Groupe des Communistes internationalistes de Hollande (GIK) dont les thèses restaient elles-mêmes largement «avant-gardistes» (29). En fait, ce fut surtout auparavant le groupe de l'Ouvrier Communiste (1929-31) qui publia 13 numéros d'une revue du même nom après avoir rompu avec la fraction de gauche, en France, du PCI. En contact avec les éléments qui continuaient le KAPD et l'AAUD en Allemagne, mais également avec le courant autour de Miasnikov (Groupe ouvrier du Parti communiste russe), il commença à approfondir le problème des rapports groupes de révolutionnaires/classe ouvrière. Par là même, il engagea un dépassement de la notion de Parti sans pour autant au niveau de la prise de conscience, rejeter un certain nombre de références propres à l'ancien mouvement ouvrier, telle que par exemple celle d'«élites prolétariennes» (30).

Pendant la IIe guerre mondiale, les fractions «bordiguistes» évitèrent - à la différence des trotskystes - de sombrer dans la résistance et ce malgré quelques «flottements» notables comme l'épisode du «comité anti-fasciste» lancé à Bruxelles par Vercesi. Au sortir de la guerre, la polémique rebondit pour savoir si la situation était favorable ou non à la constitution du Parti. La gauche communiste de France qui publiait «Internationalisme» s'opposa à cette constitution en faisant l'analyse d'une conjoncture défavorable, tandis que la fraction de Damen qui avait proclamé le Parti communiste internationaliste dès 1943 en Italie, fut soutenue par Bordiga en 1945. Tous les groupes d'exilés durent alors se dissoudre et leurs éléments adhérer individuellement pour constituer des fractions officielles de ce Parti dans les autres pays. Le débat sur les possibilités offertes par la période ne remettait pas en cause la conception «marxiste-léniniste» du Parti. En fait, les frères ennemis étaient

(29) Cf. le texte «Les Mouvements des masses et «l'avant-garde» paru dans «L'Internationale», n. 31, organe de l'Union communiste (3 octobre 1937). Il sera publié en annexe de l'édition complète de ce travail du PIC sur l'organisation.

(30) Le texte: «Sur le rôle des élites prolétariennes dans la révolution de classe» paru dans l'Ouvrier communiste n. 7-8 (mars 1930) peut se trouver reproduit dans le n. 35 de «Jeune taupe». Il figurera aussi dans la liste des annexes à l'édition complète.

d'accord pour réaffirmer la nécessité impérative de celui-ci. En quelques années (1945-49), Bordiga allait rétablir une stricte orthodoxie contre les éléments qui tendaient à remettre en cause «l'intouchabilité du critère Parti» (31). Non seulement, il se revendiquait de la continuité avec l'IC en rattachant le Parti communiste internationaliste à la scission de Livourne, **et non pas à la fraction «abstentionniste» proprement dite qui s'était affirmée avant dans le PSI** (en particulier au congrès de Bologne en 1919) mais de plus il développa un ultra-léninisme forcené.

Jusqu'à la fin de sa vie en 1970, Bordiga s'occupa essentiellement de théorie. Il voulait «restaurer le marxisme» (!): il s'y attela à travers de nombreux textes lus au cours des réunions qu'il tint entre 1951 et 1966; de plus, il écrivit une grande quantité d'articles sur les thèmes les plus divers: l'espèce humaine, le sport, la religion, la conquête de l'espace, l'œuvre d'Einstein, etc. C'est en se basant sur cette production littéraire **de Parti** que des éléments comme J. Camatte ou J. Barrot et qu'un «groupe» comme «La Guerre sociale» attribuent un caractère révolutionnaire à l'apport théorique du Bordiga d'après-guerre. Or, s'il est vrai que sur certains points, ce dernier émet des analyses originales (critiques par rapport à une «foi rationnelle» dans la science, la technique... y compris dans le prolétariat dont il souligne les limites de classe sociologique, «ouvrière» c'est-à-dire définie exclusivement par le capital), il demeure plus que jamais dans la «continuité du marxisme». Ses constantes théoriques, maintes fois rabâchées, sont: le Parti, le Programme... et par voie de conséquence l'apologie des bolchéviks et de Lénine pour avoir incarné victorieusement ce que le marxisme avait prêté (!). Même s'il garda quelques distances par rapport au Parti formel qui s'était constitué, il n'en fut pas moins le dirigeant occulte qui guidait toutes ses activités. Le centralisme organique avait sanctifié une sorte de Pape du marxisme dont l'on venait chercher la bénédiction lors de pèlerinages organisés à Naples.

Il y aurait de multiples extraits à citer pour illustrer l'ultra-léninisme de Bordiga et du Parti communiste internationaliste (Programme communiste) après la seconde guerre, sans parler des autres Partis, scissions de ce dernier, qui continuent de se proclamer les seuls et véritables héritiers de la gauche communiste d'Italie (32). Nous nous contenterons de donner un long mais très significatif passage du paragraphe intitulé «Tables programmatiques de Parti» qui fait partie du compte rendu de la réunion tenue à La Spezia en avril 1960 (titre de la 3e partie publiée dans le livre de J. Camatte, déjà cité aux Ed. Spartacus: «Commentaires des manuscrits de 1844»):

«Notre thèse conclusive qui n'a pas seulement une portée cognitive et théorique mais pratique, organisationnelle, est que le parti communiste ne

(31) Sur l'après-2e-guerre, voir:

– l'article: «Sur le regroupement des révolutionnaires: lettre de rupture avec le bordiguisme 1949»

(Lettre de Lastéradé à Chazé) – cf. J.T n. 18

– le texte: «L'épreuve des faits après la 2e guerre mondiale» publié dans J.T. n. 35 et qui prendra place dans la 3^e partie de l'édition complète sur l'organisation.

(32) – La scission autour de Damen qui constitua le Parti communiste internationaliste en 1952, et qui publie encore aujourd'hui le journal «Battaglia Comunista»;

– Celle qui aboutit à un autre Parti communiste internationaliste, en 1964, et qui continue de faire paraître le journal «Rivoluzione Comunista». C'est d'ailleurs, selon J. Camatte, cette 2e scission qui provoqua le changement de nom du Parti d'origine: il devint le Parti communiste international (cf. en France, le journal «Le Prolétaire» et la revue «Programme communiste»).

peut mener sa lutte au cours de l'histoire (comme le prolétariat ne le pourrait pas sans son organisation en parti que le Manifeste des communistes postula, une fois pour toutes, en 1848) s'il ne subordonne pas son action, se déroulant sur un parcours séculaire, à de claires tables programmatives. Celles-ci rassemblant ce que la théorie et la praxis du Parti présentent de fondamental, peuvent être considérées comme condensées en thèses précises depuis cette époque, dont nous sommes en train de nous occuper, où, de façon évidente, apparurent le but et le contenu de la lutte historique de la classe ouvrière contre le capitalisme moderne.

La structure de ces tables fondamentales est incluse en grande partie dans le texte du Manifeste. Mais celui-ci constitue une norme d'action précise pour le monde d'une époque donnée, et pas seulement le bagage d'action et de doctrine commun à tous les temps et, en outre, à tous les pays.

Le programme de base de tout le mouvement doit donc être construit en unissant les thèses centrales que le Manifeste énonça ouvertement au milieu du XIXe siècle, et celles qui figurent dans nos textes classiques comme vision générale de l'histoire passée et future de l'espèce dans toutes ses manifestations et donc, avec ce premier dénouement des éternelles énigmes qui fut avec une audace incomparable (possible seulement chez un être qui avait déprécié la force des gestes révélateurs d'un homme de pensée et d'action) énoncée dans ces «Manuscrits». Son contenu essentiel est la description programmatique des caractères propres à une société communiste, objet de notre prévision et fin suprême de notre lutte.

Par une longue œuvre remplissant de nombreuses années, nous avons démontré qu'une telle description rigoureuse ainsi qu'essentielle est l'objet des œuvres, toutes classiques, de Marx et d'Engels, et que les différents marxistes, dont le prototype est Lénine, l'ont toujours tenue pour définitive et immuable. Si définir la société à laquelle nous arriverons dérive de la puissance de notre méthode, il en est de même en ce qui concerne la caractérisation, en lignes inviolables, de la route lumineuse qui conduit vers elle.

L'importance de l'action visant une telle «reconstruction des tables» du mouvement est évidente. L'histoire de ce dernier, de ses déviations et de ses crises sera utilisée pour démontrer à quel point il y eut toujours, au cours de ces longs égarements — dont notre critique sait bien individualiser et indiquer les causes déterminantes, quelquefois irrésistibles — utilisation d'un chemin différent de celui tracé dans les théories fondamentales. Durant et après la vie de Marx, la réaction à ces débandades dégénérées consista toujours en un ferme retour aux directives initiales. Tout cela a eu un ample développement dans notre travail de quinze ans. On sait comment nous avons mis en évidence la guerre du bolchévisme léniniste, au temps de la révolution, contre la trahison odieuse des social-patriotes et social-démocrates, comme l'exemple le plus élevé de restauration totalitaire du marxisme intégral, en laquelle réside le plus grand résultat de la victoire d'octobre, non détruite par la troisième vague des corrupteurs qui ont au contraire renversé le résultat social, c'est-à-dire l'Etat socialiste de Russie, et le résultat organisationnel, c'est-à-dire l'Internationale communiste.

La tradition Lénine-parti bolchévik-dictature du prolétariat en 1917 reste donc, même si c'est seulement dans le domaine de la théorie, la plus grande des victoires du communisme révolutionnaire intégral tel qu'il surgit vers 1850, bloc incandescent, de la forge de l'histoire humaine. Une tradition à ce point ininterrompue ne pourra jamais être effacée, et les noms de Staline et des Krouchtchev avec leurs vides adulateurs, ne feront que s'ajouter à la

série sordide des révisionnistes et des immédiatistes, dont les premières charognes furent honteusement clouées sur la planche anatomique de la main même de Karl Marx.

Notre œuvre actuelle a pour objectif de remettre en ordre les thèses documentaires tant de fois mises au rebut, et de les exposer dans la lumière de leur intégrité, même si, dans la phase historique actuelle, une semblable troisième restauration n'a pas encore trouvé le mouvement réel d'insurrection révolutionnaire qu'il devra revêtir à l'avenir.»

Il s'agit donc de rompre avec la légende construite autour des «apports révolutionnaires» de la gauche italienne car c'est une opération visant à minimiser ses positions ultra-léninistes sur la conception du Parti. Que ce soit après la seconde guerre, ou auparavant à l'époque de la fondation du PCI et de son opposition disciplinée à l'intérieur de l'IC, puis durant les années trente, Bordiga et les diverses fractions de gauche, en premier lieu Bilan, n'ont fait que passer du stade d'une expression réelle «léniniste de gauche» à celui d'une logomachie «ultra-bolchévik» proche du langage de bois typique de l'idéologie stalinienne et des sectes gauchistes (trotskystes, maoïstes). De plus, comme nous l'avons indiqué, la mise en avant de la fonction centrale du Parti caractérisa la fraction «abstentionniste» dès son origine. Cependant, si en dehors du Parti, l'on veut souligner des aspects intéressants (33) de la gauche italienne sans entretenir de légende, ceux-ci se trouvent beaucoup plus dans cette période où la fraction «abstentionniste» représentait une opposition de gauche au sein de la S.D. que dans celle où, après s'être soumise à la discipline du Komintern à la suite du congrès de Livourne, **elle passa son temps à égréner le chapelet «marxiste-léniniste»!**

(33) Ces aspects sont, par exemple, des parties de l'analyse critique du parlementarisme, de la démocratie, du contrôle ouvrier (autogestion), du fondement mercantile de la société capitaliste.

CONCEPT «ULTRA-GAUCHE»

En référence au livre de Lénine: «La Maladie infantile du communisme: le gauchisme» (1921), mais aussi à cause de la mythologie développée par certains groupes après Mai 1968, l'habitude s'est instaurée de rassembler sous l'étiquette «ultra-gauche» ce qui est appelé «les apports des gauches allemande, hollandaise et italienne». Il faut donc avant tout rompre avec ce genre d'habitude. En effet, d'une part - comme nous l'avons déjà démontré (cf : Concept «léniniste» et apparentés: trotskyste, bordiguiste...) — la dite gauche italienne, excepté quelques analyses intéressantes (critiques de la démocratie, de l'antifascisme, de l'autogestion), n'a pas un apport d'ensemble qui la distingue du bolchévisme. Elle apparaît bien au contraire comme une aile gauche du léninisme et de la II^e Internationale, s'apparentant au courant trotskyste et aux autres disciples des bolchéviks par sa logomachie forcenée sur le thème du Parti. D'autre part, les conseillistes hollandais depuis le GIK (Groupe des communistes internationaux) s'efforcent de gommer les aspects partitistes de l'époque du KAPD (Parti communiste ouvrier allemand) sans pour autant remonter aux thèses de Marx lui-même. Dans tout le mouvement théorico- pratique qui, d'avant 1905 jusqu'après le processus révolutionnaire de 1917 à 1923, va rétablir **la prééminence du mouvement réel** contre l'idéologie social-démocrate et sa filiale: le bolchevisme, ils éludent la place fondamentale occupée par Rosa Luxemburg tentant d'opérer un «retour à Marx» au-delà de sa critique de la II^e Internationale et de toutes ses fractions.

Seuls quelques-uns, à l'image de Paul Mattick (sur lequel nous reviendrons par la suite), soulignèrent l'intérêt des positions élaborées par celle-ci:

« Telles qu'elles viennent d'être retracées, les divergences de principes entre Luxemburg et Lénine ont déjà été peu ou prou dépassées par l'histoire: bien des faits ou des idées, qui nourrirent autrefois la polémique, ont depuis perdu toute espèce d'actualité. Mais il n'en est pas du tout de même pour la question qui se trouvait à la base de la controverse: du mouvement ouvrier organisé ou du mouvement spontané du prolétariat, quel est le facteur révolutionnaire fondamental? Or, sur ce plan également, l'Histoire a donné raison à Rosa Luxemburg. Le léninisme est désormais enterré sous les décombres de la III^e Internationale. Un nouveau mouvement ouvrier, complètement délogé

des traits social-démocrates (dont ni Luxemburg, ni Lénine ne furent exempts) mais résolu néanmoins à mettre à profit les leçons du passé, devra rompre avec les traditions de l'ancien mouvement ouvrier et leur influence délétère. Et la pensée de Rosa Luxemburg demeure à cet égard aussi vivifiante que le léninisme a été néfaste. Oui, ce nouveau mouvement ouvrier, et le noyau de révolutionnaires conscients qu'il comprendra nécessairement pourra tirer davantage de la théorie révolutionnaire de Rosa Luxemburg, et y puiser plus de raisons d'espérer, que de tous les «hauts faits» de l'Internationale léniniste. A l'image de Rosa Luxemburg en pleine guerre mondiale et face à la banqueroute de la IIe Internationale, les révolutionnaires d'aujourd'hui peuvent dire, face à l'effondrement de la IIIe Internationale : Nous ne sommes pas perdus et nous vaincrons si nous n'avons pas désappris d'apprendre. »

Les divergences de principe entre Rosa Luxemburg et Lénine (1935) cf. le choix de textes de Paul Mattick réunis sous le titre «Intégration capitaliste et rupture ouvrière» (EDI).

1. AUX ORIGINES DU CONCEPT «ULTRA-GAUCHE»

LE «RETOUR A MARX» DE ROSA LUXEMBURG

C'est avant l'expérience du processus révolutionnaire de 1905 en Russie que Rosa Luxemburg avait commencé de renouer avec les aspects positifs de la conception de Marx sur l'organisation. Le texte le plus connu à ce propos est intitulé: «Questions d'organisation dans la Social-Démocratie russe» paru dans l'Iskra et la Neue Zeit en 1904 (1).

Contre les théories de la fraction bolchévik au sein du POSDR qu'elle qualifie du terme de «jacobin-blanquiste», Rosa Luxemburg développe déjà le point de vue selon lequel l'organisation/Parti est **le produit du «mouvement propre de la classe ouvrière»**:

«Le mouvement socialiste est, dans l'histoire des sociétés fondées sur l'antagonisme des classes, le premier qui compte, dans toutes ses phases et dans toute sa marche, sur l'organisation et sur l'action directe et autonome de la masse.

Sous ce rapport la démocratie socialiste crée un type d'organisation totalement différent de celui des mouvements socialistes antérieurs par exemple, les mouvements de type jacobin-blanquiste.

Lénine paraît sous-évaluer ce fait lorsque, dans le livre cité (p. 140) (2) il exprime l'opinion que le social-démocrate révolutionnaire ne serait pas autre chose qu'un jacobin indissolublement lié à l'organisation du prolétariat qui a pris conscience de ses intérêts de classe...»

«En vérité la social-démocratie n'est pas liée à l'organisation de la classe ouvrière, elle est le mouvement propre de la classe ouvrière.»

Elle tire déjà également le maximum de leçons sur la base de cette différence affirmée vis-à-vis des mouvements antérieurs. Pour la critique

(1) Cf. Ed. Spartacus, série B, n. 56 - Choix de textes sous le titre général de Lucien Laurat: «Marxisme contre Dictature».

(2) Le livre cité de Lénine est: «Un pas en avant, deux pas en arrière»; il représente pour Rosa Luxemburg «l'exposé systématique des vues de la tendance ultra-centraliste du Parti russe!»

clairvoyante des tares du léninisme que fut Rosa Luxemburg, «*cela implique une révision complète des idées sur l'organisation et par conséquent une conception tout à fait différente de l'idée du centralisme ainsi que des rapports réciproques entre l'organisation et la lutte*».

Ainsi elle défend le principe d'un «**auto-centralisme**», **naissant comme expression organisée de la spontanéité ouvrière** et elle condamne «l'ultra-centralisme» de Lénine, basé sur une conception de la discipline propre au système capitaliste:

«La discipline que Lénine a en vue est inculquée au prolétariat non seulement par l'usine, mais encore par la caserne et par le bureaucratisme actuel, bref par tout le mécanisme de l'Etat bourgeois centralisé.

C'est abuser des mots et s'abuser que de désigner par le même terme de «discipline» deux notions aussi différentes que, d'une part, l'absence déployée et de volonté dans un corps aux mille mains et aux mille jambes, exécutant des mouvements automatiques, et, d'autre part, la coordination spontanée des actes conscients, politiques d'une collectivité. Que peut avoir de commun la docilité bien réglée d'une classe opprimée et le soulèvement organisé d'une classe luttant pour son émancipation intégrale?

Ce n'est pas en partant de la discipline imposée par l'Etat capitaliste au prolétariat (après avoir simplement substitué à l'autorité de la bourgeoisie celle d'un Comité central socialiste), ce n'est qu'en extirpant jusqu'à la dernière racine ces habitudes d'obéissance et de servilité que la classe ouvrière pourra acquérir le sens d'une discipline nouvelle, de l'auto-discipline librement consentie de la social-démocratie.»

«L'ultra-centralisme défendu par Lénine nous apparaît comme imprégné, non point d'un esprit positif et créateur, mais de l'esprit stérile du veilleur de nuit.»

Quant aux rapports réciproques entre l'organisation et la lutte, Rosa Luxemburg les conçoit d'une façon très proche de celle énoncée par Marx lorsqu'il s'inspirait de l'expérience du prolétariat (1848, 1871), et non pas de ses calculs vis-à-vis de l'échiquier politique de son époque (cf. le concept de «révolution en permanence»). Non seulement, elle comprend l'organisation comme un produit de la lutte, avant de pouvoir en être éventuellement un «facteur actif», mais de plus elle souligne **le caractère conservateur de toute organisation de masse construite en préalable à la lutte et donc son rôle de frein mais aussi d'opposition, vis-à-vis de tout mouvement spontané**. Ayant observé et analysé les mouvements de 1896, 1901 et 1903 en Russie, comme elle le fera plus tard pour la révolution de 1905, elle écrit:

«Dans tous les cas, notre cause a fait d'immenses progrès. L'initiative et la direction consciente des organisations social-démocratiques n'y ont cependant joué qu'un rôle insignifiant. Cela ne s'explique pas par le fait que ces organisations n'étaient pas spécialement préparées à de tels événements (bien que cette circonstance ait pu aussi compter pour quelque chose) et encore moins par l'absence d'un appareil central tout-puissant comme le préconise Lénine. Au contraire, il est fort probable que l'existence d'un semblable centre de direction n'aurait pu qu'augmenter le désarroi des comités locaux en accentuant le contraste entre l'assaut impétueux de la masse et la position prudente de la social-démocratie. On peut affirmer d'ailleurs que ce même phénomène - le rôle insignifiant de l'initiative consciente des organes centraux dans l'élaboration de la tactique - s'observe en Allemagne aussi bien

que partout. Dans ses grandes lignes, la tactique de lutte de la social-démocratie n'est, en général, pas à «inventer»; elle est le résultat d'une série ininterrompue de grands actes créateurs de la lutte de classe souvent spontanée, qui cherche son chemin.

L'inconscient précède le conscient et la logique du processus historique objectif précède la logique subjective de ses protagonistes. Le rôle des organes directeurs du Parti socialiste revêt dans une large mesure un caractère conservateur: comme le démontre l'expérience, chaque fois que le mouvement ouvrier conquiert un terrain nouveau, ces organes le labourent jusqu'à ses limites les plus extrêmes, mais le transforment en même temps en un bastion contre des progrès ultérieurs de plus vaste envergure. »

Soumettant toute théorie à «l'épreuve des faits» et s'appuyant de plus en plus sur les leçons tirées de diverses expériences qui évoluent en fonction des conditions objectives, Rosa Luxemburg détermine la compréhension du mouvement réel des luttes comme étant nécessairement celle d'un **processus** où tous les phénomènes, y compris celui de l'organisation, sont liés les uns aux autres et contribuent à faire surgir les conditions futures de leur dépassement:

«... il est douteux qu'un statut (3), quel qu'il soit, puisse prétendre à l'avance à l'infailibilité: il faut qu'il subisse d'abord l'épreuve du feu»

«... rien n'est plus contraire à l'esprit du marxisme, à sa méthode de pensée historico-dialectique, que de séparer les phénomènes du sol historique d'où ils surgissent et d'en faire des schémas abstraits d'une portée absolue et générale.»

Elle condamne en conséquence **toute prétention à une vision programmatique du mouvement ouvrier:**

« Voilà pourquoi c'est une illusion contraire aux enseignements de l'Histoire que de vouloir fixer, une fois pour toutes, la direction révolutionnaire de la lutte socialiste et de garantir à jamais le mouvement ouvrier de toute déviation opportuniste. Sans doute, la doctrine de Marx nous fournit des moyens infailibles pour dénoncer et combattre les manifestations typiques de l'opportunisme. Mais le mouvement socialiste étant un mouvement de masse et les écueils qui le guettent étant les produits, non pas d'artifices insidieux, mais de conditions sociales inéluctables, il est impossible de se prémunir à l'avance contre la possibilité d'oscillations opportunistes. Ce n'est que par le mouvement même qu'on peut les surmonter en s'aidant, sans doute, des ressources qu'offre la doctrine marxiste, et seulement après que les écarts en question ont pris une forme tangible dans l'action pratique.»

Contre tous les détenteurs de Vérité qui, à l'image du Comité central du POSDR, affirment incarner le Programme Historique du prolétariat en se substituant à lui, Rosa Luxemburg rétablit la prééminence du mouvement réel. Comme Marx, avant qu'il fasse le lit de la social-démocratie en cautionnant - malgré ses critiques restées secrètes - le programme de Gotha (1875) elle insiste sur le fait — à la fin de son texte, **dans un des passages les plus anti religieux et les plus anti-idéologiques de toute l'histoire du mouvement révolutionnaire** - que «l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes» (article 1er de la 1ère Internationale):

«Enfin, on voit apparaître sur la scène un enfant encore plus «légitime» du processus historique: le mouvement ouvrier russe; pour la première fois.

(3) Projet de statut pour l'organisation du Parti russe, POSDR.

dans l'histoire russe, il jette avec succès les bases de la formation d'une véritable volonté populaire. Mais voici que le moi du révolutionnaire russe se hâte de pirouetter sur sa tête et, une fois de plus, se proclame dirigeant tout-puissant de l'histoire, cette fois-ci en la personne de son altesse le Comité central du mouvement ouvrier social-démocrate. L'habile acrobate ne s'aperçoit même pas que le seul «sujet» auquel incombe aujourd'hui le rôle du dirigeant, est le «moi» collectif de la classe ouvrière, qui réclame résolument le droit de faire elle-même des fautes et d'apprendre elle-même la dialectique de l'histoire. Et enfin, disons-le sans détours: les erreurs commises par un mouvement ouvrier vraiment révolutionnaire sont historiquement infiniment plus fécondes et plus précieuses que l'infailibilité du meilleur « Comité central ». »

Ayant rétabli le seul et véritable sujet historique: le prolétariat lui-même Rosa Luxemburg avait d'ailleurs envisagé avec une extrême lucidité les conséquences d'une vision élitiste du processus révolutionnaire:

«Si, nous plaçant au point de vue de Lénine, nous redoutions par-dessus tout l'influence des intellectuels dans le mouvement prolétarien (4), nous ne saurions concevoir de plus grand danger pour le Parti socialiste russe que les plans d'organisations proposés par Lénine. Rien ne pourrait plus sûrement asservir un mouvement ouvrier, encore si jeune, à une élite intellectuelle, assoiffée de pouvoir, que cette cuirasse bureaucratique où on l'immobilise pour en faire l'automate manœuvré par un «comité».

Et, au contraire, il n'y a pas de garantie plus efficace contre les menées opportunistes et les ambitions personnelles, que l'activité révolutionnaire autonome du prolétariat, grâce à laquelle il acquiert le sens des responsabilités politiques.»

Avec un article paru dans la «Neue Zeit» {année XII, 1903-04, n. 2) sous le titre «Espoirs déçus» (5), elle avait également insisté sur le caractère immanent de la conscience de classe propre au mouvement prolétarien:

«C'est pourquoi l'intelligence propre de la masse quant à ses tâches et moyens est pour l'action socialiste une condition historique indispensable tout comme l'inconscience de la masse fut autrefois la condition des actions des classe dominantes.»

L'on peut mesurer ici toute la différence fondamentale qui sépare une telle conception de la conscience de classe de celle exposée par Lénine dans «Que faire?» sur la base de l'idéologie marxiste propagée par Engels et Kautsky (cf. la partie précédente).

Dans sa critique des chefs, Rosa Luxemburg dénonça le rôle joué **par les secrets d'appareil**. Ainsi, elle n'hésita pas à rendre publique la correspondance que lui adressaient plusieurs dirigeants sociaux-démocrates (Molkenburg, Kautsky, Bebel). Furieux de ne plus pouvoir filtrer à son aise les informations destinées à ses «troupes», ce dernier - en plein Congrès d'Iéna, 1911 - accusa Rosa Luxemburg de commettre «une sérieuse indiscretion» et déclara. «... *Je me suis juré, non pas tant de ne plus écrire à la camarade Luxemburg, ce qui ne serait pas possible, mais de ne jamais écrire quoi que ce soit dont elle pût se servir plus tard*» (1), en ajoutant: «*Cela concorde avec l'opinion*

(4) Toujours dans le même livre - cf. note 2 -, Lénine critiquait les intellectuels pour leurs penchants à l'individualisme et à l'anarchisme, donc pour leur aversion à l'égard de la discipline et de l'autorité absolue du Comité Central.

(5) Article repris avec le titre «Masse et Chefs» dans l'édition Spartacus déjà citée; cf. note 1.

que le Bureau socialiste international a de vous» (cité par J-P, Nettl dans «La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg», Ed. Maspero, Protokoll, p. 216-17 au Congrès d'Iéna). A la tribune du dit Congrès, Rosa Luxemburg répliqua en justifiant son exigence de la transparence de toute correspondance contre la politique du secret instaurée par l'élite dirigeante des chefs de la S-D allemande:

«Je ne nie pas le fait que c'est une indiscretion de la part d'un membre du Parti de discuter en public des activités de la direction du Parti, dans l'intérêt du Parti tout entier (...) mais je vais plus loin et je déclare: la direction du Parti est coupable d'avoir négligé son devoir, de ne pas avoir exposé le cas tout entier. C'était son devoir de publier la correspondance et de la soumettre aux critiques du Parti. Nonnêtement, il ne s'agit pas de simples formalités mais d'une question très importante...» (cf. Nettl, idem).

Même si elle ne remit jamais en cause l'existence d'une «direction», du fait de sa persistance à maintenir le concept de Parti, sa pratique de **la clarté politique comme condition fondamentale de l'efficacité révolutionnaire** la conduisit à rompre avec un des aspects typiques du fonctionnement social-démocrate dont Marx avait été le précurseur (rappelons le caractère «privé» maintenu strictement par celui-ci à sa correspondance avec les chefs du parti d'Eisenach et à certains de ses textes critiques tel que celui écrit contre les conditions de la fusion avec les lasalléens lors du Congrès de Gotha -cf. : concept «social-démocrate»).

En fait, à l'origine de cette pratique de Rosa Luxemburg, il y avait toute l'expérience acquise **dans la gauche polonaise** (6), depuis les années 1880 (parti «Prolétariat»), et en particulier aux côtés de Léo Jogichès. La SDKPIL (Social démocratie du royaume de Pologne et de Lituanie) fonctionnait en effet de façon beaucoup moins «centraliste» que le parti social-démocrate allemand ou le parti social-démocrate russe (sous l'impulsion de sa fraction bolchevik). Les rapports en son sein étaient fondés sur un mode **égalitaire** régnant en permanence et non pas sur une discipline imposant de passer par la médiation des «voies officielles» (conférences, comités). La cohésion de l'organisation polonaise n'interdisait pas la possibilité pour les militants ou les sections de prendre des initiatives. Comme le dit Nettl:

«... Cette méthode d'action très souple et très libre ne doit pas être attribuée à un défaut d'organisation: elle était au contraire voulue et on la respectait jalousement» (p. 257); *«Tandis que les Russes et les Allemands parlaient toujours de leur «parti», les dirigeants polonais préféraient le terme de «société coopérative», tout au moins dans leurs relations privées entre eux»* (p. 258).

Cependant, l'expérience de 1905 en Russie allait amener Rosa Luxemburg à développer et à confirmer ses thèses sur la spontanéité ouvrière, la conscience de classe et l'organisation révolutionnaire.

Il faut savoir que Rosa Luxemburg participa effectivement à la 1^{ère} révolution russe. Le 28 décembre 1905, munie de faux papiers, elle se rendit à Varsovie. A la retombée des mouvements, elle fut arrêtée (mars 1906) et, après quelques mois en prison, elle retrouva la liberté en juillet de la même année.

(6) Pour un historique de celle-ci, se reporter à la dernière partie de la brochure «Leçons de la révolution russe: I – Les racines d'octobre 1917» éditée par le PIC – Jeune taupe et par Spartacus, série A, n. 50.

A noter aussi que ses thèses sur la spontanéité révolutionnaire du prolétariat et l'organisation de masse qui en découle, furent élaborées à la suite des grèves de masse de 1902 et 1913 en Belgique. Rosa Luxemburg critiqua à ce propos la pratique et les conceptions des dirigeants du Parti S-D belge, en particulier de leur chef de file, le dénommé E. Vandervelde:

«L'histoire de toutes les révolutions précédentes nous montre que les larges mouvements populaires, loin d'être un produit arbitraire et conscient des soi-disants «chefs» ou des «partis», comme se le figurent le policier et l'historien bourgeois officiel, sont plutôt des phénomènes sociaux élémentaires, produits par une force naturelle ayant sa source dans le caractère déclassé de la société moderne. Le développement de la social-démocratie n'a rien changé à cet état de choses, et son rôle ne consiste d'ailleurs pas à prescrire des lois à l'évolution historique de la lutte de classes, mais, au contraire, à se mettre au service de ces lois, à les plier ainsi sous sa volonté. Si la social-démocratie s'opposait à des révolutions qui se présentent comme une nécessité historique, le seul résultat serait d'avoir transformé la social-démocratie d'avant-garde en arrière-garde, en obstacle impuissant devant la lutte de classes qui en fin de compte triompherait, tant bien que mal, sans elle, et le cas échéant même, contre elle.» («Réponse à la lettre adressée par Vandervelde à la Neue Zeit», 14 mai 1902).

«L'énergie révolutionnaire des masses ne se laisse pas mettre en bouteille et une grande lutte populaire ne se laisse pas conduire comme une parade militaire. De deux choses l'une: ou bien on provoque un assaut politique des masses ou plus exactement, comme un tel assaut ne se provoque pas artificiellement, on laisse les masses excitées partir à l'assaut, et il leur faut tout faire pour rendre cet assaut encore plus impétueux, plus formidable, plus concentré, mais alors on n'a pas le droit, juste au moment où l'assaut se déclenche, de le retarder pendant neuf mois afin de lui préparer, dans l'intervalle, son ordre de marche. Ou bien on ne veut pas d'assaut général, mais alors une grève de la masse est une partie perdue d'avance.» («Article dans le Leipziger Volkszeitung», n. 112, 19 mai 1913) (7).

Contre l'opposition manifestée dans la social-démocratie allemande à considérer une grève de masse comme «une forme élémentaire de révolution» (Lettre à Henriette Roland-Holst, 2 octobre 1905), elle décida de rédiger ce qui devait être la brochure: «Grève de masse, Parti et Syndicats» (8). Au-delà d'une description toujours fortement évocatrice des événements qui ébranlèrent la Russie, elle s'efforce de mettre en évidence les enseignements fondamentaux qui justifient le combat révolutionnaire qu'elle a déjà engagé et qu'elle veut amplifier contre la politique majoritaire et «orthodoxe» (Kautsky) dans la social-démocratie de tous les pays (Ile Internationale):

«... Si l'élément spontané joue dans les grèves de masse de Russie un rôle si prépondérant, ce n'est point parce que le prolétariat russe est «insuffisamment éduqué», mais parce que les révolutions ne se laissent pas diriger comme par un maître d'école»

«Avec la psychologie d'un syndiqué qui ne consent à chômer au premier

(7) Ces textes sont parus aux Ed. Spartacus sous le titre «L'Expérience belge de grève générale», série C. n. 5.

(8) C'est en Finlande où elle s'était réfugiée après sa libération (août 1906) et où elle discuta avec Lénine, Zinoviev et Bogdanov, que Rosa Luxemburg composa cette brochure - disponible aux Ed. Spartacus, série B, n. 55.

Mais qu'une fois bien assuré à l'avance d'un subside fixé avec précision au cas où il serait renvoyé, on ne peut faire ni Révolution, ni grève générale. Mais justement, dans la tourmente de la période révolutionnaire, le prolétaire se transforme, de père de famille prudent qui exige un subside, en un «révolutionnaire romantique» pour qui même le bien suprême, la vie, à plus forte raison le bien-être matériel, n'a que peu de valeur en comparaison du but idéal de la lutte»

«La conception clichée, bureaucratique et mécanique, veut que la lutte soit seulement un produit de l'organisation è un certain niveau de sa force L'évolution dialectique vivante fait au contraire naître l'organisation comme un produit de la lutte. Nous avons déjà vu un exemple grandiose de ce fait en Russie, où un prolétariat presque pas organisé s'est, en un an et demi de luttes révolutionnaires orageuses, créé un vaste réseau d'organisations»

«Six mois de période révolutionnaire achèveront dans ces masses actuellement inorganisées l'œuvre d'éducation dont ne peuvent venir à bout dix années de réunions publiques et de distributions de placards Et quand les circonstances auront en Allemagne atteint de point de maturité nécessaire à une telle période, ces couches, aujourd'hui arriérées et sans organisation, constitueront naturellement dans la lutte, l'élément le plus radical, le plus redoutable, et non l'élément mené à la remorque. S'il se produit en Allemagne des grèves de masse, ce ne seront presque certainement pas les travailleurs les mieux organisés - à coup sûr pas les travailleurs du livre mais les ouvriers moins bien organisés ou pas du tout: les mineurs, les textiles, peut-être même les ouvriers agricoles, qui déploieront la plus grande capacité d'action.»

Par sa réappropriation des aspects positifs du la conception de Marx sur l'organisation, Rosa Luxemburg rompait non seulement avec la vision anarcho-syndicaliste de la grève générale, mais aussi posait les jalons d'un dépassement de l'idéologie social-démocrate et de sa filiation bolchévique:

– toute organisation révolutionnaire de masse ne peut qu'être **une conséquence et non pas un préalable** de l'action et du mouvement propres à la classe ouvrière;

– ce type d'organisation, produit de la lutte, représente donc **le mouvement autonome réel de l'ensemble du prolétariat**, ce que Marx appelait encore le «Parti politique de la classe ouvrière», mais au sens historique car «né spontanément du sol de la société moderne» (Lettre à Freiligrath, 1860) dans les grandes périodes où éclate en affrontement généralisé l'antagonisme fondamental entre le prolétariat et le capital.

Mais ce «retour à Marx» ne suffisait pas. La nouvelle période qui s'ouvrait nécessitait de procéder à un approfondissement critique des thèses de celui-ci, sous peine de rester englué dans les aspects négatifs, c'est-à-dire ceux qui avaient contribué à faire le lit de la social-démocratie. Contrairement à la question nationale (ainsi qu'à ses conséquences sur le processus révolutionnaire en Russie et dans le monde entier) où elle n'avait pas hésité à remettre en cause les «vieilles idées» de Marx-Engels contre «le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes» revendiqué par Lénine... et par le président Wilson des États-Unis dans ses 14 points pour la paix en janvier 1918, mais aussi à la différence de l'Accumulation du capital (problème de la réalisation de la plus-value) où elle avait su critiquer les insuffisances des explications économiques de Marx par rapport aux racines de la crise en période impérialiste (saturation des marchés, exacerbation de la concurrence), Rosa Luxemburg se montra en grande partie incapable d'aller plus loin à propos de l'organisation.

LE POIDS DES ERREURS DU «CONCEPT MARXISTE» SUR ROSA LUXEMBURG

Malgré l'apparition des **Soviets** (Conseils ouvriers) en 1905, phénomène qu'elle n'analyse pas dans sa brochure sur la grève de masse, Rosa Luxemburg continua d'attribuer le terme de «Parti» au mouvement d'ensemble du prolétariat qui tendait à s'organiser grâce à sa spontanéité révolutionnaire:

«Nous arrivons d'ailleurs ainsi, en Allemagne, pour ce qui concerne la tâche propre de la «direction», le rôle de la social-démocratie à l'égard des grèves générales, aux mêmes conclusions que dans l'analyse des événements en Russie. Laissons de côté le schéma pédantesque d'une grève de démonstration de masse exécutée par la minorité organisée, sous le commandement du Parti et des Syndicats; considérons le vivant tableau d'un mouvement populaire surgissant avec la force d'un phénomène naturel, d'une opposition de classe et d'une situation politique poussée à l'extrême, et faisant explosion en orageuses luttes de masses tant politiques qu'économiques: la mission de la démocratie socialiste consistera évidemment, non dans la préparation et la direction technique de la grève, mais avant tout dans la direction politique du mouvement tout entier.» (cf. «Grève de masse, Parti et Syndicats).

En effet, sa conception du processus révolutionnaire mettait avant tout l'accent sur l'insuffisance des moyens utilisés par la S-D dans la période précédente (parlementarisme et syndicalisme), face aux nécessités de la révolution prolétarienne à venir et par rapport à l'arme essentielle de celle-ci: la grève de masse. Rosa Luxemburg persistait par là dans ses illusions de «gauche de la social-démocratie» qui voulait arracher le «centre orthodoxe» (Bebel, Kautsky) à l'influence des thèses «révisionnistes» émises en particulier par E. Bernstein. Ainsi, elle ne critiquait pas sur le fond la politique social-démocrate et ses tactiques: participation aux élections et au parlement, développement des syndicats comme courroies de transmission du Parti. De son point de vue, il restait des tâches bourgeoises que la classe ouvrière devait continuer à réaliser à la place des bourgeoisies qui s'en montraient incapables, en premier lieu l'allemande et la russe (phase démocratique). Le thème de la grève de masse visait encore à redresser - s'il était repris majoritairement par la IIe Internationale (but des motions du courant de gauche lors des congrès) — les partis sociaux-démocrates de tous les pays contre les déviations issues de la pratique parlementaire et de ses corollaires: réformisme, légalisme, révisionnisme.

Aussi, en dépit d'une remarquable lucidité qui lui fait dire:

«La révolution d'aujourd'hui réalise (...) dans le cas particulier de la Russie absolutiste les résultats généraux de l'évolution capitaliste internationale: elle apparaît moins comme une dernière ramification des vieilles révolutions bourgeoises que comme un premier signe avant-coureur de la nouvelle série des révolutions prolétariennes en Occident» (cf. «Grève de masse...»), Rosa Luxemburg maintient le «concept marxiste» de «**révolution en permanence**» que Trotsky qualifiera de «transcroissance de la révolution bourgeoise en révolution prolétarienne» (1).

Même si elle montrait l'unité des luttes économiques et politiques contre la séparation antérieure cristallisée sous la forme Parti/Syndicats, elle plaçait toujours sa vision du processus des luttes de masse dans le cadre de **revendications démocratiques** à accomplir pour en finir avec les restes de féodalité.

«La contradiction de ces données se manifeste en ceci que, dans cette Révolution formellement bourgeoise, l'opposition de la société bourgeoise à l'absolutisme est dominée par l'opposition du prolétariat à la société bourgeoise;

que la lutte du prolétariat est dirigée en même temps, avec la même énergie contre l'absolutisme et contre l'exploitation capitaliste; que le programme des luttes révolutionnaires est orienté avec la même force vers la liberté politique et vers la conquête de la journée de huit heures, ainsi que d'une existence matérielle humaine pour le prolétariat. Ce caractère double de la Révolution russe se montre dans cette union intime et cette réaction réciproque de la lutte économique avec la lutte politique, que les événements de Russie nous ont fait connaître et qui trouvent précisément leur expression dans la grève de masse.» (idem)

L'éclatement de la 1^{ère} guerre mondiale impérialiste en 1914 et la faillite clairement prouvée de la social-démocratie qui entraîna la classe ouvrière dans cette boucherie en l'ayant intégrée au capitalisme et enchaînée à la défense de l'Etat national (derrière les camps impérialistes on présence), n amenèrent pas non plus Rosa Luxemburg à prendre conscience des erreurs du «concept marxiste».

Sur la base de l'évolution historique qui avait conduit à l'industrialisation de la Russie et donc à la lutte de classe prédominante entre le prolétariat et la bourgeoisie, elle dénonça pourtant parfaitement l'utilisation par la S-D de l'analyse antérieure de Marx considérant en 1848, comme par la suite, le tsarisme russe sous la forme du «rempart de la Réaction européenne» qu'il fallait miner par le soutien aux luttes de libération nationale, en particulier par la revendication de l'indépendance polonaise:

«Le groupe social-démocrate avait prêté à la guerre le caractère d'une défense de la nation et de la civilisation allemandes, la presse social-démocrate elle, la proclama libératrice des peuples étrangers. Hindenburg devenait l'exécuteur testamentaire de Marx et Engels.» (9).

Mais à côté de cette dénonciation de l'opération S-D consistant à mettre le «testament de Marx» au service du militarisme prussien, elle s'accrocha à la vision «marxiste» de 1848 d'un **programme national** (la conception internationale imposait encore au processus prolétarien la nécessité d'emprunter la voie capitaliste et bourgeoise de «prise du pouvoir politique» ou de «conquête du pouvoir d'Etat» à l'intérieur des frontières de chaque pays):

«Oui, les sociaux-démocrates doivent défendre leur pays lors des grandes crises historiques. Et la lourde faute du groupe S-D du Reichstag est d'avoir solennellement proclamé dans sa déclaration du 4 août 1914: «A l'heure du danger, nous ne laisserons pas notre patrie sans défense», et d'avoir dans le même temps, renié ses paroles. Il a laissé la patrie sans défense à l'heure du plus grand danger. Car son premier devoir envers la patrie était à ce moment de lui montrer les dessous véritables de cette guerre impérialiste, de rompre le réseau de mensonges patriotiques et diplomatiques qui camouflait cet attentat contre la patrie; de déclarer haut et clair que, dans cette guerre, la victoire et la défaite étaient également funestes pour le peuple allemand; de résister jusqu'à la dernière extrémité à l'étrangement de la patrie au moyen de siège; de proclamer la nécessité d'armer immédiatement le peuple et de le laisser décider lui-même la question de la guerre ou de la paix; d'exiger avec la dernière énergie que la représentation populaire siège en permanence pendant toute la durée de la guerre pour assurer le contrôle vigilant

(9) Cf. «Brochure de Junius ou la crise de la social-démocratie» – Ed. La Taupe, Bruxelles 1970. On peut trouver une présentation critique de ce texte, avec de larges extraits dans le Cahier Spartacus «Rosa Luxemburg et sa doctrine», série B, n.80.

de la représentation populaire sur le gouvernement et du peuple sur la représentation populaire; d'exiger l'abolition immédiate de toutes les limitations des droits politiques, car seul un peuple libre peut défendre avec succès son pays; d'opposer, enfin, au programme impérialiste de guerre - qui tend à la conservation de l'Autriche et de la Turquie, c'est-à-dire de la réaction en Europe et en Allemagne - le vieux programme véritablement national des patriotes et des démocrates de 1848, le programme de Marx, Engels et Lasalle: le mot d'ordre de grande et indivisible République allemande. Tel est le drapeau qu'il fallait déployer devant le pays, qui aurait été véritablement national, véritablement libérateur, et qui aurait répondu aux meilleures traditions de l'Allemagne et de la politique de classe internationale du prolétariat.» (cf. Brochure de Junius, idem).

Ce type d'illusions restera profondément enraciné jusqu'au bout chez Rosa Luxemburg, malgré sa position par ailleurs radicale sur la question nationale proprement dite. Ainsi, dans sa brochure sur «La Révolution russe» (1918), publiée de façon posthume par Lévi (10), tout en développant une série de critiques radicales contre les bolcheviks et leurs mots d'ordre qualifiés de «petits-bourgeois» (droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la terre aux paysans...), elle persistera dans **sa défense de la démocratie bourgeoise** à travers son attachement aux élections et à l'Assemblée constituante:

«La révolution crée précisément, par la flamme qui l'anime, cette atmosphère politique vibrante, impressionnable, où les vagues de l'opinion publique, le pouls de la vie populaire agissent instantanément et de la façon la plus admirable sur les corps représentatifs. C'est ce qui explique les scènes émouvantes bien connues au début de toutes les révolutions, où l'on voit des parlements réactionnaires ou très modérés, élus sous l'ancien régime par un suffrage restreint, se transformer soudain en porte-paroles héroïques de la révolution, en organes de l'insurrection.» (!)

A noter cependant que par rapport à 1905, elle reconnut l'importance des soviets comme **structures de la dictature du prolétariat**, en signalant le dépérissement rapide de toute vie politique en leur sein du fait de la confiscation du pouvoir par le Parti bolchevik:

«... Ceux qui gouvernent en réalité, ce sont une douzaine de têtes éminentes, tandis qu'une élite de la classe ouvrière est convoquée de temps à autre à des réunions, pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente, au fond par conséquent un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, non celle du prolétariat, mais celle d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois!!!).» (cf. «La Révolution russe», idem).

De plus, se démarquant des thèses S-D, elle insista sur la nécessité absolue d'une dictature effective du prolétariat **pour réaliser le socialisme**, ce qui entre en contradiction totale, malgré ses dénégations, avec son attachement désuet aux formes de la démocratie formelle:

«Le prolétariat, une fois au pouvoir, ne peut suivant le bon conseil de Kautsky, renoncer à la transformation socialiste sous prétexte que «le pays n'est pas mûr» et se vouer à la seule démocratie, sans se trahir lui-même et sans trahir en même temps l'Internationale et la révolution. Il a le devoir et

(10) Cf. Ed. Spartacus, série A, n. 4.

l'obligation, précisément, de se mettre immédiatement de la façon la plus énergique, la plus inexorable, la plus brutale, à l'application des mesures socialistes, et par conséquent d'exercer la dictature, mais une dictature de classe, non celle d'un parti ou d'une clique, dictature de classe, c'est-à-dire avec la publicité la plus large, la participation la plus active, la plus illimitée, des masses populaires, dans une démocratie complète. » (idem)

Baignant dans les erreurs du «concept marxiste» sur le Parti sans pouvoir le dépasser grâce à la succession des événements considérables qui allaient pourtant bouleverser les données objectives (guerre mondiale, révolution russe), Rosa Luxemburg s'accrocha à l'idée de **régénérer le Parti prolétarien existant** (S-D et l'Internationale). Malgré ses critiques acerbes contre Kautsky dont elle avait compris bien avant 1914 que la fameuse «orthodoxie» servait en fait de paravent idéologique au «révisionnisme» de Bernstein, elle envisagea la fusion du groupe de «l'Internationale», puis de «Spartacus» avec les S-D indépendants qui avaient rompu avec la S-D officielle en janvier 1917 et s'étaient constitués en Parti (USPD) en avril de la même année. Il fallut l'irruption du mouvement des masses en Allemagne (automne 1918) pour que Rosa Luxemburg applique enfin les aspects positifs du «concept marxiste». Elle fit passer dans la pratique son «retour à Marx» en dénonçant la politique social-démocrate lors de son **Discours sur le programme de la Ligue Spartacus ou Parti communiste allemand** (KPD) qui fut créé les 30 déc. 1918/ 1er janvier 1919 par la fusion principalement des spartakistes et des IKD (Communistes internationalistes d'Allemagne):

«Entre les mains d'un Kautsky, le «marxisme» servit à dénoncer et à briser toute résistance contre le parlementarisme... Toute résistance de cette sorte était excommuniée comme anarchisme, comme anarcho-syndicalisme ou anti-marxisme. Le marxisme officiel servit de couverture à toutes les déviations et à tous les abandons de la véritable lutte de classe révolutionnaire, à toute cette politique de demi-opposition qui condamnait la social-démocratie allemande, et le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical à s'emprisonner volontairement dans les cadres et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse de l'ébranler et de la faire sortir de ses gonds... Maintenant on peut voir ce qu'est cet ersatz du «marxisme», dans lequel se vautre si longtemps la social-démocratie allemande. Il n'y a qu'à regarder les David, Ebert et consorts... Non le marxisme ne conduit pas dans les rangs de ceux qui font avec les Scheidemann une politique contre-révolutionnaire! Le marxisme véritable lutte contre ceux qui cherchent à le falsifier.»

«Aujourd'hui, les circonstances nous permettent enfin de dire dans notre programme: «La tâche immédiate du prolétariat n'est autre que de faire du socialisme une vérité et un fait et de détruire le capitalisme de fond en comble!» Nous nous plaçons sur le terrain où étaient Marx et Engels en 1848. La dialectique historique nous ramène au point où se trouvaient Marx et Engels lorsqu'ils déroulèrent pour la première fois l'étendard du socialisme international.»

« Voilà donc, camarades, la base générale du programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et dont vous avez eu le projet dans la brochure «Que veut Spartacus?». Il est en opposition consciente avec le point de vue défini dans le programme d'Erfurt, en opposition consciente avec toute séparation des exigences immédiates et du but final, en opposition consciente avec un programme minimum pour une lutte politique et économique qui effacerait le but final socialiste présenté comme le programme maximum. Il n'y a

pas pour nous de programme minimum et de programme maximum: le socialisme est un et indivisible, et c'est là le «minimum» que nous avons à réaliser» (cf. Rosa Luxemburg et sa doctrine, idem).

Mais alors que la prééminence du mouvement réel réclamait un dépassement du «concept marxiste» sur le plan de l'organisation, y compris des aspects positifs mais limités de celui-ci, la conception de la Ligue Spartacus KDP demeura **partitiste**. Pourtant contrairement à 1905 et en liaison avec les leçons de 1917 en Russie, **le rôle central des Conseils ouvriers avait été affirmé**:

«Ces diverses considérations nous dictent notre ligne de conduite pour assurer les bases de la réussite de la révolution. Il faut avant tout perfectionner et étendre dans tous les sens le système des conseils d'ouvriers. Vous savez que la contre-révolution a entrepris un travail acharné pour démolir le système des conseils d'ouvriers et de soldats: elle sait ce qu'elle fait...

... La révolution c'est l'école pratique des prolétaires: elle éduque en agissant. C'est ici le cas de le dire au commencement se place l'action; et l'action doit consister en ce que les conseils d'ouvriers et de soldats se sentent appelés et apprennent à être le seul pouvoir public de tout le pays. Je pense que l'histoire ne nous rend pas la tâche aussi facile qu'elle l'était pour les révolutions bourgeoises; il ne suffit pas de renverser le pouvoir officiel au centre et de le remplacer par quelques douzaines ou quelques milliers d'hommes nouveaux. Il faut que nous travaillions de bas en haut, et cela correspond justement au caractère de masse de notre révolution, dont les buts visent le fond de la constitution sociale; cela correspond au caractère de la révolution prolétarienne actuelle: nous devons faire la conquête du pouvoir politique non par en haut, mais par en bas. Ce qui reste à faire maintenant, c'est diriger en pleine conscience la force entière du prolétariat contre les fondements de la société capitaliste. A la base, où l'entrepreneur particulier est en face de son esclave salarié! A la base où tous les organes d'exécution de la domination de classe sont en face des objets de cette domination, en face des masses! C'est là que nous devons arracher aux maîtres leurs moyens de puissance sur les masses.» (cf. Discours de Rosa sur le Programme, idem).

L'on peut juger ainsi que Rosa Luxemburg commençait à entrevoir l'organisation d'ensemble du prolétariat **comme autre chose qu'un Parti, même qu'un Parti-produit du mouvement réel**. Mais, il était toujours question d'un «but final» passant par la «conquête du pouvoir politique». La révolution sociale à l'ordre du jour et le communisme vu comme l'œuvre des masses elles-mêmes avaient donc encore besoin de la «direction politique» d'une Fraction-Conscience, d'un **Parti-élite** détenant les clés de l'histoire grâce à la possession du «Credo», c'est-à-dire du Programme communiste. La philosophie des Lumières continuait à accomplir ses ravages: la conception de l'organisation révolutionnaire même comprise comme un produit du mouvement réel n'arrivait pas à rompre totalement avec la Logique de la Raison introduite dans l'Histoire.

«La Ligue Spartacus n'est pas un parti qui voudrait arriver par-dessus les masses ouvrières, ou par ces masses elles-mêmes, à établir sa domination; la Ligue Spartacus veut seulement être en toute occasion la partie du prolétariat la plus consciente du but commun: celle qui, à chaque pas du chemin parcouru par toute la large masse ouvrière, rappelle celle-ci à la conscience de ses tâches historiques; celle qui représente dans chaque stade particulier de la révolution son aboutissement final, et dans chaque question locale ou nationale les intérêts de la révolution mondiale des prolétaires.

(...) *Si Spartacus s'empare du pouvoir, ce sera sous la forme de la volonté claire indubitable de la grande majorité des masses prolétariennes dans toute l'Allemagne, et pas autrement que comme la force de leur consciente adhésion aux perspectives, aux buts et aux méthodes de lutte propagées par la Ligue Spartacus.*

(...) *Spartacus ne se place pas au commencement mais à la fin de la révolution; elle est identique à la victoire définitive des masses aux millions de têtes qui ne font que s'engager aujourd'hui sur In chemin du socialisme.*» (cf. «Que veut la Ligue Spartacus?»)

La contre-révolution fomentée par le gouvernement social-démocrate et assumée par son «chien sanglant» Noske à la tête des Corps Francs réprima le soulèvement de Berlin en janvier 1919. Assassiné comme Karl Liebknecht des milliers d'ouvriers et d'autres révolutionnaires, Rosa Luxemburg ne put contribuer à la clarification qui eut lieu par la suite dans la gauche allemande sur le problème de l'organisation, mais les jalons qu'elle avait posés furent à l'origine du développement de cette clarification.

II. LE DÉVELOPPEMENT DU CONCEPT «ULTRA-GAUCHE»

«Notre tâche est d'amener les masses au point où elles n'ont plus besoin de l'exemple et de la direction d'un groupe organisé séparément, d'une aristocratie politico-intellectuelle. Se rendre soi-même superflu. Les communistes travaillent à la préparation de leur propre fin.» (Henriette Roland-Holst: «Les Résolutions du 2e Congrès de l'I.C. et les groupes communistes d' gauche» - texte paru en 1921 dans «Kommunismus», organe de l'I.C. pour l'Europe centrale et méridionale; il publia jusqu'à cette date les textes des courants communistes de gauche).

«Dans la mesure où l'Union en tant qu'organisation de la classe du prolétariat se renforce après la victoire de la révolution et devient capable de consolider les fondements économiques de la dictature sous la forme du système des conseils, elle gagnera en importance vis-à-vis du parti. Dans la mesure où, ultérieurement, la dictature du prolétariat sera ancrée grâce son ancrage dans la conscience de larges masses, le parti perdra de sa signification au profit des conseils ouvriers. Finalement, dans la mesure où la consolidation de la révolution politique grâce à la violence prolétarienne devient superflue, la dictature se transformant alors en société communiste, le parti disparaît.» (Thèse n.16 du KAPD sur le rôle du Parti dans la révolution prolétarienne (1).)

C'est en affirmant la prééminence du mouvement réel du prolétariat que s'est développé le concept «ultra-gauche» sur le Parti. En effet, dépassant les limites d'un simple «retour à Marx» tel que l'avait accompli Rosa Luxemburg, la gauche germano-hollandaise va théoriser clairement que **le mouvement d'ensemble de la classe s'organise en Conseils ouvriers, produits spontanés de sa lutte révolutionnaire, et non pas en Parti politique.** Même si elle

(1) Le texte d'Henriette Roland-Holst est reproduit en partie dans: «La gauche communiste en Allemagne 1918-1921» de Denis Authier et Jean Barrot, éd. Payot, col. «Critique de la politique» p. 315-20. L'ensemble des thèses du KAPD sera publié en annexe de l'édition complète de ce travail sur l'Organisation; il est paru dans le n. 8 série I de la revue Invariance (déjà citée précédemment).

conserve la dénomination de «Parti» (à part Otto Rühle et l'AAUDE) pour désigner le regroupement des révolutionnaires, l'apport de celui-ci commence à être largement relativisé:

«Le Parti communiste ouvrier d'Allemagne n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme. Il n'est pas un parti de chefs. Son travail principal consistera à soutenir dans la mesure de ses forces le prolétariat allemand sur le chemin qui le mène à se libérer de toute domination de chefs.» (Appel du Congrès de fondation du KAPD, 4 et 5 avril 1920, Berlin (2).)

A. De l'hebdomadaire «De Tribune» aux IKD (Communistes internationalistes d'Allemagne)

Les divergences qui allaient aboutir aux premières ruptures organisationnelles par rapport à la social-démocratie, se développèrent en Hollande, à partir des grandes grèves des dockers et des cheminots en 1903. La tendance de gauche qui s'opposait à la direction du Parti (SADP), notamment à son chef l'avocat Troelstra, prôna le soutien à «l'énergie révolutionnaire des masses» et en 1905, fit adopter une résolution interdisant tout appui parlementaire au gouvernement bourgeois libéral. Celle-ci ayant été violée par la direction les événements se précipitèrent. Les deux principaux théoriciens de gauche, Anton Pannekoek (1873-1960) et Hermann Gorter (1864-1927), menèrent leur critique de «l'opportunisme» dans «De Nieuwe Tijd», l'organe théorique du Parti dont ils contrôlaient alors la publication. Puis en 1907, les «minoritaires» sortirent un organe indépendant, l'hebdomadaire «De Tribune» (d'où le nom de «tribunistes» sous lequel ils furent désignés) et, deux ans plus tard, ce fut la scission organisationnelle. Mais le «nouveau Parti» (SDP) se plaçait toujours sur le terrain des élections (ainsi, en 1913, il obtint dix fois moins de voix que le SDAP) et il cherchait à agir en commun avec une organisation syndicale: le NAS (Secrétariat national des travailleurs), centrale de tendance syndicaliste révolutionnaire fondée en 1893 par l'anarchiste C. Cornelissen (voir annexe sur l'anarchisme et sur F. Domela Nieuwenhuis). De plus il se revendiquait encore du «marxisme orthodoxe» (!). Aussi, Lénine reprit à son compte les arguments de la gauche hollandaise au sein du Bureau socialiste international (cf. son article de déc. 1909 dans «Social démocrate»). Quant à Rosa Luxemburg, elle avait écrit à son amie Henriette Roland-Holst (août 1908):

«Rien de plus funeste qu'un éclatement des marxistes (...) On ne peut pas rester en dehors de l'organisation, perdre le contact avec les masses ! Le pire des partis ouvriers vaut encore mieux qu'aucun!» (Lettre citée par J-P. Nettl dans «La Vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg», éd. Maspero).

H. Roland-Holst eut alors une attitude proche de celle adoptée par Trotsky à partir de 1904: elle constitua un «groupe autonome» autour du journal «De Tribune» et ne rejoignit le SDP qu'après Zimmerwald, en 1916.

Ayant gagné l'Allemagne dès 1906 pour enseigner l'histoire du matérialisme et des théories sociales à l'école du Parti, Anton Pannekoek - se fixant à Brême à partir de 1909 - allait peu à peu représenter un pôle théorique de référence pour toutes les fractions de gauche. Ainsi, dans un texte intitulé

(2) Appel publié dans: «La Gauche allemande: textes du KAPD, de l'AAUD, de l'AAUE et de la KAI (1920-22)», supplément au n. 2 de la revue Invariance (année V, série 2, 1973).

«Les Divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier» (3) il analysa les fondements du courant réformiste dans la social-démocratie et il mit en avant la nécessité de recourir à l'action de masse pour développer la conscience de classe contre l'opportunisme. En 1910, de nombreuses luttes «de rue» consolidèrent l'audience des gauches dans les grands centres industriels et, à partir du mois de mars de la même année, Pannekoek commença à publier une chronique hebdomadaire dans le journal S-D de Brème: «Bremer Bürger-Zeitung» (en abrégé B. B-Z). Il se trouve alors en contact avec Karl Radek, Johann Knief et Paul Frölich. Comme Rosa Luxemburg, il entame une polémique contre Kautsky qui aboutira à montrer que le «marxisme orthodoxe» de celui-ci sert en fait à couvrir le révisionnisme qui s'est développé dans le Parti S-D. Non seulement, il rédigea des articles dans le quotidien brémois mais aussi dans la «Neue Zeit», l'organe théorique de la S-D tant allemande qu'internationale. En particulier, la polémique s'amplifia en juillet 1912 avec «Action de masse et révolution». Pannekoek attaqua le fétichisme organisationnel propre aux partis de masse construits en préalable à la révolution au sein du système capitaliste:

«L'organisation du prolétariat, dont nous venons de dire qu'elle est la plus importante de ses éléments de force ne doit pas être confondue avec la forme de ses organisations et de ses associations du temps présent, où elle s'exprime dans le cadre d'un ordre bourgeois encore vigoureux. La nature de cette organisation est quelque chose de spirituel, c'est la transformation totale de la mentalité du prolétaire. Il se peut que la classe dominante, en tournant la loi et en faisant donner la force policière, arrive à détruire en apparence les organisations: les ouvriers n'en auront pas moins dépouillé le vieil homme individualiste, mû uniquement par l'égoïsme, l'intérêt personnel. Désormais, le même esprit - la discipline, la coopération, la solidarité, l'habitude de l'action organisée - les habitera de façon plus vivante que précédemment, et cet esprit se créera de nouvelles formes d'intervention» (cf. Bricianer p. 109).

Malgré cela, il ne se réfère pas encore à la nouvelle forme d'organisation les Soviétiques, telle qu'elle était apparue pendant la révolution russe de 1905. Mais, dans un autre article «Théorie marxiste et tactique révolutionnaire» – publié aussi dans la «Neue Zeit», où il répondait aux critiques de Kautsky – il précisa cependant **en quoi l'organisation qu'il tentait de définir serait d'un type nouveau:**

«Le but de l'organisation est d'engendrer, au travail de l'action, des hommes d'un type nouveau. Les forces jusqu'alors dispersées se trouvant ainsi rassemblées, ces hommes seront dès lors capables de créer eux-mêmes un ordre né de leur action propre. Il ne s'agit plus comme autrefois de s'associer sur la base des intérêts communs et immédiats de tels ou tels secteurs séparés du salariat » (cf. Bricianer, p. 115).

Nous avons abordé précédemment l'usage que fit Lénine de cette polémique dans «L'Etat et la révolution» (cf. c) Concept léniniste et apparentés), il est donc inutile d'en reparler.

En 1913, dans le contexte de la course aux armements et de la vague nationaliste qui déferlait sur toute l'Europe, Pannekoek concentra évidemment ses efforts théoriques sur la dénonciation de l'impérialisme et de la

L(3) Ce texte, comme ceux qui sont situés à la suite, peuvent se trouver dans le livre de Serge Bricianer: «Pannekoek et les Conseils ouvriers», paru chez EDI.

guerre. Il avait également critiqué depuis plusieurs années les progrès de l'idéologie nationaliste au sein du mouvement ouvrier (4).

Face à la guerre, tous les courants de la S-D opposés à la politique contre-révolutionnaire de la IIe Internationale se retrouvent à la conférence de Zimmerwald. Les gauches «radicaux» de Hollande et d'Allemagne votent une résolution avec les bolchéviks: c'est la scission immédiate avec la S-D pour «transformer la guerre impérialiste en guerre civile» et pour créer une nouvelle internationale. A l'issue de la conférence, les groupes de Brême, de Brunswick et de Berlin décident de former les ISD, «Socialistes internationalistes d'Allemagne».

A travers ses écrits théoriques, l'influence de Pannekoek s'était exercée directement au sein du groupe de Brême tandis que celle de Radek se faisait sentir dans le groupe de Brunswick. A Berlin, la gauche s'était organisée autour de la revue «Lichtstrahlen» (Rayons de lumière) créée par Julian Borchardt en 1913.

A Hambourg, existait également un groupe de gauche qui était en relation suivie avec les groupes précédents mais il ne participa pas à Zimmerwald et il n'adhéra pas aux ISD (il passera directement aux IKD en novembre 1918) En fait, il s'inspirait beaucoup du mouvement de type syndicaliste révolutionnaire aux Etats-Unis: les IWW, Industrial Workers of the World. Wolffheim, l'un des deux théoriciens de ce groupe de Hambourg avec Laufenberg, avait milité plusieurs années dans l'organisation des IWW en Californie.

Avec la fondation des ISD, le journal commun est d'abord «Lichtstrahlen», puis après l'interdiction de celui-ci en avril 1916, il devint l'«Arbeiterpolitik» (Politique ouvrière) qui fut publié à Brême car le Parti S-D avait récupéré le contrôle du B. B.-Z au mois de juin de la même année.

Ce regroupement des gauches radicaux va alors se développer jusqu'en novembre 1918, moment où il prendra le sigle IKD, «Communistes internationalistes d'Allemagne» et où il deviendra majoritaire par rapport aux spartakistes lors de la création du KPD, «Parti communiste allemand» :

«De nombreux membres et des sections entières de la Ligue Spartakus sont d'accord avec les vues des ISD sur la nécessité de créer une organisation radicale de gauche, totalement indépendante de la social-démocratie: par exemple, les sections de Dresde (Rühle), Francfort, Duisburg. On comprend ainsi que, moins important pendant la guerre que Spartakus, les ISD - du moins leurs thèses — aient la majorité à la fondation du PC allemand.

Les deux points de ralliement de la gauche à ce congrès seront en effet l'absentéisme électoral et le sabotage des syndicats. Or, ce sont deux positions auxquelles les ISD parviennent au cours de leur évolution théorique, largement influencée par le mouvement ouvrier pendant la guerre. C'est dans l'«Arbeiterpolitik» qu'apparaît pour la première fois le mot d'ordre de la révolution allemande: Heraus den Gewerkschaften! (Sortez des syndicats!), d'abord pour y être critiqué, puis repris. Il en est de même pour l'organisation unitaire exprimée pour la première fois en 1917 dans cette revue. Elle est reprise et développée également sous l'influence de Wolffheim et Laufenberg, donnant les premiers fondements théoriques de l'AAU. Mais la gauche allemande va plus loin que les IWW: au lieu de se fonder sur des organisations

(4) Cf. par exemple la brochure «Lutte de classe et Nation» publiée en 1912 et dirigée contre les thèses «autonomistes» des austro-marxistes - UGE, col. 10/18, n. 1135

économiques refusant la politique, elle voudra dépasser positivement la coupure organisations politique/économique. Enfin la critique de la social-démocratie et de ses méthodes conduit les ISD au rejet du parlementarisme, comme tactique entraînant fatalement la domination de la fraction parlementaire sur l'ensemble du Parti ainsi transformé en instrument à fins purement électorales. Evidemment, les élaborations théoriques ultérieures de ce courant sont aujourd'hui plus intéressantes: «Révolution mondiale et tactique du communisme» de Pannekoek, ainsi que les trois textes de Rühle: «La Révolution n'est pas une affaire de parti!», «Les Questions fondamentales de l'organisation» et «De la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne.» (5)

Pannekoek et Gorter n'avaient pas pu participer à Zimmerwald mais, avec H. Roland-Holst, ils s'occupèrent de la publication d'un organe commun aux gauches et aux bolchéviks. Ainsi il sortit deux numéros d'une revue internationale en langue allemande: «Vorbote» (L'Avant Coureur). Pannekoek rédigea l'introduction pour le premier numéro (janvier 1916) et il écrivit un article «L'Impérialisme et les tâches du prolétariat» qui parut aussi, auparavant, dans la revue russe «Kommunist». En préconisant de nouvelles tactiques d'action et la formation d'une nouvelle internationale, il approfondissait ses critiques de l'appareil social-démocrate par rapport à celles contenues dans ses textes publiés avant la guerre:

«Il s'agit d'une organisation gigantesque et fortement articulée, presque un Etat dans l'Etat, avec ses fonctionnaires, ses finances, sa presse propre, avec son univers spirituel, son idéologie spécifique (le marxisme). Par son caractère général, elle est adaptée à la pacifique phase pré impérialiste; les fonctionnaires, secrétaires, agitateurs, parlementaires, les théoriciens et les publicistes qui, par milliers et par milliers, forment déjà une caste déterminée, un groupe aux intérêts bien particuliers, régèrent l'organisation au plan matériel comme au plan spirituel; ils sont l'expression même de son caractère général. Ce n'est point un hasard si, tous tant qu'ils sont, Kautsky en tête, ils ne veulent pas entendre parler de lutte réelle, acharnée, contre l'impérialisme. Leurs intérêts vitaux s'opposent à la nouvelle tactique, laquelle mettrait en danger leur existence de fonctionnaires. Leur travail tranquille, dans les bureaux et les salles de rédaction, dans les conférences et les comités quand ils ne se mêlent pas d'écrire quelque article savant ou non, est menacé par les tempêtes de l'ère impérialiste.

La théorie et la tactique de Kautsky représentent une tentative de garantir tout cet appareil bureaucratique contre les risques de révolution sociale. En fait, il ne cherche qu'à survivre, en se tenant à l'écart du tohu-bohu à l'écart du combat révolutionnaire et donc de la grande vie réelle. Si le parti et sa direction adoptaient la tactique de l'action de masse, le pouvoir d'Etat ne manquerait pas de frapper les organisations - les bases de toute leur existence et de leurs activités essentielles -, les détruisant peut-être, de confisquer les fonds, d'incarcérer les dirigeants. Bien entendu, le pouvoir se tromperait s'il croyait ainsi parvenir à casser les reins du prolétariat: la puissance organisationnelle des ouvriers ne réside pas en effet dans la forme extérieure des associations politiques, mais dans l'esprit du coude à coude, la discipline et l'unité qui leur permet de créer des formes d'organisations nouvelles et meilleures. Cependant, pour les fonctionnaires du parti, ce serait la fin de

(5) Extrait de «La gauche communiste en Allemagne 1918-21» de Authier et Barrot – voir note précédente.

tout, étant donné que l'organisation constitue tout leur monde, qu'ils ne peuvent ni vivre ni agir en dehors d'elle. L'instinct de conservation, l'intérêt de groupe spécifique, les contraint donc à la tactique consistant à plier devant l'impérialisme et à lui faire des concessions. Ce qui advint avant le conflit mondial et lors de la déclaration de guerre n'est par conséquent nullement un accident extraordinaire. Combien de fois ces fonctionnaires n'ont-ils pas proclamé que des luttes de masse aussi dangereuses ruinaient l'organisation et qu'il fallait donc se garder de les provoquer? Voilà pourquoi l'organisation, qu'ils dirigeaient, ne s'est pas résolue à combattre l'impérialisme de toutes ses forces. Sa lutte est restée au stade des mots, des accusations et des adjurations, une lutte fictive évitant tout ce qui aurait pu ressembler à une lutte bien réelle (...).

La tâche de montrer aux ouvriers la signification des actions de masse et, en toute occasion, de les éclairer, de les aider et de les entraîner à la lutte, incombe aux social-démocrates révolutionnaires. Si cette nouvelle tactique n'est propagée cependant que par des minorités ou de petits groupes que les masses ne suivent pas, tandis que les grands partis ne veulent pas en entendre parler, est-ce qu'une action de masse — inconcevable par définition sans la participation des masses — ne tournerait pas dès lors à l'utopie? Cette contradiction ne prouve qu'une chose, à savoir: que les actions de masse sont impossibles sous une forme consciemment planifiée, préparée et dirigée par le parti social-démocrate, comme la gauche radicale d'Allemagne le préconisait avant la guerre. Elles auront le caractère d'actions spontanées qui éclatent tout à coup au moment où la misère et la révolte poussent les masses à réagir. Ces actions peuvent soit être la conséquence involontaire d'un petit affrontement décidé par le parti mais dont le cours emporte soudain les digues, soit revêtir la forme d'actions contraires à la volonté affirmée des dirigeants, «violant la discipline», mais susceptibles au cas où elles prennent de l'ampleur, d'entraîner l'organisation elle-même et de l'obliger à marcher momentanément aux côtés des éléments révolutionnaires. Il n'est pas exclu qu'au bout d'un certain temps de guerre quelque chose de ce genre se produise; les symptômes en apparaissent déjà.

On peut donc prévoir que, dans un proche avenir, les organisations existantes (partis et syndicats) joueront un rôle de frein conformément à leur nature mais contrairement aux objectifs et aux tâches des masses prolétariennes. Cependant, si la nouvelle tactique est appliquée de manière croissante et si la puissance du prolétariat grandit progressivement au travers des luttes en masse, partis et syndicats se verront dans l'incapacité de jouer ce rôle. Dès lors, leurs rigides organes dirigeants formeront toujours davantage un secteur subordonné au sein d'un mouvement de classe plus large et d'organisations de classe plus grandes, soudant les masses en une puissante collectivité de combat, non grâce à la carte d'adhérent, mais grâce au but commun » (cf. Bricianer, p. 123 à 126).

Dans ce long extrait s'expriment déjà **les principales caractéristiques de ce que sera par la suite le concept ultra-gauche sur l'organisation:**

- mise en avant de la spontanéité des masses et du rôle de la conscience de classe;
- surgissement des organes d'ensemble du prolétariat comme produits des luttes révolutionnaires de celui-ci;
- tâche de «direction spirituelle» pour les minorités qui doivent contribuer à l'auto-organisation de la classe ouvrière.

À la lecture de ce passage, l'on peut noter également **la liaison du**

concept ultra-gauche avec les éléments théoriques positifs dégagés par Marx et Rosa Luxemburg. La rupture fondamentale accomplie par la gauche germano-hollandaise par rapport aux erreurs de ceux-ci, se situe donc essentiellement **dans le processus de relativisation du rôle des minorités révolutionnaires.** Si ces dernières se voient encore attribuer une fonction de «direction», ce n'est qu'au niveau de la conscience de classe: l'organisation de la masse du prolétariat en lutte **n'a plus rien à voir avec la forme parti!**

B. De la formation du KPD (Parti communiste allemand) à la formation de l'AAUD (Union générale des ouvriers d'Allemagne) et du KAPD (Parti ouvrier communiste allemand)

Sous la pression des événements de la révolution démocratique de novembre 1918, les ISD sont devenus les IKD lors d'une conférence nationale le 24 de ce même mois. Comme les spartakistes, ils propagent le mot d'ordre «Tout le pouvoir aux conseils» mais tout en se méfiant des Conseils d'ouvriers et de soldats tels qu'ils sont apparus. En effet, les IKD soulignent d'emblée les différences entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne. Ils dénoncent ainsi les tentatives de récupération des organismes de masse non seulement par le parti social-démocrate (SPD) mais également par les «exclus» de ce parti qui ont formé l'USPD (Indépendants). Les hommes de confiance révolutionnaires (RO) se sont répandus à l'échelle de tout le pays: ils représentent les organisations d'entreprise qui n'ont pas suivi les consignes syndicales pendant la guerre (interdiction des grèves). Cependant, ces délégués d'entreprise sont contrôlés par les «Indépendants», à part dans certaines villes comme Berlin et Hambourg où des comités d'action se trouvent sur les positions radicales de gauche. C'est peu à peu, au cours des luttes de 1919, que surgiront les véritables organisations autonomes d'entreprises qui donneront naissance aux Unions et à leur regroupement: l'AAUD.

Les IKD acceptant les pressions de Radek qui depuis le traité de Brest-Litovsk s'occupe de la diplomatie bolchévique, envisagent de fonder le Parti communiste allemand avec la ligue Spartakus mais à condition que celle-ci se sépare définitivement des «Indépendants». Le congrès de constitution est fixé pour le 30 décembre 1918, date à laquelle Spartakus doit réunir sa 2e conférence nationale (la 1ere avait eu lieu en octobre et avait abouti, de fait, à la séparation d'avec l'USPD). Le programme «Que veut Spartakus?» et le nouveau sigle: KPD (S) sont adoptés à l'unanimité. Sur la non-participation aux élections et sur la destruction des syndicats, les gauches obtiennent une très large majorité. L'organisation du Parti cherche à se calquer sur celle du mouvement de masse, contre le centralisme propre à la S-D mais il y a encore une grande confusion à propos de ce que doit être l'autonomie organisationnelle de la classe. En effet, le KPD se conçoit encore comme un Parti dirigeant qui doit prendre le pouvoir (cf. «Le poids des erreurs du concept marxiste sur Rosa Luxemburg») et de plus, il se fait des illusions sur les Conseils tels qu'ils existent alors. Ainsi, Hugo Eberlein qui sera délégué du Parti au congrès de fondation de la IIIe Internationale (il était mandaté pour voter contre cette fondation mais il ne fera que s'abstenir), déclarait:

«Les organisations du vieil SPD étaient inertes et vides, sauf en période électorale... Il faut construire notre organisation sur des bases totalement différentes. Nous exigeons que les conseils d'ouvriers et de soldats exercent la totalité du pouvoir politique. Les conseils d'usine sont à la base du pouvoir. Il faut adapter notre organisation à cette situation. Le mieux est donc probablement de mettre sur pied des groupes communistes dans les usines. Il n'est pas tolérable qu'on impose des ordres par en haut. Les organisations industrielles doivent jouir d'une autonomie complète. La tâche de l'organe central est avant tout de synthétiser les mouvements qui se développent en dehors de lui et d'assurer une direction politique et idéologique.» (cité dans Authier et Barrot, p. 92).

La clarification sur toutes les questions posées par la révolution allemande, et en particulier sur le rôle de l'organisation des révolutionnaires par rapport aux organes de luttes du prolétariat, ne s'accomplira qu'au prix de la répression sanglante des mouvements de masse entre janvier et mai 1919. Face à l'intégration des conseils dans la république de Weimar, mais aussi vis-à-vis du réformisme des syndicats et de la dérive droitière du KPD, les organisations autonomes d'entreprises se développent de mai à août 1919. Une réflexion théorique sur l'unionisme a lieu, pendant la même période, dans le «Journal ouvrier communiste» de Hambourg où existait la gauche radicale déjà signalée, avec la tendance Wolffheim-Laufenberg. L'idée d'une nécessité de la dissolution du Parti dans les organisations de masse, de type Unions, qu'il doit contribuer à généraliser, commence à s'exprimer nettement. Quant aux Unions, elles sont comprises comme des bases indispensables pour le surgissement des futurs conseils révolutionnaires, aussi le critère d'adhésion à l'AAU est de reconnaître le besoin de la dictature du prolétariat. C'est le 14 février 1920, à Hanovre, que les Unions décident de se regrouper; elles fondent l'AAU D, qui compte 80 000 adhérents.

La dérive droitière du KPD est voulue par la II^e Internationale qui, pour renforcer la défense de l'Etat russe, cherche à constituer en Occident des partis «communistes» de masse capables de faire pression sur les gouvernements bourgeois en faveur d'une politique de «neutralité» ou de négociations vis-à-vis de l'URSS. Elle s'organise d'abord autour de Lévi, avec l'aide de Hadek: il s'agit d'exclure tous les éléments radicaux qui, majoritaires, empêchent le retour aux vieilles tactiques social-démocrates plus ou moins «replâtrées» (participation aux élections, soutien aux syndicats, etc. A la conférence de Francfort du KPD (mi-août 1919), Lévi lance son offensive contre les théories unionistes et ceux qui prônent la dissolution immédiate ou progressive du Parti. Mais c'est au congrès d'Heidelberg, réuni dans la clandestinité entre les 20 et 24 octobre 1919, que, grâce à une représentation truquée, la direction obtient l'exclusion des gauches. Dans un texte appelé «Thèses directrices sur les fondements de la tactique du communisme», que Lévi fait circuler au dernier moment, en camouflant sa manœuvre derrière les conditions de clandestinité, la position droitière sur la conception du Parti est nettement affirmée:

«L'idée que le Parti devrait abandonner son rôle de direction dans les actions révolutionnaires au profit d'organisations d'entreprise et que le parti devrait se limiter à la propagande, cette idée est contre-révolutionnaire parce qu'elle veut remplacer la claire vision de l'avant-garde de la classe ouvrière par le pouvoir chaotique des masses entrées en fermentation» (cité par Authier et Barrot, p. 126).

Lévi et Radek commencent les préparatifs d'une fusion du KPD débarrassé des «radicaux», avec l'aile gauche de l'USPD car les «Indépendants» représentent plusieurs centaines de milliers de membres (le congrès d'unification, créant le VKPD, aura lieu le 5 déc. 1920). La majorité de l'ex-KPD qui est exclue par suite des magouilles de la fraction pro-bolchévik, ne s'organise pas immédiatement en Parti: elle s'exprime dans diverses revues comme «Die Aktion», «Kommunistische-Arbeiter-Zeitung» de Hambourg (citée précédemment en français), «Der Kommunist» de Brême, etc.

C'est l'épreuve des faits: attitude légaliste du KPD lors du «putsch de Kapp» (13-17 mars 1920), sa condamnation des actions armées et de l'insurrection dans la Ruhr (fin mars/début avril), qui va décider l'opposition majoritaire à former un nouveau Parti. Auparavant, elle s'illusionnait sur le soutien de l'IC en sa faveur et elle avait même envoyé des délégués au 3e congrès du KPD (février 1920) pour proposer des amendements aux thèses de Heidelberg et pour faire valoir les droits de l'opposition auprès de la direction.

Abandonnant l'espoir de réintégrer le parti, les gauches sous l'impulsion du district de Berlin avec Gorter et Schröder - vont alors réunir une conférence de l'ensemble de l'opposition. C'est de ce congrès où les délégués représentent plus de 30 000 militants, que sortira le KAPD, Parti ouvrier communiste d'Allemagne (3, 4 et 5 avril 1920). La majorité des délégués (Berlin) rejette les thèses du «bolchévisme national» exprimées par les théoriciens de Hambourg, Wolffheim et Laufenberg (pour eux, la défense nationale de l'Allemagne contre les conséquences du traité de Versailles est une tâche que doit prendre en charge le prolétariat en alliance avec la bourgeoisie!). Elle passe un compromis avec la tendance d'Otto Rühle (Dresde) qui veut la dissolution immédiate de la forme parti et prône «l'organisation unitaire». Cela explique l'affirmation qui figure dans «l'appel du KAPD au prolétariat allemand»: «Le KAPD n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme» et le fait que Rühle puisse écrire son texte «La Révolution n'est pas une affaire de parti!» (6) alors qu'il est encore membre du KAPD.

Un programme est rédigé en mai 1920 et il est adopté lors d'un 2e congrès au mois d'août. Le concept ultra-gauche sur l'organisation ost alors non seulement formulé théoriquement, mais appliqué dans la pratique: **prééminence de l'organisation des masses prolétariennes (Unions, Conseils) relativisation du rôle de la minorité révolutionnaire.**

«De par sa nature et sa tendance l'organisation d'entreprise sert le communisme et conduit à la société communiste. Son noyau sera toujours expressément communiste, sa lutte pousse tout le monde dans la même direction. Mais alors qu'un programme de parti sert et doit servir en majeure partie à l'actualité (au sens large, naturellement), alors que des qualités intellectuelles sérieuses sont exigées chez les membres du parti et qu'un parti politique comme le Parti ouvrier communiste (KAPD), progressant en avant et se modifiant rapidement en liaison avec le processus révolutionnaire mondial, ne peut jamais avoir une grande importance quantitative (à moins qu'il ne régresse et se corrompe), les masses révolutionnaires, au contraire, sont unies dans les organisations d'entreprises par la conscience de leur solidarité de classe, la conscience

(6) Ce texte d'Otto Rühle paraîtra en annexe de l'édition complète, à la suite des thèses du KAPD. On peut le trouver dans le supplément au n. 2, série II, de la revue Invariance (voir note 2)

d'appartenir au prolétariat; alors que sur la base d'un programme de parti cette union n'est jamais possible. L'organisation d'entreprise est le début de la forme communiste et devient le fondement de la société communiste à venir.

L'organisation d'entreprise résout ses tâches en union étroite avec le KAPD (Parti ouvrier communiste).

L'organisation politique a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière sur la base du programme du parti.

Le rapport du parti à l'organisation d'entreprise résulte de la nature de l'organisation d'entreprise. Le travail du KAPD à l'intérieur de ces organisations sera celui d'une propagande inlassable. Les cadres révolutionnaires dans l'entreprise deviennent l'arme mobile du parti. De plus, il est naturellement nécessaire que le parti lui aussi prenne un caractère toujours plus prolétarien, une expression de classe prolétarienne, qu'il satisfasse à la dictature par en bas. Par là, le cercle de ses tâches s'élargit, mais en même temps il acquiert le plus puissant des soutiens. Ce qui doit être obtenu, c'est que la victoire (la prise du pouvoir par le prolétariat) aboutisse à la dictature de la classe et non pas à la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique. L'organisation d'entreprise en est la garantie.

La phase de la prise du pouvoir politique par le prolétariat exige la répression la plus acharnée des mouvements capitalistes-bourgeois. Cela sera atteint par la mise en place d'une organisation de conseils exerçant la totalité du pouvoir politique et économique. L'organisation d'entreprise elle-même devient dans cette phase un élément de la dictature prolétarienne, exercée dans l'entreprise par le conseil d'entreprise ayant pour base l'organisation d'entreprise. Celle-ci a en outre pour tâche dans cette phase de tendre à se transformer en fondement du système économique des Conseils.

L'organisation d'entreprise est une condition économique de la construction de la communauté (Gemeinwesen) communiste. La forme politique de l'organisation de la communauté communiste est le système des Conseils. L'organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.» (7)

La prééminence de l'organisation des masses va d'autant plus être mise en avant que le mouvement pour les Unions se développe qualitativement et quantitativement dans les entreprises depuis la fondation de l'AAUD. Ce mouvement exprime un refus du syndicalisme, donc du réformisme, et même de l'anarcho-syndicalisme (FAUD), qui maintenaient la division de la classe ouvrière en basant l'organisation sur les branches de métiers. Il va atteindre jusqu'à 150 000 membres pendant l'hiver 1920-21: implantations principales à Hambourg, Berlin (30 000 militants en déc. 1920) et en Allemagne centrale.

Lors de sa seconde conférence, juste après le putsch de Kapp (9-10 mars 1920) l'AAUD adopte les thèses de la tendance de Rühle: pas de Parti, statuts très simples, fédéralisme. Mais cette tendance ayant été par la suite exclue du KAPD (octobre 1920), ce sont les positions majoritaires du groupe de Berlin (Schröder, Gorter, Reichenbach, Jung, Schwab, etc) qui vont influencer et dominer la 3e conférence de l'AAUD, laquelle a lieu en novembre de la même année à Leipzig. Le programme très succinct et les «lignes d'orientation» qui sont discutées et admises, reprennent des analyses quasiment identiques à celles contenues dans les textes essentiels du KAPD de cette période.

(7) Cf. Programme du «Parti ouvrier communiste d'Allemagne» (KAPD), mai 1920 - p. 11,12 et 13 du livre déjà cité aux notes 2 et 6.

Ainsi, la nécessité d'un Parti distinct des Unions y est reconnue et affirmée, non seulement pendant la révolution mais aussi après celle-ci, au début de la dictature du prolétariat:

«L'organisation unitaire est le but de l'AAU. Tous ses efforts seront orientés afin d'atteindre ce but. Sans reconnaître la justification de l'existence des partis politiques (car l'évolution historique pousse à leur dissolution), l'AAU ne lutte pas contre l'organisation politique du KAPD, dont les buts et les méthodes de combat sont communes avec celles de l'AAU, et elle s'efforce de progresser avec lui dans le combat révolutionnaire.» (8)

Cependant, **le rejet de tous les partis «traditionnels»** est clairement énoncé, de même qu'est soulignée **la prédominance de l'organisation d'entreprise** «préliminaire à la formation de l'organisation prolétarienne spécifique ou organisation en conseils»:

«La formation des partis politiques est liée au parlementarisme. Tant et si bien que les partis ont exactement le caractère de l'organisation capitaliste et sont donc construits d'après le principe suivant: chef et masse; le chef étant au-dessus de la masse, l'organisation va du haut vers le bas. Le chef commande la masse obéit. En haut, un leader ou un groupe de gouvernants, en bas une armée de gouvernés, quelques renards et des millions d'ânes. C'est le principe des moutons de Panurge. La masse est l'objet de la politique, c'est un objet que tes «chefs» manipulent selon leurs besoins. L'instrument d'un tel parti est la tactique, plus précisément la tactique des entrepreneurs capitalistes: une pure escroquerie. Le chef est l'entrepreneur, le parti sa propriété. L'entrepreneur voisin est son concurrent. La tactique, les moyens et les méthodes toujours plus raffinées de l'expérience des affaires capitalistes permettent d'y arriver. On ne recule devant rien. Etre un homme de parti signifie: valoriser l'étroitesse d'esprit, la phrase charlatanesque, étouffer ce qui est humain dans l'homme.» (cf. extraits des lignes d'orientation de l'AAUD dans «La Gauche allemande...», supplément à Invariance, p. 92-93)

«Les organisations d'entreprise sont avant tout des organisations de lutte de classe. Regroupées dans l'AAU (Union générale des travailleurs), elles ne sont ni un parti politique, ni un syndicat. Ces deux mots étant pris dans la signification qu'ils ont eue jusqu'à présent, c'est-à-dire des organismes tels que chacun peut voir ce qu'il en est dans les partis et les syndicats actuels.

C'est en leur sein que le prolétariat commence à s'organiser consciemment pour le renversement complet de la vieille société et pour son unification en tant que classe. Dans les organisations d'entreprise, les grandes masses seront unies par la conscience de leur solidarité de classe, de leur solidarité de classe prolétarienne: c'est ici que se prépare organiquement (c'est-à-dire en tant que processus naturel, d'une façon naturelle, en accord avec les circonstances) l'unification du prolétariat...» (idem, p. 100-101).

Il faut enfin souligner qu'un des grands intérêts de l'AAUD est de **ne pas être tombé dans le «fétichisme de la forme Conseil»**. En effet, même si elle considérait l'organisation des Conseils comme un des éléments essentiels du projet prolétarien, elle avait tiré les leçons de la première phase de la révolution allemande (1918-19) au cours de laquelle les Conseils avaient été récupérés – voire

(8) 9e thèse du programme de l'AAU adopté à la 3e conférence des 12-14 déc. 1920 - Voir «La Gauche allemande...» p. 89.

Des actions communes avec le KAPD s'étaient effectivement développées, en particulier en août 1920, avec les sabotages des livraisons d'armes à la Pologne qui participait au soutien des armées blanches contre le gouvernement bolchévik.

même créés dans certains cas — par les forces contre-révolutionnaires dont les sociaux-démocrates gouvernementaux et «indépendants» se trouvaient au premier rang:

«Il est également évident que les conseils ouvriers ne sont pas un mot creux mais qu'ils sont bel et bien l'expression de la nouvelle organisation prolétarienne. Il arrive qu'en évoluant d'authentiques conseils se corrompent et se figent en une nouvelle bureaucratie. Il faudra donc les combattre aussi vigoureusement que les organisations capitalistes. Mais l'évolution ne s'arrêtera pas et le prolétariat ne se reposera pas tant qu'il n'aura pas donné à la nouvelle organisation — le système des conseils — son expression historiquement réalisable dans la société sans classes, par-delà la «dictature du prolétariat.» (idem, p. 98).

Face à tous ces événements et à l'évolution des différentes organisations, Pannekoek commence à adopter une attitude de retrait critique — y compris vis-à-vis du KAPD, même si ses textes théoriques continuent d'influencer la gauche germano-hollandaise. Ainsi, un extrait de «Révolution mondiale et tactique communiste» (9) contre les syndicats est cité dans les «lignes d'orientation de l'AAUD» dont nous venons de parler. Cependant, dès 1921, il se tint à l'écart de la vie organisationnelle et n'y participa que pour mettre en avant: «la nécessité d'une propagande intensive, axée sur la réalité et les tâches nouvelles» (cf. «Marxisme et idéalisme», sous le pseudonyme de K. Horner dans «Proletarier», l'organe théorique du KAPD, I, 4, fév. mars 1921). Condamnant «l'action de mars» et la politique de la II^e Internationale, il se rapprocha des positions critiques d'Otto Rühle et de I AAU-E. Il avait d'ailleurs pris ses distances vis-à-vis de la «Lettre ouverte au camarade Lénine» (10) rédigée par H. Gorter car il jugeait superflu une réponse particulière à la «Maladie infantile», estimant qu'elle ne contenait aucun argument nouveau par rapport aux positions développées dans «Révolution mondiale et tactique communiste». Pannekoek en vint de plus en plus à **relativiser** la fonction des minorités révolutionnaires au sein des mouvements de masse:

«Le mouvement de mars a été le fiasco de la politique planifiée par Moscou et de la tactique fixée par le II^e congrès. Telle est la raison pour laquelle il faut mettre fin à la dictature de la Russie sur la révolution ouest-européenne (...). En Europe de l'Ouest, le communisme n'arrivera jamais à progresser sous la forme d'un nouveau parti, avec des cadres, des mots d'ordre et un programme assurément nouveaux, mais analogue dans sa nature interne aux vieux partis, avec les mêmes tripotages politiques, la même tactique roublerde de chefs et la même publicité tapageuse. Pour sûr, la Russie a été une grande lumière dans les ténèbres et elle a durablement éveillé l'espérance; seulement cette lumière ne pouvait que faiblement traverser l'épais rideau de fumée que constituaient les mensonges de la presse, et ceux qui se présentaient ici comme ses annonciateurs étaient trop souvent animés du vieil esprit de la II^e Internationale pour pouvoir contribuer efficacement à susciter l'enthousiasme

(9) Ce texte est reproduit dans la revue *Invariance*, n. 7, 1^{ère} série, juillet-sept. 1969, p. 51-80. On le trouve aussi dans le livre de Bricianer «Pannekoek et les Conseils ouvriers» (EDI), p. 163-201.

(10) Voir «Réponse à Lénine», éd. Spartacus série B, n. 109, introduction et notes de S. Bricianer. La «lettre ouverte» de H. Gorter fut publiée en feuilleton dans l'organe berlinois du KAPD: «Kommunistische Arbeiter-Zeitung» (août-sept. 1920), puis sous forme de brochure (nov. 1920).

nécessaire. Il ne suffit pas de remplacer Scheidemann par Lévi pour donner aux ouvriers le courage d'affronter la mort et la misère. »

(...) Il met en avant la tactique fondée sur «les organisations d'usines, d'Allemagne et d'Angleterre, surgis spontanément, de façon plus ou moins consciente parmi les ouvriers les plus avancés (...). Cette tactique consiste à édifier au moyen de la propagande théorique et de la lutte pratique des formes d'organisation excluant toute possibilité de domination par des dirigeants professionnels et rassemblant, sur la base de l'usine, toutes les volontés de combat qui existent au sein du prolétariat, en sorte de les transformer en forces pour l'action. Que cette tactique, seule, puisse mener au but, c'est ce que l'expérience de mars vient de montrer.» (cf. l'article «Sovjet-Rusland en het West-Europeesche Kommunisme» paru dans la revue «De Nieuwe Tijd» 1921, cité par Bricianer, p. 220-21).

Il reprendra sa contribution en 1927. Pendant quelques années, il se consacre à l'astronomie, sans pour autant rompre avec le mouvement mais en ayant un engagement moins direct et à l'écart des organisations existantes.

C. L'OPPOSITION ENTRE H. GORTER ET O. RÜHLE AU SEIN DU K.A.P.D. PUIS LA POLÉMIQUE PARTI OU ORGANISATION UNITAIRE (K.A.P.D./A.A.U.D.-E)

En 1920, l'opposition entre les tendances au sein du KAPD se cristallise autour de deux thèmes principaux:

— dissolution immédiate ou non du Parti dans les organisations d'entreprise (Unions) ;

- attitude à adopter vis-à-vis de la Russie et de l'IC.

Sur le premier thème, dès la fondation du KAPD, l'influence d'Otto Rühle s'était faite sentir comme nous l'avons déjà montré:

«La révolution n'est pas une affaire de parti. Les trois partis sociaux-démocrates (SPD, USPD et KPD) ont la folie de considérer la révolution comme leur propre affaire de parti et de proclamer la victoire de la révolution comme leur but de parti.

La révolution est l'affaire politique et économique de la totalité de la classe prolétarienne.

Seul le prolétariat en tant que classe peut mener la révolution à la victoire.

Tout le reste est superstition, démagogie, charlatanerie politique.

Ce dont il s'agit, c'est de concevoir le prolétariat comme classe et de déclencher son activité pour la lutte révolutionnaire. Sur la base la plus large, dans le cadre le plus vaste.

C'est pourquoi tous les prolétaires prêts au combat révolutionnaire, sans se soucier de la provenance ni de la base sur laquelle ils recrutent, doivent être rassemblés dans les ateliers et les entreprises en organisations révolutionnaires d'entreprises, et être réunis dans le cadre de l'Union générale des travailleurs (AAU).

L'Union générale des travailleurs, ce n'est pas «n'importe qui», ce n'est pas une salade, ni une formation fortuite. C'est le regroupement de tous les éléments prolétariens prêts à une activité révolutionnaire, qui se déclarent pour la lutte de classe, pour le système des conseils et pour la dictature.

C'est l'armée révolutionnaire du prolétariat.

Cette Union générale des travailleurs prend racine dans les entreprises, et s'édifie d'après les branches d'industries, de bas en haut, fédérativement à la base et organisée au sommet par le système des hommes de confiance révolutionnaires. Elle pousse du bas vers le haut, à partir des masses ouvrières. Elle s'élève en conformité avec elles: c'est la chair et le sang du prolétariat: la force qui la pousse, c'est l'action des masses; son âme, c'est le souffle brûlant de la révolution.

Elle n'est pas une création de chefs.

Ce n'est pas une construction subtilement agencée.

Pas un parti politique avec bavardage parlementaire et bonzes payés. Pas non plus un syndicat.

C'est le prolétariat révolutionnaire.» (cf. «La Révolution n'est pas l'affaire d'un parti», voir notes précédentes)

Déjà Rühle insistait sur l'importance primordiale des Unions, et au fil des mois, pendant l'année 1920, il s'orienta vers la conception de «**l'organisation unitaire**». Niant la nécessité de tout parti, même du genre KAPD, il réclama la dissolution immédiate de celui-ci dans l'AAUD.

La majorité du KAPD, avec Schröder et Gorter, préconisait au contraire **le maintien du parti ouvrier communiste comme organe distinct des Unions...** tout en ayant comme perspective l'organisation unitaire dans une phase avancée de la révolution. H. Gorter avait exprimé ses positions sur le parti dans un texte rédigé en août 1919, mais seulement publié en 1920:

«Quelle est la grande transformation qu'entraîne la révolution? C'est que les masses doivent tout faire. Alors seules les masses peuvent produire le communisme si elles parviennent à l'unité nationale et internationale.

Mais dans cette lutte elles ont besoin d'une avant-garde. Cette avant-garde est le parti communiste international. Cette avant-garde doit être absolument pure et rester sur les principes. Pure dans ses moyens et dans ses intentions. Sinon les masses sont décontenancées et fourvoyées.

Il en fut ainsi de toutes les révolutions. Il y eut toujours un noyau, une avant-garde, une minorité qui devint finalement majorité. Mais ce noyau était pur et voyait clair. Ainsi le noyau des Gueux, des bandes de Gromwell, des divers regroupements de classe de la Révolution française. Ce fut la même chose lors de la Commune de Paris et lors des révolutions russes de 1905 et 1917. C'est un noyau semblable que Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht voulaient façonner en fondant le parti communiste allemand.

Comme les masses ne peuvent vaincre le capital et édifier le socialisme que lorsqu'elles sont devenues une, le but, auquel il faut tout consacrer, est de rendre les masses prêtes. La préparation des masses doit être le seul but.

Le compromis, l'opportunisme, la répression de la liberté de parole, la duperie des masses, la dissimulation de ses intentions, l'aspiration au pouvoir du parti ou des chefs — tout cela maintenant est le mal absolu. Tout cela mène le prolétariat à la ruine, comme l'ont montré l'Allemagne, la Hongrie, et la Bavière.» (cf. «L'Opportunisme dans le parti communiste hollandais», texte publié en annexe dans Authier-Barrot).

La conception de Gorter sur le parti considéré comme regroupement des «purs» face à l'opportunisme, était encore largement entachée d'une vision inspirée par le processus des révolutions bourgeoises (philosophie des lumières). Cela peut expliquer son attitude de «recherche de la discussion» avec Lénine et les bolchéviks.

En effet, sur le second thème énoncé au début, il persista longtemps dans ses illusions vis-à-vis de la nature du régime en Russie et du rôle de l'IC. Il écrivit à Lénine car il croyait que la collaboration était possible avec le bolchévisme. Pour cela, Gorter voulait lui faire comprendre, d'une part qu'il était mal informé sur les gauches, et d'autre part que si ses tactiques de compromis étaient justes dans le cadre de la Russie, elles s'avéraient fausses en Europe occidentale:

«Si l'on veut l'emporter, comme vous, avec sept ou huit millions de prolétaires dans un pays de cent soixante millions d'habitants, alors, oui, l'importance des chefs est énorme! Car remporter la victoire à si peu sur autant de monde est avant tout affaire de tactique. Pour triompher comme vous, camarade, dans un pays si grand avec une troupe aussi petite, mais avec une aide externe à la classe, ce qui importe en premier lieu, c'est la tactique du chef. Quand vous avez entamé le combat, camarade Lénine, avec cette petite troupe de prolétaires, ce fut votre tactique qui, au moment propice, a permis de livrer bataille et de se rallier les paysans pauvres.

Mais en Allemagne? Là, la tactique la plus habile, la plus grande clarté, le génie même du chef, n'est pas l'essentiel, pas le principal. Là, il n'y a rien à faire: les classes s'affrontent, une contre toutes. Là, la classe prolétarienne doit décider par elle-même. Par sa puissance, par son nombre. Mais l'ennemi étant aussi formidable, infiniment mieux organisé et armé, sa puissance est avant tout affaire de qualité.» (cf. «Lettre ouverte au camarade Lénine»).

Le congrès de fondation du KAPD avait d'ailleurs voté unanimement une résolution proclamant que: «Le KAPD se tient sans réserves sur le terrain de la IIIe Internationale» (1). Dans la lignée des spartakistes avec lesquels il avait lutté pendant la guerre, O. Rühle va prendre une position critique vis à vis du pouvoir bolchévique et de l'IC (11). A l'issue d'un voyage de plusieurs semaines en Russie où il avait été envoyé par le KAPD (mai 1920) dans la perspective du 2e congrès de la IIIe Internationale (12), il rédige un rapport qui est la condamnation, non seulement des pratiques du pouvoir bolchévique en Russie, mais aussi de la conception du Parti qui y conduit. L'on constate donc que la position de Rühle sur la relativisation du KAPD par rapport au mouvement de masse **était étroitement liée** au bilan critique qu'il tira de l'action des bolchéviks en Russie:

«Ce qui apparaît en Russie comme une caricature est la conséquence d'un système erroné, parce qu'historiquement dépassé. Le centralisme est le principe d'organisation de l'ère capitaliste-bourgeoise. On peut construire selon ce principe l'Etat bourgeois et l'économie capitaliste. Mais pas l'Etat prolétarien et l'économie socialiste. Ceux-ci exigent le système des Conseils. Or, en Russie, les Conseils ne sont que des ombres. Une feuille de vigne pour

(11) Du fait de leur connaissance des bolchéviks dans le cadre du POSDR avant 1914, les spartakistes qui venaient de la gauche polonaise (SDKPIL) - en particulier Rosa Luxemburg et Léo Jogichès — eurent toujours une attitude critique par rapport à ceux-ci. Par contre, les IKD qui allaient constituer la majorité du KPD, puis le KAPD, se firent beaucoup plus d'illusions sur les bolchéviks, sans doute à cause de leur collaboration dans le cadre de la gauche zimmerwaldienne («Vorbote»), Il y eut même parfois des textes apologétiques sur le pouvoir «soviétique» en Russie.

(12) Sans nouvelles d'une délégation composée de Jan Appel et de Franz Jung qui avait été envoyée à Moscou pour présenter les thèses du KAPD, celui-ci décida de dépêcher O. Rühle, puis August Merges, ex-président de la «république socialiste du Braunschweig» (fin 1918-début 1919).

la bureaucratie de la dictature de parti. Mais la Russie s'appuyant sur la bureaucratie, on en arrive à une caricature du communisme, politique et économique; à un communisme d'Etat barbare, stérile et insupportable, à un esclavagisme d'Etat barbare, stérile et insupportable.

Comment les camarades russes sont-ils parvenus à cette erreur? Parce qu'ils sont prisonniers de la croyance dans le parti. Parce qu'ils votent dans le parti le moyen de la révolution et de l'édification socialiste. Or le parti est — en tant que forme d'organisation — l'incarnation du principe centraliste. Là est la source de l'erreur (...).

Pour le KAPD - à l'opposé de Moscou - la révolution n'est pas une affaire de parti, le parti n'est pas une organisation autoritaire, de haut en bas, le chef n'est pas un supérieur militaire, la masse n'est pas une armée condamnée à une discipline passive, la dictature n'est pas le despotisme d'une clique de chefs, le communisme ne sert pas de tremplin à une nouvelle bourgeoisie soviétique. Pour le KAPD, la révolution est l'affaire de la classe prolétarienne tout entière; à l'intérieur de cette classe le parti communiste ne constitue que l'avant-garde la plus mûre et la plus décidée. Les masses doivent s'élever jusqu'à la maturité politique de cette avant-garde, mais le KAPD n'attend pas ce résultat de la tutelle des chefs, de la discipline et de la réglementation. Au contraire : avec un prolétariat avancé, comme l'est le prolétariat allemand, ces méthodes aboutissent au résultat exactement opposé. Elles étouffent l'initiative, paralysent l'activité révolutionnaire, portent préjudice à la persuasion, amoindrissent le sentiment de responsabilité. Ici, il s'agit de laisser libre cours à l'initiative des masses, de les libérer de l'autorité, de développer leur conscience de soi, de former leur autonomie d'action et d'accroître ainsi leur participation à la révolution.» (cf. «Rapport sur Moscou», extraits dans Authier-Barrot, p. 180-81).

Ayant quitté la Russie avant le début du 2e congrès de l'IC (juillet 1920), Rühle se prononce contre l'adhésion du KAPD à celle-ci et il estime qu'il n'y a aucune communauté de principes entre les bolchéviks et la gauche européenne. Il est suivi par les districts de Saxe orientale, de Hambourg et par la revue «Die Aktion», mais la majorité du parti qualifie son attitude de «lourde faute» et l'opposition entre les tendances se renforce. Décidée à envoyer une nouvelle délégation à Moscou pour adhérer à l'IC et créer une opposition révolutionnaire à l'intérieur, cette majorité du KAPD se rallie aux illusions de H. Gorter et de sa «lettre ouverte». Rühle et ses partisans sont exclus lors de la séance du Comité central du parti les 30-31 octobre 1920 et une délégation composée de Gorter, Schröder et Rasch se rend à Moscou. Le KAPD est finalement admis dans l'IC «provisoirement, à titre de sympathisant avec voix consultative» car les bolchéviks exigent qu'il réintègre le KPD à bref délai. Le 3e congrès du KAPD (fév. 1921) approuvera cette adhésion à l'IC.

Au cours de l'année 1921, la polémique va grandir entre les partisans de l'organisation unitaire et le KAPD. Elle se développe toujours autour des deux mêmes thèmes: la question du Parti et le rôle de l'IC bolchévik.

En décembre 1920, le KAPD de Saxe orientale s'était dissous dans l'AAUD tandis que l'AAUD de Hambourg excluait de ses rangs tous ceux qui voulaient rester dans le KAPD. Partout en Allemagne, dès le début de 1921, une fraction importante des gauches s'est orientée vers l'organisation unitaire. Elle va critiquer vivement la politique du KAPD lors de «l'action de mars». En effet, à partir de luttes prolétariennes violentes en Allemagne centrale et

en Saxe (Halle, Mansfeld, Leuna), le VKPD (13) qui a pris une orientation «ultra-gauchiste» (Lévi a été exclu de sa direction) — ceci en liaison avec certains courants oppositionnels dans le parti bolchévique et l'IC (c'est l'époque des mouvements ouvriers à Petrograd et à Cronstadt, du mouvement paysan en Ukraine) — poussa ouvertement à l'insurrection armée contre le gouvernement dans tout le pays. Le KAPD crut que le VKPD s'était rallié à ses positions favorables à l'offensive autonome de classe: *«Le prolétariat parle lui-même. Les masses du VKPD agissent d'après nos mots d'ordre. Elles y ont contraint leurs chefs.»* (Journal ouvrier communiste, organe du district de Berlin). Il s'engagea dans l'insurrection à ses côtés (cf. par exemple les attentats organisés par Max Hölz et ses groupes de combat) et appela, en liaison avec lui, à une grève générale illimitée dans toute l'Allemagne (24 mars). L'extension du mouvement est largement insuffisante. C'est l'échec avec les derniers combats qui ont lieu le 1er avril.

Le courant pour l'organisation unitaire dans l'AAUD dénonça la politique de l'IC en Allemagne:

«Le pouvoir bolchévique s'est servi de la révolution allemande jusqu'à ce que sa situation interne soit totalement stabilisée.»

La tendance de Rühle soulignait que les bolchéviks avaient voulu camoufler les répressions sanglantes de Cronstadt, de Petrograd, de la Makhnovitchna, derrière des actions offensives totalement spectaculaires et suicidaires. Rühle écrivit:

«Les travailleurs doivent savoir que l'Action d'Allemagne centrale était une folie et un crime dont le VKPD porte l'entière responsabilité.»

Gorter et le KAPD dénoncèrent le «putschisme» du VKPD qui avait abandonné brutalement sa ligne «légaliste», mais ils estimaient que «l'action de mars» ne pouvait pas se résumer à un putsch. Pour eux, elle était un moment important du mouvement réel du prolétariat en Allemagne: «La première action offensive consciente des prolétaires allemands» (!). Ainsi, le KAPD défendit inconditionnellement cette tentative d'insurrection des masses lors du IIIe congrès de l'IC et dans une lettre à Lénine, Gorter déclara:

«Les journées de mars du prolétariat allemand en 1921 ont montré qui de nous avait raison, vous, camarade Lénine, avec le Comité exécutif et la IIIe Internationale, ou bien le KAPD avec les marxistes hollandais qui l'ont soutenu. Les journées de mars ont donné la réponse et ont prouvé que les gauchistes avaient raison.»

(...) Dans le cas qui nous occupe, le KAPD n'a pas suivi la tactique putschiste. Sa tactique est fondée sur le fait qu'un parti ou la direction d'un parti ne peuvent prendre la décision d'une révolution ou d'une grande action insurrectionnelle, mais que c'est la situation, c'est-à-dire la volonté de combat dans les masses, qui doivent en décider. La tactique du KAPD veut fortifier le prolétariat en développant sa conscience, et en agrandir sa force révolutionnaire en constituant des organisations efficaces de combat. Or, ceci ne saurait s'accomplir que dans le combat lui-même, en ne se dérobant jamais au combat imposé par l'ennemi ou surgi spontanément des masses.» (14)

(13) C'est le KPD unifié avec les «Indépendants» depuis la fin de l'année 1920.

(14) «Les Leçons des journées de mars», 1921, dernière lettre de H. Gorter à Lénine. Elle fut publiée dans le n. 9/10 de l'Ouvrier communiste (organe mensuel des groupes ouvriers communistes), mai 1930. Reprise en annexe dans le livre de Authier-Barrot p.- 321 -27.

Dès le mois de mai, le KAPD avait en effet envoyé une délégation à Moscou pour faire connaître ses positions et essayer de voir s'il était possible de créer une fraction de gauche dans l'IC. Cette délégation comprenait Meyer (pseudonyme: Bergmann), un ouvrier métallurgiste de Leipzig qui avait participé aux luttes de Leuna en mars, Jan Appel (pseudonyme: Hempel), Schwab (Sachs) et Reichenbach (Seeman), représentant permanent du parti à l'exécutif de l'Internationale. Le congrès eut lieu du 22 juin au 12 juillet 1921: à tous les niveaux, ce fut un dialogue de sourds et les délégués du KAPD se virent menacer d'exclusion si leur parti ne rejoignait pas le VKPD. Aussi, vis-à-vis du «Rapport sur le IIIe congrès de l'IC» qui fut fait par la délégation à la séance du Comité central du 31 juillet 1921, celui-ci se prononça pour la rupture avec l'IC et pour la formation d'une nouvelle Internationale:

«... Le KAPD doit se séparer définitivement de la IIIe Internationale, parce qu'elle est devenue un facteur dans la politique de l'Etat russe, et doit, par conséquent, s'adapter à la transformation intervenue dans le caractère du gouvernement soviétique. Depuis le IIIe congrès, la IIIe Internationale s'est déclarée ouvertement ennemie de la révolution mondiale prolétarienne, dans la mesure où le KAPD en a été exclu. Mais on ne peut pas rester en dehors d'une Internationale communiste prolétarienne; le KAPD doit, à partir de maintenant, jeter les bases d'une nouvelle Internationale communiste ouvrière vraiment révolutionnaire.» (cf. Authier-Barrot, p. 340)

Ayant constaté qu'il existe des oppositions à l'IC dans de nombreux pays, le KAPD s'orienta vers la création d'une IVe Internationale, mais la préparation de celle-ci entraîna la décomposition du parti. Une tendance majoritaire, estimant prématurée cette création, était davantage préoccupée par le développement du KAPD en Allemagne même et, avec le recul du mouvement depuis l'action de mars, se montrait favorable aux luttes revendicatives. L'autre tendance, très minoritaire, qui regroupait la plupart des intellectuels dont Gorter et la direction du C.C. avec Schröder, voulait mener à bien la constitution immédiate d'une nouvelle Internationale et elle refusait le compromis sur les luttes salariales et économiques en général. Ayant essayé de manœuvrer pour faire adopter leur ligne grâce à des statuts qui centralisaient les décisions à Berlin, les minoritaires furent exclus lors d'une séance du C.C. en mars 1922. Les ex-dirigeants s'installèrent alors à Essen et leur activité essentielle fut l'animation de la KAI (Internationale communiste ouvrière) fondée en avril 1922. Y adhérèrent principalement les gauches de Hollande, de Russie et de Bulgarie.

Après le IIIe congrès de l'IC, le KAPD puis la KAI rejoignent les partisans de l'organisation unitaire dans leur condamnation du bolchévisme, mais ces organisations proclament toujours **la nécessité d'un Parti révolutionnaire mondial distinct des mouvements/organisations de masse et ayant un rôle de direction spirituelle:**

«Reconnaissant que les conditions objectives sont données pour le renversement de la bourgeoisie et la domination du prolétariat, elle (la KAI) met au premier plan de son activité le principe du développement de la conscience de classe du prolétariat, c'est-à-dire qu'elle veut amener le prolétariat à reconnaître qu'il est historiquement nécessaire d'éliminer immédiatement le capitalisme; par là, elle veut éveiller en lui la volonté effective de faire la révolution prolétarienne.» (15)

(15) Cf. «Lignes directrices de la KAI», extraits dans «La Gauche allemande...», p. 127.

«L'Internationale ouvrière communiste veut éveiller le prolétariat à un esprit nouveau, l'esprit communiste, et par là diriger la révolution et la conduire à la victoire.» (16)

Pendant ce temps, le courant pour l'organisation unitaire s'était structuré; d'abord comme opposition dans l'AAUD où il avait proposé des thèses d'orientation lors de la 4e conférence de celle-ci (juin 1921); puis en réunissant sa 1ere conférence autonome où il avait pris le nom d'AAUD-E («E» pour Unitaire) et adopté comme lignes d'orientation définitives celles qui avaient été présentées dans l'AAUD. Rassemblant 13 districts économiques et comptant plusieurs dizaines de milliers de membres, ce courant s'exprimait théoriquement dans «Die Aktion». Face au KAPD, il prônait «l'organisation unitaire politique et économique du prolétariat»;

«Les tâches les plus urgentes de l'AAU sont: a) la destruction des syndicats et des partis politiques, obstacles principaux à l'unification de la classe prolétarienne et au développement ultérieur de la révolution sociale, laquelle ne saurait être ni une affaire de parti ni une affaire de syndicats; b) l'union du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, cellules de la production, fondement de la société qui vient. La forme de toute union est l'organisation d'entreprise; c) le développement de la conscience de soi et de la solidarité des travailleurs; d) la préparation de toutes les mesures qui seront nécessaires pour l'édification politique et économique.» (17)

Avec le déclin du mouvement réel, accentué par une répression brutale, les scissions vont succéder aux scissions et les organisations de la gauche allemande deviennent de multiples sectes, autant du côté de ceux qui veulent maintenir un Parti que de celui des partisans de l'organisation unitaire. Comme le dit Paul Mattick dans «Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand»:

«Aucun des deux groupes ne put vérifier sa théorie. L'histoire les dépassa tous les deux, ils argumentaient dans le vide. Ni le Parti ouvrier communiste, ni les deux Unions ouvrières générales ne dépassèrent leur situation de sectes «ultra-gauches». Leurs problèmes intérieurs devinrent tout à fait artificiels, car il n'y avait pas en fait de différence entre le Parti ouvrier communiste et l'Union ouvrière générale. Malgré leurs théories, les partisans de Rühle n'exercèrent pas non plus leurs fonctions dans les usines. Les deux unions s'abandonnèrent aux mêmes activités. A partir de là, toutes les divergences théoriques n'eurent aucun sens pratique.

Ces organisations — débris des tentatives prolétariennes de jouer un rôle dans les soulèvements de 1918 — essayèrent d'appliquer leurs expériences au sein d'un développement qui s'orientait de façon conséquente dans le sens opposé à celui où ces expériences avaient pris naissance réellement.

(...) Après 1923, le mouvement «ultra-gauche» allemand cessa d'être un facteur politique sérieux dans le mouvement ouvrier allemand (...) Bien qu'organisationnellement les groupes «ultra-gauches» aient continué à exister jusqu'au début de la dictature hitlérienne, leur activité fut réduite à celle de clubs de discussion essayant de comprendre leurs propres échecs et ceux de la Révolution allemande.» (18)

(16) Cf. «L'Internationale ouvrière communiste» de H. Gorter, 1923, texte reproduit dans le n. 5, série II, de la revue Invariance.

(17) Cf. «Lignes d'orientation pour l'AAU-E» extraites de la revue «Die Aktion», n. 41/ 42 (1921) et reproduites dans «La Gauche allemande...», p. 110-11.

(18) Ce texte de P. Mattick est publié à la suite de «Fascisme Brun, Fascisme Rouge» écrit par Otto Rühle en 1939, éd. Spartacus série B, n. 63.

III. - DU CONCEPT «ULTRA-GAUCHE» AU CONSEILLISME: L'ÉVOLUTION D'ANTON PANNEKOEK

Avec un article intitulé «Principe et Tactique» publié - toujours sous le pseudonyme de K. Horner - dans «Proletarier» numéros 7 et 8, 1927, Anton Pannekoek intervient de nouveau après un retrait de quelques années. Alors qu'il s'était rapproché auparavant des positions de Rühle, il affirme ici la nécessité d'un Parti de type KAPD, c'est-à-dire ne se substituant pas à la classe ouvrière **mais assumant la «direction spirituelle» des mouvements de masse:**

«Ce n'est pas le parti qui fait la révolution, mais la classe comme un tout. Dès lors, le parti a une tout autre fonction que dans l'ancienne conception social-démocrate, il ne peut absorber en lui l'ensemble de la classe et agir à sa place; bien au contraire, il ne peut former que son avant-garde et s'en tenir à l'orientation spirituelle. Les communistes sont, dans leur milieu de travail, ceux qui voient le plus loin, ont les idées les plus claires et sont les plus dévoués à la cause; c'est pourquoi ils sont à même de se mettre en avant à tout instant, de proposer les meilleures mesures à prendre, de faire le point de la situation, de dissiper les craintes des hésitants, d'écartier tout projet risquant de dévoyer le mouvement. Ce rôle, le parti le joue également par rapport aux assemblées générales des délégués, chargées de prendre les grandes décisions, en ce qu'il leur indique la bonne voie et présente le programme d'action. C'est le parti qui, d'avance, pendant la période de croissance, puis pendant celle du développement impétueux, lance dans les masses les mots d'ordre nécessaires, précisément, à montrer le chemin, à éclairer la situation et à éviter les erreurs.

Toute action exige en permanence une lutte spirituelle des masses en vue d'arriver à la lucidité, une lutte menée sous la forme d'un combat opposant partis et tendances les uns aux autres, et, cette lutte, le parti communiste doit la poursuivre pour les ouvriers et sous leurs yeux. Ainsi donc le parti forme à chaque étape de la lutte de classe un organe primordial, l'âme de la révolution en quelque sorte.» (cf. Bricianer, p. 231-32).

Cependant, face à la situation de déclin du mouvement, ce parti ne peut qu'être un «noyau» de militants triés sur le volet c'est-à-dire **défendant les principes révolutionnaires en refusant de s'adapter aux circonstances:**

«... la force d'attraction ne vient nullement du parti en soi, elle vient de ses principes. Et quand les ouvriers ne veulent rien entendre, c'est-à-dire quand le monde est encore ainsi fait qu'il ne semble pas offrir d'issue révolutionnaire, ce sont d'autres principes qui prédominent; dans ces conditions, il est vain pour le parti de chercher à l'emporter à tout prix, car cela signifierait quitter le terrain des principes pour s'adapter à ce monde-là. Et il ne sert pas plus d'accommoder les principes de telle sorte qu'ils paraissent acceptables au grand nombre; de point de vue de l'avenir, les éléments qui comptent ne sont pas des adhérents disposés à trouver les principes acceptables, ce sont des communistes qui les comprennent et les adoptent au plus profond d'eux-mêmes.» (idem, p. 232-33).

C'est à travers sa participation au GIK — Groupe des communistes internationalistes en Hollande (19) - que Pannekoek va évoluer vers une position

(19) Sur l'histoire de ce groupe, voir «Aperçu sur l'histoire des communistes de Conseils en Hollande» dans le n. 30 de «Informations et liaisons ouvrières» (6.5.1959).

de remise en cause de la fonction et de la forme Parti. En effet, ce groupe ne se préoccupe plus de polémique sur les moyens organisationnels de provoquer la révolution, il s'efforce de tirer les leçons de la période précédente (20) et de s'orienter vers un travail d'élaboration théorique, de propagande et d'informations. En contact avec l'AAUD-Berlin depuis 1927 (dont les thèses de la Ville conférence avaient cessé de parler de la nécessité d'un parti distinct des Unions), il pousse celle-ci à la fusion avec les restes de l'AAU-E. C'est la fondation de la KAUD (Union ouvrière communiste d'Allemagne) à la fin de l'année 1931 qui va diffuser le bulletin «Rätekorrespondenz» (périodique du GIK en langue allemande). Toute idée de Parti, même de type KAPD qui prétendait être le pôle du processus d'auto-organisation, est rejetée. Cependant le GIK conserve une position «avant-gardiste» sur le plan de la conscience: la mission des «groupes de travail» qu'il veut former est définie comme celle «d'organes généraux de pensée» pour la classe ouvrière. C'est cette conception d'une «organisation communiste-laboratoire» (il utilisera encore parfois le terme parti dans des textes ultérieurs!) que Pannekoek développe avec l'article intitulé «Parti et classe ouvrière» et paru dans «Rätekorrespondenz» (n. 15, mars 1936):

«Nous n'en sommes qu'aux tous premiers débuts d'un nouveau mouvement ouvrier. L'ancien mouvement s'incarne dans des partis, et la croyance au parti constitue aujourd'hui le frein le plus puissant à la capacité d'action de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous ne cherchons pas à en créer un nouveau, et cela non parce que nous sommes trop peu nombreux - un parti, quel qu'il soit, est petit à l'origine — mais parce que de nos jours un parti ne peut être qu'une organisation visant à diriger et à dominer le prolétariat. A ce type d'organisation, nous opposons le principe suivant: la classe ouvrière ne pourra s'affirmer et vaincre qu'à condition de prendre elle-même son destin en main. Les ouvriers n'ont pas à adopter religieusement les mots d'ordre d'un groupe quelconque, pas même les nôtres, mais à penser par eux-mêmes, à décider et agir eux-mêmes. C'est pourquoi, en cette période de transition, nous considérons comme leurs organes de clarification naturels les groupes de travail, les cercles d'études et de discussion, qui se sont formés d'eux-mêmes et cherchent eux-mêmes leur voie.

Cette façon de voir se trouve en contradiction flagrante avec les idées traditionnelles sur le rôle du parti comme organe de clarification essentiel du prolétariat. De là s'ensuit qu'elle se heurte à une résistance et à une fin de non-recevoir dans de nombreux milieux où pourtant l'on ne veut plus avoir affaire ni au Parti socialiste ni au Parti communiste...» (cf. Bricianer, p. 260).

Le GIK entretint des rapports avec le petit groupe américain des IWW (21) de Chicago qui était animé par Paul Mattick, un ancien membre du KAPD. Les échanges allaient se faire par des articles dans «Rätekorrespondenz» et dans des revues comme «International Council Correspondance», puis «Living Marxism» et «News Essays», publiées aux Etats-Unis. Pannekoek

(20) Cf. par exemple «Le Mouvement pour les Conseils en Allemagne 1918-1933» de H. Canne Meijer paru dans le n. 101 de «Informations Correspondance Ouvrières» (fév. 1971).

(21) IWW: Industrial Workers of the World, c'est un mouvement «syndicaliste révolutionnaire» fondé en 1905 et qui se veut indépendant de tous les partis et groupes politiques. Les théoriciens de l'unionisme à Hambourg avaient été influencés par les théories des IWW (Wolffheim avait passé plusieurs années dans cette organisation en Californie). Ayant émigré aux Etats-Unis, P. Mattick adhéra aux IWW en 1926.

y écrivit de nombreux articles, de même qu'Otto Rühle et Karl Korsch (22) pour critiquer le bolchévisme et ses conceptions (23). Tous ces théoriciens se situèrent alors dans une mouvance que l'on peut appeler «conseilliste» et Pannekoek paracheva son évolution en faisant paraître, après la seconde guerre, l'ouvrage volumineux qu'il avait rédigé entre 1942 et 1947: «Les Conseils ouvriers» (24). L'accent fut essentiellement, et presque exclusivement, mis sur les «principes d'organisation de l'ensemble du prolétariat».

Mais en 1939, P. Mattick avait encore essayé de définir le rôle des minorités communistes par rapport à la classe ouvrière. Dans un article intitulé «Les Groupes communistes de Conseils» (25), il relativisait ainsi la fonction de ces minorités:

«Loin de prétendre agir pour les ouvriers, ils se considèrent comme des membres de la classe ouvrière qui ont pris conscience de la tendance du capitalisme à décliner et cherchent à coordonner dans cette perspective les activités des travailleurs. Ils ont également conscience de n'être que des groupes de propagande, capables certes de proposer des voies et des moyens d'action, mais nullement d'entreprendre ces actions «dans l'intérêt de la classe». Cela, c'est à la classe de le faire elle-même. En un certain sens, les fonctions des groupes se rattachent à leurs perspectives mais, dans le présent, les groupes cherchent à se fonder uniquement sur les besoins actuels des travailleurs. En toute occasion, ils s'efforcent de stimuler l'initiative et l'action autonome des ouvriers. Dès que la possibilité s'en fait jour, ils participent à toutes les activités de la population laborieuse, non pas en prônant un programme distinct, mais en adoptant le programme de ces travailleurs et en faisant tout pour accroître la participation de ceux-ci à toutes les décisions...»

Cependant, dans la pratique, l'échec du conseilisme fut d'impulser des groupes qui se contentèrent d'être soit des sectes-laboratoires (cercles de discussion et de travail théorique), soit des minorités activistes et informelles (simple organisation des tâches). Leur intervention se limita à produire des revues confidentielles et à faire du suivisme par rapport à des mouvements de masse, qui, pour la plupart, ne dépassaient pas le terrain revendicatif.

Au-delà du rejet de la fonction et de la forme Parti, le conseilisme ne contribua pas à clarifier la question de l'organisation des révolutionnaires. Il sombra peu à peu dans l'incantation à propos des Conseils ouvriers.

(22) Karl Korsch a eu un apport considérable sur le plan théorique car, en critiquant le marxisme, il est remonté jusqu'aux racines politiques qui ont contribué au développement de la contre-révolution: cf. en particulier «Marxisme et Philosophie» (éd. de Minuit), «Marxisme et contre-révolution» (éd. du Seuil) et «L'anti-Kautsky ou la conception matérialiste de l'histoire» (éd. Champ Libre). Cependant, au niveau organisationnel, sa réflexion sur le concept de Parti n'apporte rien d'original par rapport à celle du courant ultra-gauche. D'ailleurs, son itinéraire «militant» avait été très différent puisqu'il participa à l'USPD, puis au KPD: il fut ministre de la Justice en Thuringe (quelques semaines en octobre 1923 pendant la durée de l'éphémère république «ouvrière»), député au Reichstag (1924-28), dirigeant de l'organe théorique du KPD (L'Internationale, 1924-25). Ayant fondé des «cahiers de discussion de la gauche» sous le titre de «Politique Communiste», il est exclu du KPD, avec E. Schwach, le 3 mai 1926. Ce dernier va créer le groupe «Gauche résolue» qui fusionnera avec le KAPD-Berlin en 1927, tandis que Korsch entretient des rapports avec l'opposition de gauche du KPD: Maslow- Fischer et avec la fraction de la gauche italienne de Bordiga, Après 1928, il exerce ses activités en dehors de toute organisation et émigrera aux Etats-Unis en 1936.

(23) Cf. «La Contre-révolution bureaucratique» recueil d'articles dans la collection 10/18, n. 760, UGE.

(24) Cf. éd. Bélibaste, 1974. Traduction faite par un collectif d'ICO.

(25) Article publié dans «The Social Frontier» n. 45 (mai 1939) et repris dans le livre «Intégration capitaliste et rupture ouvrière», EDI.